

Décision de Madame la Présidente

001-2023 - COMMANDE PUBLIQUE - Marchés à bons de commande pour la fourniture d'articles de fontainerie et de pièces hydrauliques en plastique.

Vu l'article 5211-10 du CGCT permettant de déléguer un certain nombre de pouvoirs à Mme la Présidente et au Bureau,

Vu la délégation accordée à la Présidente par délibération du Conseil Communautaire du 3 octobre 2022,

Vu le rapport d'analyse des offres du 6 décembre 2022 et l'attribution du marché par la commission d'appel d'offres du 6 décembre 2022,

Madame la Présidente de la communauté de communes pays d'Évian - vallée d'Abondance :

- **ACCEPTE de signer les accords-cadres de fourniture d'articles de fontainerie et de pièces hydrauliques en plastique, d'une durée de 4 ans, avec :**
 - **Lot 1 - Articles de fontainerie : entreprise HEINRICH CANALISATION (67200 Molsheim) pour un montant estimé à 1 383 530,76 € HT. Les prix sont ajustables sur catalogue avec un rabais de 54%**
 - **Lot 3 - Pièces hydrauliques en plastique : entreprise SOVAL (18000 Brousseval) pour un montant estimatif de 316 959,05 € HT. Les prix sont ajustables sur catalogue avec un rabais de 44%**
- **DECLARE SANS SUITE la consultation portant sur le lot 2 (articles de robinetterie) car les 2 offres reçues sont, soit irrégulières (il manque des échantillons), soit inacceptables (elles sont trop onéreuses et l'écart important de prix entre les candidats ne permet pas d'identifier le juste prix de ces articles de robinetterie).**

La présente décision peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, d'un recours gracieux auprès de Madame la Présidente de la communauté de communes pays d'Évian - vallée d'Abondance, ou d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Grenoble.



Josiane LEI

Présidente de la Communauté de Communes
Pays d'Évian - Vallée d'Abondance
Maire d'ÉVIAN-LES-BAINS
Conseillère départementale du Canton d'Évian

Mise en ligne le 09/02/2023

Décision de Madame la Présidente

002-2023 - AFFAIRES JURIDIQUES – DOMANIALITE : Convention de servitude sur la parcelle cadastrée section C n°2473, sur la commune de VACHERESSE

VU l'article 5211-10 du Code général des collectivités territoriales permettant de déléguer un certain nombre de pouvoirs à Mme la Présidente et au Bureau,

VU la délégation accordée à la Présidente par délibérations du Conseil Communautaire du 30 juillet 2020, du 6 décembre 2021 et du 3 octobre 2022,

Considérant le projet d'aménagement de l'itinéraire cyclo-pédestre des bords de Dranse, de Châtel à Chevenoz, nécessitant de demander aux propriétaires des parcelles concernées par le tracé, soit la constitution d'une servitude de passage, soit l'acquisition de la parcelle,

Considérant que la parcelle cadastrée en section C, n°2473, lieudit « Clos Moulin » sur la commune de Vacheresse, appartenant à Mme Lisette TUPIN, concernée par le tracé, doit faire l'objet d'une servitude réelle et perpétuelle de passage qui s'exercera en tout temps pour le passage du public à pied, à vélo et des engins d'entretien,

Considérant la convention pour constitution d'une servitude de passage conclue par acte sous-seings privés entre Mme Lisette TUPIN et la Communauté de communes pays d'Évian - vallée d'Abondance, qui doit être réitérée par acte authentique,

Madame la Présidente de la communauté de communes pays d'Évian - vallée d'Abondance :

- **CONSENT et ACCEPTE la constitution d'une servitude de passage réelle, perpétuelle et en tout temps, au profit de la Communauté de communes pays d'Évian - vallée d'Abondance, sur la parcelle cadastrée en section C, n°2473, lieudit « Clos Moulin » sur la commune de Vacheresse, appartenant à Mme Lisette TUPIN.
Cette servitude de passage s'exercera sur une largeur de 3 mètres et une longueur de 40 mètres, et selon les termes de l'acte authentique.**
- **APPROUVE la passation d'un acte notarié pour l'établissement de cette servitude, auprès de l'Office notarial situé à Abondance, et l'inscription au Service de la publicité foncière compétent.**
- **ACCEPTE de verser au propriétaire une indemnité fixée à quarante euros (40,00 €) à titre de compensation définitive de la servitude.**
- **SIGNE toutes les pièces nécessaires à la conclusion de l'acte et de sa mise en œuvre.**

La présente décision peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, d'un recours gracieux auprès de Madame la Présidente de la communauté de communes pays d'Évian - vallée d'Abondance, ou d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Grenoble.



Jostiane LEI

Présidente de la communauté de communes pays
d'Évian - vallée d'Abondance
Maire d'ÉVIAN-LES-BAINS
Conseillère départementale du canton d'Évian

Mise en ligne le 09/02/2023

Décision de Madame la Présidente

003 - 2023 - COMMANDE PUBLIQUE - Modification de contrat en cours d'exécution n° 2 du marché d'études environnementales - Liaison Sud Léman - Evian-St-Gingolph

Vu l'article 5211-10 du CGCT permettant de déléguer un certain nombre de pouvoirs à Mme la Présidente et au Bureau,

Vu la délégation accordée à la Présidente par délibération du Conseil Communautaire du 3 octobre 2022,

Vu le marché d'études environnementales - liaison sud Léman - Evian-St-Gingolph, notifié à la société VERDI - 69, le 8 juin 2021, sur la base d'un montant de détail quantitatif estimatif non contractuel + bordereau des prix forfaitaires de 101 480 € HT soit 121 776 € TTC,

Il convient, pour solde de tous comptes, de :

1. Rémunérer le titulaire du marché à hauteur de 7 700 € HT correspondant :
 - A un allongement de 4,5 mois de la durée d'exécution de l'étape C : « *analyse comparative des solutions adaptées et contribution au dossier de concertation* »,
 - L'organisation de dix réunions supplémentaires en étape C,
 - La restitution à la DREAL des études réalisées qui n'étaient pas prévues initialement au marché ;
2. Acter de la non-réalisation de la tranche conditionnelle : inventaire faune flore :
 - Etape E « *approfondissement de la solution retenue* » pour un montant de 5 470,00 euros HT,
 - Etape E « *programme des inventaires complémentaires* » pour un montant de 2 270,00 euros HT,
3. Modifier la liste des inventaires de la missions 2 : ont été réalisées toutes les missions prévues au contrat sauf l'étude de la ligne PI 1 & 2.

Suite à l'avenant 2, induisant une moins-value, le marché s'élève à 86 446,50 € HT soit 103 735,80 € TTC.

Madame la Présidente de la Communauté de communes pays d'Évian – vallée d'Abondance :

- **ACCEPTE de signer l'avenant n°2 au marché d'études environnementales conclu avec la société VERDI**

La présente décision peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, d'un recours gracieux auprès de Madame la Présidente de la communauté de communes pays d'Évian – vallée d'Abondance, ou d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Grenoble.



Jostane LEI

Présidente de la Communauté de Communes
Pays d'Évian - Vallée d'Abondance
Maire d'ÉVIAN-LES-BAINS
Conseillère départementale du canton d'Évian

Mise en ligne le 09/02/2023

Décision de Madame la Présidente

004 - 2023 - COMMANDE PUBLIQUE - Modification de contrat en cours d'exécution n°1 des marchés d'impression et distribution du magazine pour le service communication de la CCPEVA

Vu l'article 5211-10 du CGCT permettant de déléguer un certain nombre de pouvoirs à Mme la Présidente et au Bureau,

Vu la délégation accordée à la Présidente par délibération du Conseil Communautaire du 3 octobre 2022,

Vu l'avis favorable de la commission d'appel d'offres du 27 janvier 2023 à la conclusion de deux avenants ayant pour objet d'augmenter le montant maximum des deux marchés à bons de commande de distribution du magazine et autres courriers (lot 1- marché 22AG500A) et des travaux d'impression (lot 2- marché 22AG500B) de 10% car le rythme d'émission des bons de commandes depuis le début d'exécution de ces marchés fait craindre un dépassement des montants initiaux avant leur échéance.

Ainsi pour le lot 1, le montant du seuil maximum du marché est porté à 27 500,00 € HT soit 33 000,00 € TTC pour la 1^{ère} année ainsi que pour les années suivantes.

Pour le lot 2, le montant du seuil maximum du marché est porté à 77 000,00 € HT soit 92 400,00 € TTC pour la 1^{ère} année ainsi que pour les années suivantes.

Madame la Présidente de la Communauté de communes pays d'Évian – vallée d'Abondance :

- **ACCEPTE de signer les avenants n°1 aux marchés d'impression et de distribution du magazine conclus avec le groupement d'entreprises LA POSTE MEDIAPOST pour le lot 1 et l'imprimerie COURAND pour le lot 2.**

La présente décision peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, d'un recours gracieux auprès de Madame la Présidente de la communauté de communes pays d'Évian – vallée d'Abondance, ou d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Grenoble.



Josiane LEI
Présidente de la Communauté de Communes
Pays d'Évian - Vallée d'Abondance
Maire d'ÉVIAN-LES-BAINS
Conseillère départementale du canton d'Évian

Reçu en Sous-Préfecture, le _____

Mise en ligne le _____

Décision de Madame la Présidente

005-2023 - COMMANDE PUBLIQUE - Marché d'étude de faisabilité d'un projet de pompage turbinage

Vu l'article 5211-10 du CGCT permettant de déléguer un certain nombre de pouvoirs à Mme la Présidente et au Bureau,

Vu la délégation accordée à la Présidente par délibération du Conseil Communautaire du 3 octobre 2022,

Vu le rapport d'analyse des offres du 26 janvier 2023,

Considérant l'intérêt de réaliser de réaliser une étude de faisabilité du projet de pompage turbinage entre les communes de Thollon-les-Mémises et Meillerie,

Madame la Présidente de la communauté de communes pays d'Évian - vallée d'Abondance :

- **ACCEPTE de signer le marché d'étude de faisabilité d'un projet de pompage turbinage, avec :**
 - **La Société ISL Ingénierie (69003 LYON) pour un montant 42 303,50 euros HT comprenant :**
 - **L'étude d'opportunité : 7 445,00 euros HT ;**
 - **L'étude de faisabilité : 34 858,50 euros HT.**

La présente décision peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, d'un recours gracieux auprès de Madame la Présidente de la communauté de communes pays d'Évian – vallée d'Abondance, ou d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Grenoble.



Josiane LEI

Présidente de la Communauté de Communes
Pays d'Évian - Vallée d'Abondance
Maire d'ÉVIAN-LES-BAINS
Conseillère départementale du Canton d'Évian

Reçu en Sous-Préfecture, le 09/02/2023

Mise en ligne le 09/02/2023

Décision de Madame la Présidente

006 - 2023 - COMMANDE PUBLIQUE - Modification de contrat en cours d'exécution n°1 des marchés de prestation location de bennes, de transport et de traitement des déchets issus des sept déchetteries intercommunales de la CCPEVA – lot 3 gravats et lot 4 ferrailles

Vu l'article 5211-10 du CGCT permettant de déléguer un certain nombre de pouvoirs à Mme la Présidente et au Bureau,

Vu la délégation accordée à la Présidente par délibération du Conseil Communautaire du 3 octobre 2022,

Vu les Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et les Actes d'engagement (AE) des marchés de prestation location de bennes, de transport et de traitement des déchets issus des sept déchetteries intercommunales de la CCPEVA prévoyant, par erreur, une clause d'actualisation des prix ainsi qu'une clause de révision des prix, rendant le contrat illégal.

Vu la formule de révision des prix qui oblige à calculer des moyennes ne permettant pas un fonctionnement optimal du logiciel comptable.

Il convient de supprimer les clauses d'actualisation des prix des documents contractuels et de simplifier le calcul de la révision des prix.

Madame la Présidente de la Communauté de communes pays d'Évian – vallée d'Abondance :

- ACCEPTE de signer les avenants n°1 aux marchés de prestation location de bennes, de transport et de traitement des déchets issus des sept déchetteries intercommunales de la CCPEVA – lot 3 gravats et lot 4 ferrailles conclus avec CHABLAIS SERVICE PROPRETE pour le lot 3 et PURFER pour le lot 4.

La présente décision peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, d'un recours gracieux auprès de Madame la Présidente de la communauté de communes pays d'Évian – vallée d'Abondance, ou d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Grenoble.



Josiane LEI

Présidente de la Communauté de Communes
Pays d'Évian - Vallée d'Abondance
Maire d'ÉVIAN-LES-BAINS
Conseillère départementale du canton d'Évian

Reçu en Sous-Préfecture, le 23/02/2023

Mise en ligne le 23/02/2023

Décision de Madame la Présidente

007 - 2023 - COMMANDE PUBLIQUE - Modification de contrat en cours d'exécution n°1 du marché de maîtrise d'œuvre pour l'aménagement et la réhabilitation de l'ancienne fruitière de Vinzier

Vu l'article 5211-10 du CGCT permettant de déléguer un certain nombre de pouvoirs à Mme la Présidente et au Bureau,

Vu la délégation accordée à la Présidente par délibération du Conseil Communautaire du 3 octobre 2022,

Vu le marché de maîtrise d'œuvre d'aménagement de l'ancienne fruitière de Vinzier du 29 janvier 2020 conclu avec le groupement d'entreprises ELCIMAI Architecture et ELCIMAI Ingénierie (77000 MELUN) qui prévoit :

- Une enveloppe prévisionnelle affectée aux travaux de 1 328 400 €HT ;
- Une rémunération du maître d'œuvre de 109 593,00 €HT pour une mission complète à laquelle s'ajoute la mission Ordonnancement, Pilotage, et Exécution du marché (OPC).

Considérant l'évolution du programme avec une augmentation conséquente des surfaces du bâtiment (de 1 070,3 m² à 2 290 m²), un coût prévisionnel des travaux sensiblement augmenté (3 231 938,00€ HT).

Considérant la demande du maître d'œuvre de voir augmenter sa rémunération à hauteur de 225 672,57€ HT, ce montant n'incluant pas la mission OPC.

Considérant qu'il n'a pas été possible de faire droit à la demande du maître d'œuvre sans conclure un avenant au marché de maîtrise d'œuvre qui aurait bouleversé l'économie générale du contrat.

Considérant, au surplus, la nécessité de reprendre le projet en réalisant notamment les études nécessaires pour l'améliorer en termes de développement durable.

Considérant que, ce faisant, l'arrêt des prestations a été notifié au maître d'œuvre le 8 décembre 2022 et qu'il convient, en conséquence, de conclure un avenant avec du marché pour solde de tous comptes.

Considérant les négociations menées avec le maître d'œuvre pour fixer le montant des frais supplémentaires supportés par lui dans l'exécution de ses études de conception qui sont la conséquence de la modification du programme demandée par le maître de l'ouvrage.

Considérant que le montant du marché, objet de l'avenant n°1 au marché, est arrêté d'un commun accord entre les parties à la somme de 79 905.40€ HT.

Madame la Présidente de la Communauté de communes pays d'

- ACCEPTE de signer l'avenant n°1 au marché de maîtrise d'œuvre pour l'aménagement et la réhabilitation de l'ancienne fruitière de Vinzier conclu avec le groupement d'entreprises Elcimai Architecture et Elcimai Ingénierie qui arrête le montant du marché à la somme de 79 905,40€ HT (95 886,48 € TTC)

La présente décision peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, d'un recours gracieux auprès de Madame la Présidente de la communauté de communes pays d'Évian – vallée d'Abondance, ou d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Grenoble.



Josiane LEI

**Présidente de la Communauté de Communes
Pays d'Évian - Vallée d'Abondance
Maire d'ÉVIAN-LES-BAINS
Conseillère départementale du canton d'Évian**

Reçu en Sous-Préfecture, le 10/02/2023

Mise en ligne le 13/02/2023

Décision de Madame la Présidente

008-2023 - COMMANDE PUBLIQUE - Mission de Coordination Sécurité Santé de niveau 2 pour l'aménagement de la Fruitière de VINZIER (74500)

Vu l'article 5211-10 du CGCT permettant de déléguer un certain nombre de pouvoirs à Mme la Présidente et au Bureau,

Vu la délégation accordée à la Présidente par délibération du Conseil Communautaire du 3 octobre 2022,

Considérant l'avancement du projet d'aménagement de la fruitière de Vinzier,

Madame la Présidente de la communauté de communes pays d'Évian - vallée d'Abondance :

- **ACCEPTE de signer le marché de mission de coordination Sécurité Santé (SPS) de niveau 2 pour l'aménagement de la Fruitière de VINZIER (74500), avec :**
 - **APAVE INFRASTRUCTURES ET CONSTRUCTION FRANCE (92400 COURBEVOIE) pour un montant de 6 060,00 € HT**

La présente décision peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, d'un recours gracieux auprès de Madame la Présidente de la communauté de communes pays d'Évian – vallée d'Abondance, ou d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Grenoble.



Josiane LEI

Présidente de la Communauté de
Communes

Pays d'Évian - Vallée d'Abondance

Maire d'EVIAN-LES-BAINS

Conseillère départementale du Canton
d'Évian

Reçu en Sous-Préfecture, le 21/02/2023

Mise en ligne le 22/02/2023

Décision de Madame la Présidente

009 – 2023 - EAU POTABLE – Approbation du procès-verbal des mise à disposition des biens de la commune de Thollon-les-Mémises dans le cadre du transfert de la compétence « eau potable » à la communauté de communes Pays d'Évian Vallée d'Abondance

En application de l'article L.5211-5 renvoyant aux dispositions des trois premiers alinéas de l'article L.1321-1, des deux premiers alinéas de l'article L.1321-2 et aux articles L.1321-3, L.1321-4, L.1321-5 du code général des collectivités territoriales, la mise à disposition constitue le régime de droit commun applicable au transfert de biens et équipements nécessaires à l'exercice d'une compétence transférée, dans le cadre de l'intercommunalité.

Conformément aux dispositions des articles L.1321-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), les procès-verbaux, établis contradictoirement entre les communes membres et la Communauté de communes pays d'Évian - vallée d'Abondance (CCPEVA), ont pour objet de préciser les modalités de mise à disposition des biens concernés.

Par délibération n°086-2021 en date du 9 juin 2021, Madame la Présidente a reçu délégation du conseil communautaire pour l'élaboration, l'approbation et la signature des procès-verbaux de mise à disposition des biens dans le cadre des transferts de compétences ainsi que leurs avenants éventuels sur la base du modèle annexé à la présente délibération.

Par délibération en date du 8 décembre 2022, le conseil municipal de Thollon-les-Mémises approuvait le projet de procès-verbal de mise à disposition des biens de la commune de Thollon-les-Mémises dans le cadre du transfert de compétence « eau potable ».

Madame la Présidente de la Communauté de communes pays d'Évian – vallée d'Abondance :

- **APPROUVE le procès-verbal de mise de mise à disposition des biens de la commune de Thollon-les-Mémises dans le cadre du transfert de compétence « eau potable ».**

La présente décision peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, d'un recours gracieux auprès de Madame la Présidente de la communauté de communes pays d'Évian – vallée d'Abondance, ou d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Grenoble.



Josiane LEI

Présidente de la Communauté de Communes
Pays d'Évian - Vallée d'Abondance
Maire d'ÉVIAN-LES-BAINS
Conseillère départementale du Canton d'Évian

Reçu en Sous-Préfecture, le 10/02/2023

Mise en ligne le 13/02/2023

**PROCÈS VERBAL DE MISE A DISPOSITION DE BIENS MOBILIERS ET IMMOBILIERS
EMPRUNTS ET SUBVENTIONS DANS LE CADRE DU TRANSFERT DE LA COMPÉTENCE
EAU POTABLE**

Entre

La commune de Thollon-les-Mémises, représentée par son maire, Monsieur BENEDETTI Régis, dûment habilité par délibération du conseil municipal en date du 8 décembre 2022

Ci-après dénommée « la commune »

Et

La Communauté de Communes Pays d'Evian Vallée d'Abondance, représentée par sa présidente, Madame LEI Josiane, dûment habilitée par délibération du conseil communautaire en date du 9 juin 2021

ci-après désigné la CCPEVA

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 1321-1 à L. 1321-5 fixant les modalités de mise à disposition des biens en cas de transfert de compétences ;

Vu l'arrêté préfectoral n° PREF/DRCL/BCLB-2020-0014 du 10/04/2020 approuvant la modification des statuts de la CCPEVA avec la prise de compétence eau potable au 01/01/2021;

Vu la délibération du conseil communautaire de la CCPEVA du 19/12/2019 approuvant la modification des statuts et proposant aux communes membres leur adoption ;

Vu la délibération du conseil municipal de la commune de Thollon-les-Mémises du 3 mars 2020 approuvant la modification statutaire proposée ;

Considérant que le Code Général des Collectivités Territoriales prévoit de plein droit la mise à disposition gratuite, sans transfert de propriété, des biens meubles et immeubles nécessaires à l'exercice de la compétence eau potable ;

IL EST CONVENU ET ARRÊTÉ CE QUI SUIT :

Article 1 : Objet

Par le présent procès verbal, les parties constatent la mise à disposition à la CCPEVA des biens meubles et immeubles figurant à l'actif, des subventions et emprunts nécessaires à l'exercice de la compétence « eau potable », précédemment exercée par la commune de Thollon-les-Mémises sur l'ensemble de son territoire.

En application des articles L.1321-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, la CCPEVA assume l'intégralité des droits et obligations de la commune qui demeure propriétaire des biens mis à disposition. La CCPEVA possède tout pouvoir de gestion et assure l'entretien et le renouvellement des biens.

La CCPEVA étendra ses garanties d'assurance aux biens objet de la présente mise à disposition.

La mise à disposition des ouvrages a lieu à titre gratuit.

Article 2 : Désignation des biens

Les biens meubles et immeubles, subventions et emprunts mis à disposition sont listés en annexe 1. L'ensemble des biens concernés sont propriété de la commune de Thollon-les-Mémises.

Article 3 : Date d'effet de la mise à disposition

En application de l'article L. 5217-5 du CGCT :

- La mise à disposition des biens relatifs à la compétence eau potable prend effet à compter du 1er janvier 2021, date du transfert de la compétence à la CCPEVA,

Article 4 : Durée de la mise à disposition

La durée de la mise à disposition correspond à la durée d'exercice de la compétence eau potable par la CCPEVA, en lieu et place de la commune de Thollon-les-Mémises, membre de la CCPEVA.

Elle pourra prendre fin en cas de :

- Reprise de la compétence eau potable par la commune,
- Retrait de la commune de la CCPEVA,
- Dissolution de la CCPEVA.

La mise à disposition prendra alors fin et la commune de Thollon-les-Mémises recouvrera l'ensemble de ses droits et obligations sur les biens concernés.

Article 5 : Déclassement d'un ouvrage

Dans le cas où un ouvrage mis à disposition par la commune de Thollon-les-Mémises pour concourir à l'exercice de la compétence eau potable cesserait d'être utilisé à cette fin par la CCPEVA, la mise à disposition deviendrait sans objet. La commune recouvrerait alors l'ensemble de ses droits et obligations sur ce bien.

Article 6 : Avenant

Toute modification des clauses du présent procès-verbal et de ses annexes fera l'objet d'un avenant, soumis à délibération concordante du conseil municipal de la commune de Thollon-les-Mémises et du conseil communautaire de la CCPEVA.

Article 7 : Litige

En cas de litige sur l'application du présent procès-verbal, la commune de Thollon-les-Mémises et la CCPEVA conviennent de se rapprocher pour trouver une solution amiable avant tout recours contentieux.

Vu et établi contradictoirement par la commune de Thollon-les-Mémises et la CCPEVA, en 4 exemplaires originaux dont 1 sera remis au représentant de l'État dans le département.

Fait à Thollon....., le 12 décembre 2022


La Présidente,
Josiane LEI
Présidente de la Communauté de Communes
Pays d'Évian - Vallée d'Abondance
Maire d'ÉVIAN-LES-BAINS
Conseillère départementale du canton d'Évian

Le Maire,



ANNEXE PV MISE A DISPOSITION EAU THOLLON-LES-MEMISES VERS CCPEVA BA EAU

BIENS

| Compte BA Eau | Compte BP Communaux | Compte CCPEVA Eau | N° INVENTAIRE | IP INVENTAIRE A UTILISER POUR LA CCPEVA | DESIGNATION DU BIEN | DATE ACQUISITION | DUREE AMORTISSEMENT | VALEUR BRUTE | AMORTISSEMENTS | VALEUR NETTE |
|---------------|---------------------|-------------------|---------------|---|---|------------------|---------------------|--------------|----------------|--------------|
| 21531 | 21531 | 217531 | EAU-1964 | THOL EAU-1964 | THOL RESEAU EAU | 31/12/1964 | 60 ans(s) | 198,24 | 187,44 | 10,80 |
| 21531 | 21531 | 217531 | EAU-1966 | THOL EAU-1966 | THOL RESEAU EAU | 31/12/1966 | 60 ans(s) | 1 185,81 | 1 070,22 | 115,59 |
| 21531 | 21531 | 217531 | EAU-1967 | THOL EAU-1967 | THOL RESEAU EAU | 31/12/1967 | 60 ans(s) | 617,53 | 549,49 | 68,04 |
| 21531 | 21531 | 217531 | EAU-1968 | THOL EAU-1968 | THOL RESEAU EAU | 31/12/1968 | 60 ans(s) | 821,00 | 713,45 | 107,55 |
| 21531 | 21531 | 217531 | EAU-1969 | THOL EAU-1969 | THOL RESEAU EAU | 31/12/1969 | 60 ans(s) | 1 966,78 | 1 683,75 | 283,03 |
| 21531 | 21531 | 217531 | EAU-1971 | THOL EAU-1971 | THOL RESEAU EAU | 31/12/1971 | 60 ans(s) | 10 537,53 | 8 605,42 | 1 932,11 |
| 21531 | 21531 | 217531 | EAU-1972 | THOL EAU-1972 | THOL RESEAU EAU | 31/12/1972 | 60 ans(s) | 837,33 | 673,30 | 164,03 |
| 21531 | 21531 | 217531 | EAU-1973 | THOL EAU-1973 | THOL RESEAU EAU | 31/12/1973 | 60 ans(s) | 15 726,39 | 12 316,82 | 3 409,57 |
| 21531 | 21531 | 217531 | EAU-1974 | THOL EAU-1974 | THOL RESEAU EAU | 31/12/1974 | 60 ans(s) | 3 658,44 | 2 859,27 | 899,17 |
| 21531 | 21531 | 217531 | EAU-1975 | THOL EAU-1975 | THOL RESEAU EAU | 31/12/1975 | 60 ans(s) | 3 151,55 | 2 366,68 | 784,87 |
| 21531 | 21531 | 217531 | EAU-1976 | THOL EAU-1976 | THOL RESEAU EAU | 31/12/1976 | 60 ans(s) | 3 039,20 | 2 226,92 | 812,28 |
| 21531 | 21531 | 217531 | EAU-1977 | THOL EAU-1977 | THOL RESEAU EAU | 31/12/1977 | 60 ans(s) | 45 123,45 | 32 337,31 | 12 786,14 |
| 21531 | 21531 | 217531 | EAU-1978 | THOL EAU-1978 | THOL RESEAU EAU | 31/12/1978 | 60 ans(s) | 39 414,44 | 27 589,86 | 11 824,58 |
| 21531 | 21531 | 217531 | EAU-1979 | THOL EAU-1979 | THOL RESEAU EAU | 31/12/1979 | 60 ans(s) | 21 721,06 | 14 844,79 | 6 876,27 |
| 21531 | 21531 | 217531 | EAU-1980 | THOL EAU-1980 | THOL RESEAU EAU | 31/12/1980 | 60 ans(s) | 102 750,06 | 68 498,40 | 34 251,66 |
| 21531 | 21531 | 217531 | EAU-1981 | THOL EAU-1981 | THOL RESEAU EAU | 31/12/1981 | 60 ans(s) | 45 452,41 | 29 543,26 | 15 909,15 |
| 21531 | 21531 | 217531 | EAU-1982 | THOL EAU-1982 | THOL RESEAU EAU | 31/12/1982 | 60 ans(s) | 1 972,46 | 1 251,32 | 721,14 |
| 21531 | 21531 | 217531 | EAU-1983 | THOL EAU-1983 | THOL RESEAU EAU | 31/12/1983 | 60 ans(s) | 11 414,42 | 7 039,55 | 4 374,87 |
| 21531 | 21531 | 217531 | EAU-1984 | THOL EAU-1984 | THOL RESEAU EAU | 31/12/1984 | 60 ans(s) | 2 005,16 | 1 201,98 | 803,18 |
| 21531 | 21531 | 217531 | EAU-1985 | THOL EAU-1985 | THOL RESEAU EAU | 31/12/1985 | 60 ans(s) | 697,43 | 405,59 | 291,84 |
| 21531 | 21531 | 217531 | EAU-1985-1 | THOL EAU-1985-1 | THOL RESEAU EAU | 31/12/1985 | 60 ans(s) | 12 283,73 | 7 165,88 | 5 117,85 |
| 21531 | 21531 | 217531 | EAU-1987 | THOL EAU-1987 | THOL RESEAU EAU | 31/12/1987 | 60 ans(s) | 4 562,33 | 2 510,34 | 2 051,99 |
| 21531 | 21531 | 217531 | EAU-1989 | THOL EAU-1989 | THOL RESEAU EAU | 31/12/1989 | 60 ans(s) | 32 903,21 | 16 999,15 | 15 904,06 |
| 21531 | 21531 | 217531 | EAU-1990 | THOL EAU-1990 | THOL RESEAU EAU | 31/12/1990 | 60 ans(s) | 4 212,65 | 2 108,39 | 2 104,26 |
| 21531 | 21531 | 217531 | EAU-1991 | THOL EAU-1991 | THOL RESEAU EAU | 31/12/1991 | 60 ans(s) | 7 502,65 | 3 625,27 | 3 877,38 |
| 21531 | 21531 | 217531 | EAU-1992 | THOL EAU-1992 | THOL RESEAU EAU | 31/12/1992 | 60 ans(s) | 10 692,03 | 4 989,91 | 5 702,12 |
| 21531 | 21531 | 217531 | EAU-1999 | THOL EAU-1999 | THOL POMPE | 31/12/1998 | 15 ans(s) | 3 149,41 | 3 149,41 | 0,00 |
| 21531 | 21531 | 217531 | EAU-2001 | THOL EAU-2001 | THOL STATION POMPAGE | 31/12/1999 | 15 ans(s) | 9 099,65 | 9 099,65 | 0,00 |
| 21531 | 21531 | 217531 | EAU-2002 | THOL EAU-2002 | THOL RESEAU EAU | 31/12/2001 | 60 ans(s) | 119 198,72 | 37 745,24 | 81 453,48 |
| 21531 | 21531 | 217531 | EAU-2002-1 | THOL EAU-2002-1 | THOL TRAVAUX D EAU-TX SUR RESEAU AE | 31/12/2002 | 60 ans(s) | 20 711,37 | 6 181,00 | 14 530,37 |
| 21531 | 21531 | 217531 | EAU-2003 | THOL EAU-2003 | THOL RESEAU EAU AMORCE MAILLAGE | 31/12/2002 | 60 ans(s) | 52 670,82 | 15 796,00 | 36 884,82 |
| 21531 | 21531 | 217531 | EAU-2004 | THOL EAU-2004 | THOL RESEAU AEP+POMPE | 08/10/2004 | 60 ans(s) | 19 653,52 | 5 531,00 | 14 122,52 |
| 21531 | 21531 | 217531 | EAU-2004 | THOL EAU-2004 | THOL TX D'EAU-POMPAGE NOUY+COLONNE | 07/09/2005 | 15 ans(s) | 12 853,24 | 12 853,24 | 0,00 |
| 21531 | 21531 | 217531 | ETU.01 | THOL ETU.01 | THOL TX EAU POMPAGE DE L'AIN + MAILLAGE | 01/01/2011 | 60 ans(s) | 1 315,60 | 210,00 | 1 105,60 |
| 21531 | 21531 | 217531 | 05.10 | THOL 05.10 | THOL INTEGRATION FRAIS ETUDES | 31/12/2005 | 50 ans(s) | 92,16 | 14,00 | 78,16 |
| 21531 | 21531 | 217531 | 05.11 | THOL 05.11 | THOL ANNONCE LEGALE | 31/12/2000 | 50 ans(s) | 249,79 | 56,00 | 193,79 |
| 21531 | 21531 | 217531 | 2005.01 | THOL 2005.01 | THOL STATION POMPAGE NOUY | 31/12/2005 | 60 ans(s) | 7 778,49 | 1 935,00 | 5 843,49 |
| 21531 | 21531 | 217531 | 2005.02 | THOL 2005.02 | THOL COLONNE EAU CHEF LIEU | 31/12/2005 | 60 ans(s) | 40 627,08 | 10 155,00 | 30 472,08 |
| 21531 | 21531 | 217531 | 2005.03 | THOL 2005.03 | THOL COLONNE LES EFFALLEES | 31/12/2005 | 60 ans(s) | 11 425,33 | 2 850,00 | 8 575,33 |
| 21531 | 21531 | 217531 | 2005.04 | THOL 2005.04 | THOL EXTENSION CHEZ CACHAT - LES V | 31/12/2005 | 60 ans(s) | 940,05 | 225,00 | 715,05 |
| 21531 | 21531 | 217531 | 2005.05 | THOL 2005.05 | THOL COLONNE CHEZ LES AIRES | 31/12/2005 | 60 ans(s) | 1 054,57 | 255,00 | 799,57 |
| 21531 | 21531 | 217531 | 2005.06 | THOL 2005.06 | THOL ANTENNE LES VESINS | 31/12/2005 | 60 ans(s) | 6 459,40 | 1 498,00 | 4 961,40 |
| 21531 | 21531 | 217531 | 2005.07 | THOL 2005.07 | THOL BORNE INCENDIE STATION | 31/12/2005 | 60 ans(s) | 1 112,28 | 270,00 | 842,28 |
| 21531 | 21531 | 217531 | 2005.08 | THOL 2005.08 | THOL COLONNE LAJOUX | 31/12/2005 | 60 ans(s) | 5 636,88 | 1 395,00 | 4 241,88 |
| 21531 | 21531 | 217531 | 2005.09 | THOL 2005.09 | THOL COLONNE CHEZ LES VESINS | 31/12/2005 | 60 ans(s) | 18 678,72 | 4 665,00 | 14 013,72 |
| 21531 | 21531 | 217531 | 2006.01 | THOL 2006.01 | THOL COLONNE VERTS PRAZ | 31/12/2006 | 60 ans(s) | 240,02 | 55,00 | 185,02 |
| 21531 | 21531 | 217531 | 2006.02 | THOL 2006.02 | THOL AMENAGEMENT RESERVOIR DE L'AIN | 31/12/2006 | 60 ans(s) | 29 145,18 | 6 749,00 | 22 396,18 |
| 21531 | 21531 | 217531 | 2006.030 | THOL 2006.030 | THOL MAILLAGE LAJOUX | 31/12/2006 | 60 ans(s) | 34 376,11 | 7 960,00 | 26 416,11 |
| 21531 | 21531 | 217531 | 2006.040 | THOL 2006.040 | THOL MAILLAGE CHEF LIEU/CHEZ CACHAT | 31/12/2006 | 60 ans(s) | 53 632,79 | 12 427,00 | 41 205,79 |
| 21531 | 21531 | 217531 | 2006.05 | THOL 2006.05 | THOL COLONNE WC STATION | 31/12/2006 | 60 ans(s) | 20 014,31 | 4 634,00 | 15 380,31 |
| 21531 | 21531 | 217531 | 2007.01 | THOL 2007.01 | THOL MAILLAGE AEP LAJOUX | 31/12/2006 | 60 ans(s) | 64 414,03 | 11 803,00 | 52 611,03 |
| 21531 | 21531 | 217531 | 2007.02 | THOL 2007.02 | THOL COLONNE DE LA CHAPELLE | 31/12/2008 | 60 ans(s) | 1 273,58 | 231,00 | 1 042,58 |
| 21531 | 21531 | 217531 | 2007.03 | THOL 2007.03 | THOL MAILLAGE CHEF-LIEU/CHEZ CACHAT | 31/12/2008 | 60 ans(s) | 118 358,30 | 21 692,00 | 96 666,30 |



| Compte BA Base | Compte BP Commune | Compte CCRVA Base | N° | N° AVILISES POUR LA CCRVA | LIBELLE | VALEUR BRUTE | AMORTISSEMENTS | VALEUR NETTE | PAGE |
|------------------------|-------------------|-------------------|----------------|---------------------------|---|-------------------|-------------------|-------------------|----------------------|
| 1311 | 1311 | 13111 | 2007.01-13111 | THOL 2007 01-13111 | THOL MAILLAGE AEP LAJOUX | 5 920,00 | 1 326,00 | 4 594,00 | 5-2007 |
| 1311 | 1311 | 13111 | 2007.03-13111 | THOL 2007 03-13111 | THOL TRAITEMENT LAJOUX + MAILLAGE CHEF-LIEU/CACHAT | 2 430,00 | 533,00 | 1 897,00 | 991-2007 |
| 1311 | 1311 | 13111 | 2008.01-13111 | THOL 2008.01-13111 | THOL SUBVENTION SIMEA - PART AGENCE CAPTAGES DE NORDEVAUX | 29 630,00 | 6 120,00 | 23 510,00 | 6-2008 |
| 1311 | 1311 | 13111 | 2008.02-13111 | THOL 2008.02-13111 | THOL SUBVENTION SIMEA - PART AGENCE MAILLAGE AEP LAJOUX-GRAND ROC | 5 920,00 | 1 224,00 | 4 696,00 | 5-2008 |
| 13111 Résultats | | | | | | 43 900,00 | 9 203,00 | 34 697,00 | |
| 1318 | 1311 | 13118 | SUBANT1 | THOL SUBANT1 | THOL SUBVENTIONS ANTERIEURES HELIOS | 18 861,00 | 4 550,00 | 14 311,00 | Inconnue |
| 1318 | 1311 | 13118 | 2007.01-13118 | THOL 2007 01-13118 | THOL MAILLAGE AEP LAJOUX | 14 372,00 | 3 211,00 | 11 161,00 | 4-2007 |
| 13118 Résultats | | | | | | 33 233,00 | 7 761,00 | 25 472,00 | |
| 1312 | 1312 | 1312 | SUBANT2 | THOL SUBANT2 | THOL SUBVENTIONS ANTERIEURES HELIOS | 61 785,68 | 14 910,00 | 46 875,68 | Inconnue |
| 1312 Résultats | | | | | | 61 785,68 | 14 910,00 | 46 875,68 | |
| 1313 | 1313 | 1313 | 2007.01-1313 | THOL 2007 01-1313 | THOL MAILLAGE AEP LAJOUX | 15 000,00 | 3 354,00 | 11 646,00 | 11-2007 |
| 1313 | 1313 | 1313 | 2007.03-1313 | THOL 2007 03-1313 | THOL TRAITEMENT LAJOUX + MAILLAGE CHEF-LIEU/CACHAT | 33 312,00 | 7 462,00 | 25 850,00 | 2-2007 |
| 1313 | 1313 | 1313 | 2007.09-1313 | THOL 2007.09-1313 | THOL CAPTAGES DE NORDEVAUX | 69 000,00 | 13 079,00 | 55 921,00 | 11-20085-2010 |
| 1313 | 1313 | 1313 | 2009.02-1313 | THOL 2007.02-1313 | THOL TRAVAUX HUCEL MARAVENT | 124 600,00 | 20 760,00 | 103 840,00 | 1000-2008-2010 |
| 1313 | 1313 | 1313 | 2009.03-1313 | THOL 2009.03-1313 | SUBVENTION SIMEA - TX D'EAU MAILLAGE CHEF LIEU | 50 000,00 | 9 482,00 | 40 518,00 | 3-2009 |
| 1313 | 1313 | 1313 | 2011.02-1313 | THOL 2011.02-1313 | THOL TRAITEMENT UV L'AIN + PIRON | 22 600,00 | 3 384,00 | 19 216,00 | 1-20116-20112-2011 |
| 1313 | 1313 | 1313 | 2011.03-1313-1 | THOL 2011.03-1313-1 | THOL TRAVAUX CHEF LIEU LES AIRES | 114 090,00 | 17 109,00 | 96 981,00 | 1000-2011-20112-2011 |
| 1313 | 1313 | 1313 | SUB2012-1 | THOL SUB2012-1 | THOL SUBVENTION TRAITEMENT UV L AIN PRIONS | 8 000,00 | 1 064,00 | 6 936,00 | 6-2012 |
| 1313 | 1313 | 1313 | SUB2012-2 | THOL SUB2012-2 | THOL SUBVENTION TRAITEMENT UV L AIN PIRONS | 2 000,00 | 264,00 | 1 736,00 | 5-2012 |
| 1313 | 1313 | 1313 | 2014.01-1313-1 | THOL 2014.01-1313-1 | THOL TRAVAUX AEP ROUTE DE LAJOUX | 49 700,00 | 4 968,00 | 44 732,00 | 1000-2014-20141-2014 |
| 1313 | 1313 | 1313 | 2015.02-1313-1 | THOL 2015.02-1313-1 | THOL TRAVAUX LAJOUX LES AIRES | 189 929,00 | 16 660,00 | 163 269,00 | 6-20156-201511-2018 |
| 1313 Résultats | | | | | | 688 237,00 | 97 586,00 | 590 651,00 | |
| 1317 | 1317 | 1317 | SUBANT3 | THOL SUBANT3 | THOL SUBVENTIONS ANTERIEURES HELIOS | 25 154,09 | 5 868,00 | 19 286,09 | Inconnue |
| 1317 Résultats | | | | | | 25 154,09 | 5 868,00 | 19 286,09 | |
| 1318 | 1318 | 1318 | SUBANT4 | THOL SUBANT4 | THOL SUBVENTIONS ANTERIEURES HELIOS | 9 986,16 | 2 324,00 | 7 662,16 | Inconnue |
| 1318 Résultats | | | | | | 9 986,16 | 2 324,00 | 7 662,16 | |
| Total | | | | | | 962 299,93 | 254 994,00 | 707 305,93 | |

| Compte BA Base | Compte BP Commune | Compte CCRVA Base | ORGANISME PRETEUR | N° EMPRUNT | CAPITAL RESTANT DU |
|----------------|-------------------|-------------------|-------------------|-----------------------------|--------------------|
| 1641 | 1641 | 1641 | CADS | n°00000833673 | 300 000,00 |
| 1641 | 1641 | 1641 | SG | n°16597 | 25 235,93 |
| 1641 | 1641 | 1641 | CERA | n° A0017227 | 17 205,65 |
| 1641 | 1641 | 1641 | CFFL | n° MIN517294EUR/0517999/001 | 3 714,84 |
| 1641 | 1641 | 1641 | COC | n° 13063989 | 19 079,45 |
| 1641 | 1641 | 1641 | CADS | n°00002053052 | 63 542,66 |
| 1641 | 1641 | 1641 | SFIL | N° 005900055 | 100 000,00 |
| TOTAL | | | | | 4 185,40 |
| | | | | | 629 229,09 |
| | | | | | 333 232,08 |

titré sur le BP « INVESTISSEMENTS B

**Mairie de
THOLLON-les-MÉMISES**
Haute-Savoie

872, route des Mémises

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL**

SÉANCE DU 8 DÉCEMBRE 2022

Délibération
N° 2022-08 Déc-1008-02/02

L'an deux mil vingt-deux et le huit du mois de décembre, à vingt heures trente, le Conseil Municipal, dûment convoqué, s'est réuni, en Mairie, en session ordinaire, sous la présidence de M. Régis BENEDE, Maire. -

Date de convocation du Conseil Municipal.... 02 décembre 2022

Nombre de Conseillers en exercice..... 15

OBJET
**Transfert Compétence Eau
à la CCPEVA**

PRÉSENTS ⇒

Jérémie DUCRET, Josiane DEMIAUX, Corinne LEROY, Adjoint.-
Carolina ECUYER, Joëlle DUBOULOZ, Bénédicte CHEREAU, Lydia VESIN, Agnès VESIN, Julien DELEHAYE, Christophe CHARLES Benjamin SERVOZ, Conseillers Municipaux.-

ABSENTS EXCUSÉS ⇒

Julien JACQUIER, Adjoint.-
Stéphane HOUDRY, Sandra MAUGRAS, Conseillers Municipaux.-

SECRÉTAIRE DE SÉANCE ⇒ Josiane DEMIAUX, Adjointe.-

Envoyé en préfecture le 13/12/2022

Reçu en préfecture le 13/12/2022

Publié le 13/12/2022

SLO

ID : 074-217402791-20221208-D20221008-DE

Approbation du procès-verbal et de son annexe constatant la mise à disposition des biens, emprunts et subventions, pour la compétence eau potable, à la Communauté de Communes Pays d'Évian Vallée d'Abondance (CCPEVA)

Monsieur le Maire rappelle aux membres du Conseil Municipal que depuis le 1er janvier 2021 la CCPEVA est en charge, sur le territoire intercommunal, de la gestion de la compétence « eau potable ».

En application de l'article L5211-5 renvoyant aux dispositions des trois premiers alinéas de l'article L1321-1, des deux premiers alinéas de l'article L1321-2 et aux articles L1321-3, L1321-4 et L1321-5 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), la mise à disposition constitue le régime de droit commun applicable au transfert de biens et équipements nécessaires à l'exercice d'une compétence transférée, dans le cadre de l'intercommunalité.

Conformément aux dispositions des articles L1321-1 et suivants du CGCT un procès-verbal a été établi contradictoirement entre la Commune et la CCPEVA et a pour objet de préciser les modalités de mise à disposition des biens concernés.

Par ce procès-verbal la Commune met à disposition de la CCPEVA qui l'accepte, les biens, réseaux, subventions et emprunts qui y sont attachés pour le fonctionnement du service eau potable.

Le montant des biens, réseaux, subventions et emprunts objets de la mise à disposition correspond au montant figurant sur le tableau annexé au procès-verbal.

SLO

**Entendu son exposé,
LE CONSEIL MUNICIPAL, (à l'unanimité),**

- ✓ **APPROUVE le procès-verbal, et son annexe, constatant la mise à disposition des biens pour la compétence eau potable à la CCPEVA, joints à la présente délibération.**
- ✓ **DIT que ce procès-verbal sera soumis à l'approbation de la CCPEVA.**
- ✓ **AURORISE Monsieur le Maire à signer ledit procès-verbal et à procéder à toutes les formalités s'y rapportant.**

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ LES JOUR, MOIS ET AN QUE CI-DESSUS
Pour copie certifiée conforme
THOLLON-les-MÉMISES, le 9 décembre 2022

**Le Maire,
Régis BENED**



**La Secrétaire,
Josiane DEMIAUX**

Décision de Madame la Présidente

010 – 2023 - ASSAINISSEMENT – Approbation du procès-verbal des mise à disposition des biens de la commune de Bonnevaux dans le cadre du transfert de la compétence « assainissement » à la communauté de communes Pays d'Évian Vallée d'Abondance

En application de l'article L.5211-5 renvoyant aux dispositions des trois premiers alinéas de l'article L.1321-1, des deux premiers alinéas de l'article L.1321-2 et aux articles L.1321-3, L.1321-4, L.1321-5 du code général des collectivités territoriales, la mise à disposition constitue le régime de droit commun applicable au transfert de biens et équipements nécessaires à l'exercice d'une compétence transférée, dans le cadre de l'intercommunalité.

Conformément aux dispositions des articles L.1321-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), les procès-verbaux, établis contradictoirement entre les communes membres et la Communauté de communes pays d'Évian - vallée d'Abondance (CCPEVA), ont pour objet de préciser les modalités de mise à disposition des biens concernés.

Par délibération n°086-2021 en date du 9 juin 2021, Madame la Présidente a reçu délégation du conseil communautaire pour l'élaboration, l'approbation et la signature des procès-verbaux de mise à disposition des biens dans le cadre des transferts de compétences ainsi que leurs avenants éventuels sur la base du modèle annexé à la présente délibération.

Par délibération en date du 13 décembre 2019, le conseil municipal de Bonnevaux approuvait le projet de procès-verbal de mise à disposition des biens de la commune de Bonnevaux dans le cadre du transfert de compétence « assainissement ».

Madame la Présidente de la Communauté de communes pays d'Évian – vallée d'Abondance :

- **APPROUVE le procès-verbal de mise de mise à disposition des biens de la commune de Bonnevaux dans le cadre du transfert de compétence « assainissement ».**

La présente décision peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, d'un recours gracieux auprès de Madame la Présidente de la communauté de communes pays d'Évian – vallée d'Abondance, ou d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Grenoble.



Josiane LEI

Présidente de la Communauté de Communes
Pays d'Évian - Vallée d'Abondance

Maire d'ÉVIAN-LES-BAINS

Conseillère départementale du Canton d'Évian

Reçu en Sous-Préfecture, le 10/02/2023

Mise en ligne le 13/02/2023

**Procès-verbal constatant la mise à disposition de biens pour la
assainissement**

Entre

La commune de Bonnevaux, représentée par son maire, M. Gérard COLOMER dûment habilité par délibération du conseil municipal en date du 13/12/2019

Ci-après dénommée « la commune »

Et

La communauté de communes des Pays d'Evian et du Val d'Abondance (CCPEVA) représentée par sa présidente, Mme Josiane LEI, dûment habilitée par délibération du conseil communautaire du 19/12/2019,

ci-après désignée CCPEVA

Préambule

Depuis le 09/01/2017 la CCPEVA est en charge sur le territoire intercommunal de la gestion des services d'assainissement collectif (et non-collectif).

En application de l'article L 5211-5 renvoyant aux dispositions des trois premiers alinéas de l'article L 1321-1, des deux premiers alinéas de l'article L 1321-2 et aux articles L 1321-3, L 1321-4, L 1321-5 du code général des collectivités territoriales, la mise à disposition constitue le régime de droit commun applicable au transfert de biens et équipements nécessaires à l'exercice d'une compétence transférée, dans le cadre de l'intercommunalité.

Conformément aux dispositions des articles L 1321-1 et suivants du code général des collectivités territoriales, le présent procès-verbal, établi contradictoirement entre la commune et la CCPEVA, a pour objet de préciser les modalités de mise à disposition des biens concernés. Ceci ayant été exposé, il est convenu et arrêté ce qui suit.

Article premier - Objet

Par le présent procès-verbal, la commune met à disposition de la CCPEVA, qui l'accepte, les biens immobiliers, mobiliers, réseaux, subventions et emprunts qui y sont attachés pour le fonctionnement du service assainissement.

Article 2 - Consistance des biens, réseaux, subventions et emprunts - état général et situation juridique des biens.

Le montant des biens, réseaux, amortissements, subventions et emprunts objets de la présente mise à disposition correspond au montant figurant sur le tableau annexé au présent procès-verbal. (cf. annexe 1 : détail des immobilisations à transférer, annexe 2 : Etat des lieux des réseaux d'assainissement, annexe 3 : plan cadastral de la route d'accès à la STEP de la STEP et du parking attenants apparaissant dans un périmètre rouge dans le plan ci-joint).

La CCPEVA prend les biens en l'état où ils se trouvent lors de son entrée en jouissance, déclarant bien les connaître, les ayant vus et visités à sa convenance.

La commune déclare être le valable propriétaire des biens, objet de la présente mise à disposition.

gc

JL

Article 3 - Emprunts

La CCPEVA s'engage à reprendre l'emprunt Crédit Agricole N° 00000312557 taux fixe Capital restant dû : 317852.56 à compter du 9 janvier 2017.

Article 4 - Modalités de la mise à disposition

Conformément à l'article L 1321-2 du code général des collectivités territoriales, la présente mise à disposition est consentie à titre gratuit.

La CCPEVA, bénéficiaire de la présente mise à disposition, assume à compter de ce transfert, l'ensemble des droits et obligations du propriétaire. Elle possède tous pouvoirs de gestion. Elle assure le renouvellement des biens mobiliers et immobiliers et autorise l'occupation des biens remis. Elle en perçoit les fruits et les produits. Elle agit en justice au lieu et place du propriétaire.

La CCPEVA peut procéder à tous les travaux de reconstruction, de démolition ou d'addition de construction propres à assurer le maintien de l'affectation des biens. Toute modification des équipements mis à disposition s'effectuera en concertation avec la commune.

Il est précisé que la route d'accès à la STEP sert également d'accès à un parking communal qui est utilisé par la commune de Bonnevaux comme dépôt de matériaux et de biens mobiliers divers. La commune conserve la possibilité d'accéder par tous temps et pour tous usages à ce parking.

Un portail assure la fermeture de ce parking. Il est à ce jour tenu fermé mais non verrouillé. La commune devra toujours être en mesure de pouvoir utiliser ce parking et devra être obligatoirement destinataire d'une clé si le système venait à être changé.

La commune assurait chaque année l'entretien des abords de cette route (broyage des végétaux). Cet entretien est transféré à la CCPEVA qui s'engage, au minimum une fois par an, à assurer l'entretien des talus.

Il est d'autre part précisé qu'il existe à l'arrière de la STEP, côté nord, un chemin d'accès pour l'entretien et les secours sur le chemin des bords de Dranse. Ce chemin devra rester accessible pour ces usages si le site venait à être clôturé. Rien ne pourra être entreposé devant cet accès.

Article 5 - Contrats en cours

La CCPEVA se substitue dans les droits et obligations de la commune en ce qui concerne l'ensemble des contrats en cours relatifs aux biens mis à disposition. A ce jour, l'ensemble des contrats est déjà transféré à la CCPEVA.

Article 6 - Désaffectation des biens

Conformément aux dispositions de l'article L 1321-3 du code général des collectivités territoriales, en cas de désaffectation totale ou partielle des biens, la commune recouvrera l'ensemble de ses droits et obligations sur les biens désaffectés.

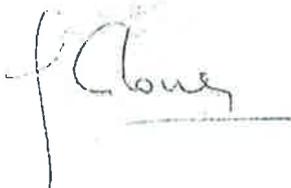
Article 7 - Comptabilisation du transfert

La présente mise à disposition sera comptablement constatée par opérations d'ordre non budgétaires. La présente convention prend effet à la date du 09/01/2017 sans limitation de durée.

Fait à Publier, le 31 / 12 / 2019

Pour la Commune de Bonnevaux, le Maire,

Gérard COLOMER



Pour la CCPEVA la Présidente

Josiane LEI





PLAN SEPARATION

BONNEVAUX

PLAN SEPARATION

96
JC

Date: 03/12/2019

Echelle: 1:1 063

0 10 20 m

© Copyright DGFIP - Données 2019

RGD7374

CC-PEVA.tous droits réservés

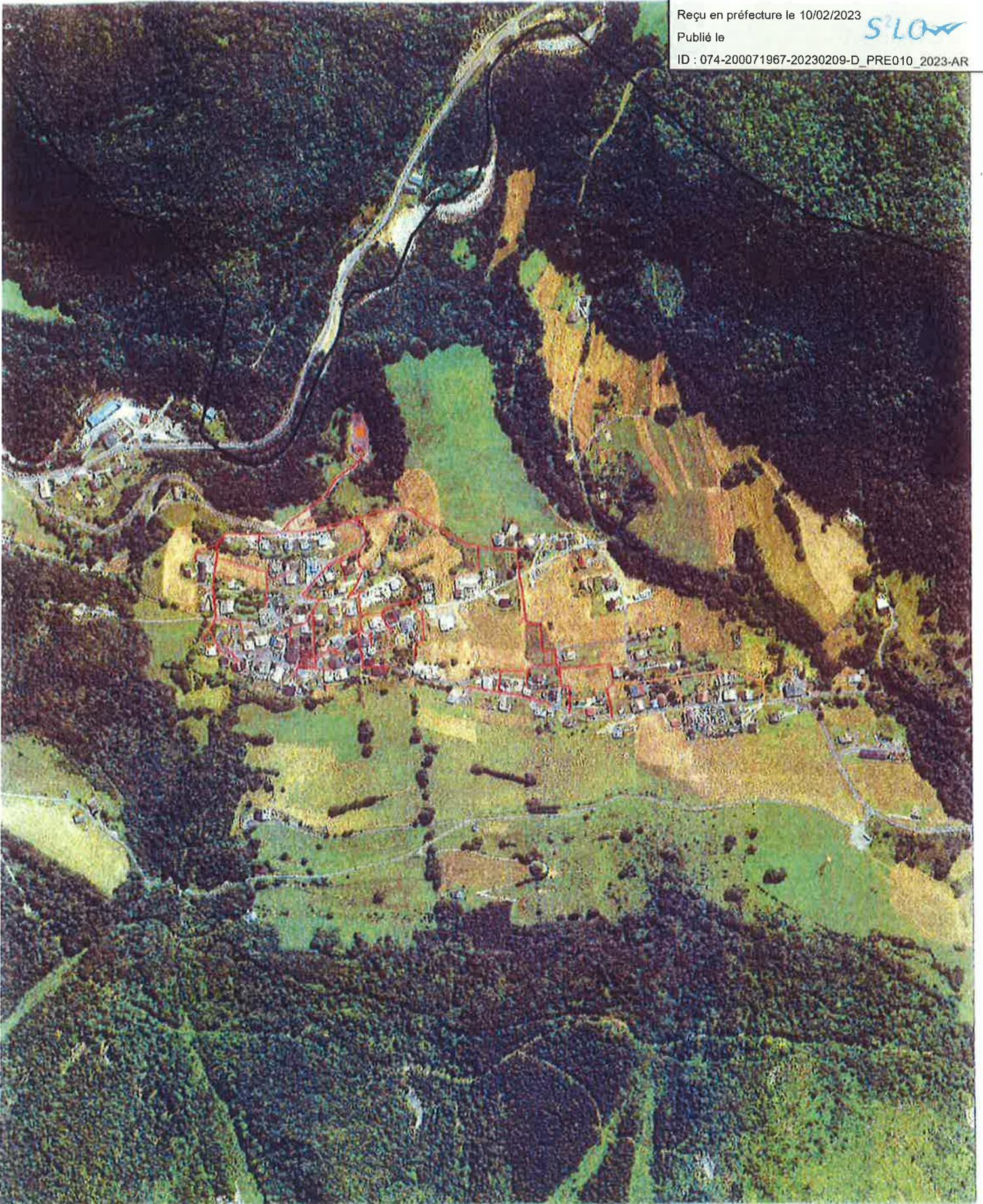
Envoyé en préfecture le 10/02/2023

Reçu en préfecture le 10/02/2023

Publié le

ID : 074-200071967-20230209-D_PRE010_2023-AR

570



PAYS D'ÉVIAN
VALLÉE D'ABONDANCE

85, Avenue des Rives du Leman
74 500 PUBLIER
Tel : 04 50 74 57 95

BONNEVAUX

JL

Date: 06/12/2019

Echelle: 1:5187



Copyright: DGFiP - Données 2019
R6D727z
CC-BY-SA, tous droits réservés

| BIENS TRANSFERES | | | | | | | | | | SUBVENTIONS RATTACHEES | | | | | EMPRUNTS RATTACHES | | | | | |
|-------------------|-----------|--------------------------|--|--------------------|------------------|--------------------|---------------------|---------------------|--------------------------|------------------------|--------------------|-----------------|-------------------|--------------|--------------------|---------------------------|------------------------|------------|--------------------|--|
| Compte par nature | Code bien | N° d'inventaire | Désignation | Date d'acquisition | Amortissable O/N | Plan Amortissement | Valeur d'origine | Amort de l'exercice | Total amorti au 31/12/16 | VNC au 31/12/16 | Montant subvention | Financier | Date de réception | Durée amort. | Total amorti | Montant restant à amortir | Etablissement bancaire | N° Contrat | Capital restant dû | |
| 2031 | 280 | Zonage1 | Zonage assainissement | 18/10/2006 | N | | 6 908,10 | | | | | | | | | | | | | |
| 2031 | 282 | STEP 1 | Etude pour STEP | 28/01/2008 | N | | 6 936,03 | | | | | | | | | | | | | |
| | | | Total du compte 2031- frais d'Etude | | | | 13 844,13 | | | | | | | | | | | | | |
| 213 | 210 | COLL CHEF LIEU EU | COLLECTEUR CHEF LIEU EU | 01/04/2014 | 0 | Linéaire 50 ans | 113 590,50 | 2 271,89 | 4 543,78 | 109 046,82 | 40 589,00 | AGENCE DE L'EAU | 01/01/2014 | 50 | 1 673,56 | 38 965,44 | | | | |
| 213 | 211 | COLL ECOLE EU | COLLECTEUR ECOLE EU | 01/01/2014 | 0 | Linéaire 50 ans | 226 764,24 | 2 535,28 | 5 070,56 | 221 693,68 | 57 050,00 | SMDEA | 01/01/2014 | 50 | 2 282,00 | 54 768,00 | | | | |
| 213 | 212 | COLL MAIRIE EU | COLLECTEUR MAIRIE EU | 24/07/2014 | 0 | Linéaire 50 ans | 155 308,14 | 3 106,16 | 6 212,32 | 149 095,82 | 295 494,00 | SMDEA/DEP | 01/01/2012 | 30 | 29 549,40 | 265 944,60 | CA des Savoie | 312557 | 307 862,56 | |
| 213 | 336 | STEP 1 | STATION EPURATION | 21/02/2014 | 0 | Linéaire 30 ans | 399 543,00 | 13 318,00 | 39 954,00 | 359 589,00 | 35 489,57 | SMDEA | 01/01/2011 | 50 | 2 839,17 | 32 650,40 | | | | |
| 213 | 337 | COLLECTEUR MIVI | Collecteur MIVILLE | 30/11/2012 | 0 | Linéaire 50 ans | 151 963,10 | 3 039,26 | 12 157,05 | 139 806,05 | 8 807,00 | SMDEA | 01/01/2012 | 50 | 704,56 | 8 102,44 | | | | |
| 213 | 338 | SOFREL | Construction Step | 31/12/2012 | 0 | Linéaire 30 ans | 19 445,00 | 648,17 | 1 944,51 | 17 500,49 | 14 456,00 | SMDEA | 01/01/2012 | 30 | 963,73 | 13 492,27 | | | | |
| 213 | 339 | VOIE ET ACCES COLLECTEUR | VOIE ACCES COLLECTEUR | 31/12/2012 | 0 | Linéaire 50 ans | 208 272,84 | 4 165,46 | 8 330,92 | 199 941,92 | 181 946,76 | SMDEA/DEP | 01/01/2014 | 50 | 10 016,81 | 171 029,96 | | | | |
| | | | Total du compte 213-Constructions | | | | 1 174 886,92 | 29 084,23 | 78 213,14 | 1 096 673,78 | 633 832,33 | | | | 48 879,22 | 584 953,11 | | | 317 852,56 | |
| | | | | | | | 1 188 731,05 | 29 084,23 | 78 213,14 | 1 096 673,78 | 633 832,33 | | | | 48 879,22 | 584 953,11 | | | 317 852,56 | |

Reste à affecter

| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|------|-------|---------------------|----------------------------|------------|--|--|----------|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|
| 2313 | 15/47 | le message: | Appel offre antennes 1&2 | 10/12/2010 | | | 487,50 | | | | | | | | | | | | | |
| 2313 | 15/44 | Ass.Maires 74 | Appel Offre | 15/12/2010 | | | 8,56 | | | | | | | | | | | | | |
| 2031 | 4/5 | SEDHS | dup CHEMIN ACCES STEP | 26/01/2011 | | | 1 800,17 | | | | | | | | | | | | | |
| 2031 | 5/12 | Publiphint Dauphiné | Annonces légales appel off | 31/12/2011 | | | 495,04 | | | | | | | | | | | | | |
| 2313 | 21/53 | RDA | Contrôle collecteur Chef L | 19/09/2012 | | | 3 489,60 | | | | | | | | | | | | | |
| 2313 | 21/60 | Joel Rubin | Imo prog 2011 | 06/11/2013 | | | 2 108,00 | | | | | | | | | | | | | |
| 213 | 15/53 | SCP Barnoud trombet | Rebornage limites | 22/10/2015 | | | 479,00 | | | | | | | | | | | | | |
| 2031 | 16/63 | A T Eau | Numérisation réseau | 31/10/2014 | | | 1 450,00 | | | | | | | | | | | | | |

Je n'ai pas trouvé sur les fiches de biens
 Je n'ai pas de détail pour les fiches R1-R2-R3
 R4-R5-R7

7c JL

S'LO

Envoyé en préfecture le 10/02/2023

Reçu en préfecture le 10/02/2023

Publié le

ID : 074-200071967-20230209-D_PRE010_2023-AR



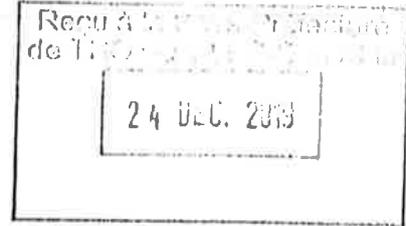
DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE DE BONNEVAUX N° 2019-045

Nombre de membres :

- afférents au conseil municipal : 11
- en exercice : 11
- qui ont pris part à la délibération : 6

Séance du : 13 décembre 2019

Date de convocation : 7 décembre 2019



L'an deux mille dix neuf, et le treize décembre à 20h00, le conseil municipal de cette commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Mr COLOMER Gérard, Maire.

Présents : COLOMER Gérard, CETTOUR-BARON Patrick, ADAM Dominique, CETTOUR Valérie, CETTOUR-CAVE Michel, PLANCHARD Guillaume.

Absents excusés : BEL Roger, BEAUFORT Aurélie, CETTOUR-JANET Pascal, FOLLIET Daniel, VITTOZ Sébastien.

Secrétaire de séance : Madame ADAM Dominique.

CONVENTION MISE A DISPOSITION STEP

Depuis le 9 janvier 2017, le Communauté de Communes Pays d'Évian – Vallée d'Abondance (CCPEVA) est en charge de la gestion de l'assainissement collectif et non collectif.

Ce transfert de compétences engendre un transfert de biens qu'il convient de régulariser par une convention entre la commune et la CCPEVA.

Monsieur le Maire donne lecture du projet de convention dans laquelle sont précisés :

- la liste des biens à transférer
- le plan de recollement des réseaux
- le plan cadastral de la route d'accès à la STEP, de la STEP et du parking attenant (parking qui restera pour partie propriété de la commune de Bonnevaux selon un découpage délimité sur le plan annexé).

Il est précisé que la commune conserve un droit d'usage de la route d'accès afin d'accéder au parking.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité

► **accepte** les termes de la convention de mise à disposition des biens de l'assainissement collectif entre la commune et la CCPEVA,

► **autorise** M. le maire, à revêtir de sa signature tous documents nécessaires.

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme.

Fait à BONNEVAUX, le 19 décembre 2019

Le Maire,
COLOMER Gérard.



Décision de Madame la Présidente

011 - 2023 - COMMANDE PUBLIQUE - Modification de contrat en cours d'exécution n° 1 du marché d'assistance pour une ou plusieurs déclarations d'utilité publique (DUP) et enquêtes parcellaires (EP) dans le cadre de l'aménagement cyclo-piétonnier des bords de Dranse

Vu l'article 5211-10 du CGCT permettant de déléguer un certain nombre de pouvoirs à Mme la Présidente et au Bureau,

Vu la délégation accordée à la Présidente par délibération du Conseil Communautaire du 3 octobre 2022,

Vu le marché d'assistance pour une ou plusieurs déclarations d'utilité publique (DUP) et enquêtes parcellaires (EP) dans le cadre de l'aménagement cyclo-piétonnier des bords de Dranse, notifié à la société SETIS - 38, le 30 mars 2021, pour un montant estimé à 77 884,00 € HT soit 93 460,80 € TTC,

Il convient d'apporter les modifications suivantes :

1. Les pièces contractuelles du marché prévoient qu'il s'agit d'un marché à bons de commande sans minimum ni maximum, d'une durée de 12 mois renouvelable par tacite reconduction dans la limite de 4 ans, avec une durée maximale d'exécution des bons de commande d'une durée d'un mois.

Il convient, à la place, d'indiquer qu'il s'agit d'un marché ordinaire sans lots ni tranche, et que la durée du marché est celle nécessaire à l'accomplissement de l'intégralité de la mission du titulaire du marché qui ne peut être déterminé à l'avance.

2. Les deux dernières lignes du bordereau des prix, annexé à l'acte d'engagement, sont inchangées, mais avec les précisions suivantes :
 - Les réunions prévues dans la prestation sont au nombre de 3 : démarrage, phasage avant le dépôt d'enquête en préfecture et phasage avant le lancement de la procédure judiciaire d'expropriations
 - Ces trois réunions se déroulent en présentiel. Elles figurent dans le mémoire technique du candidat fourni à l'appui de son offre (page 9/28), mémoire technique qui est une pièce contractuelle du contrat.
 - Le prix unitaire de chacune de ces trois réunions est de 500 euros HT (*inchangé*).
 - Les réunions complémentaires éventuelles au prix unitaire de 500 euros HT/réunion (*inchangé*), se déroulent en présentiel et comprennent les frais d'hébergement, de transport et de restauration. Elles font l'objet d'une demande spécifique de la CCPEVA au titulaire du marché qui ne peut les refuser.
3. Il est ajouté au bordereau de prix un nouveau prix unitaire d'organisation d'une réunion en Visio conférence pour assister la CCPEVA sur un point complexe ou une problématique particulière, pouvant notamment apparaître lors de l'instruction devant les instances administratives ou judiciaires extérieures (préfet, tribunaux...). Ces réunions ne portent pas sur de simples points techniques et seront rémunérées au temps passé : 70 euros HT/ la première heure, puis 35 euros HT par ½ heure suivante. Tout commencement de fraction de temps donne lieu à paiement de l'intégralité de la fraction. Les frais d'organisation de la Visio incombent au titulaire du marché. Les réunions en Visio conférence sur les points techniques ne font pas l'objet d'une rémunération spécifique.

4. Le titulaire du marché sera indemnisé des travaux supplémentaires non prévus au marché initial pour le refonte de deux dossiers DUP en un seul nécessitant 7 réunions en Visio conférence
(7*70 euros HT), la reprise rédactionnelle de la DUP (2 560,00 euros HT) et le traitement des pièces graphiques du dossier de la DUP (910 euros HT) pour un montant total de 3 960 euros HT.
Ces prestations seront payées, sur facture, une fois l'avenant notifié.
5. Pour l'article 7.1. du CCAP, il est précisé, sur l'avenant, que les frais faisant l'objet d'un règlement par le prestataire seront remboursés par le maître d'ouvrage à l'euro près, sur la base des justificatifs fournis. Aucune taxe ne sera appliquée en sus.

Madame la Présidente de la Communauté de Communes Pays d'Évian - Vallée d'Abondance :

- **ACCEPTE de signer l'avenant n° 1 au marché d'assistance pour une ou plusieurs déclarations d'utilité publique (DUP) et enquêtes parcellaires (EP) dans le cadre de l'aménagement cyclo-piétonnier des bords de Dranse conclu avec la société SETIS**

La présente décision peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, d'un recours gracieux auprès de Madame la Présidente de la communauté de communes pays d'Évian – vallée d'Abondance, ou d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Grenoble.



Josiane LEI,
Présidente de la Communauté de Communes
Pays d'Évian - Vallée d'Abondance
Maire d'ÉVIAN-LES-BAINS
Conseillère départementale du canton d'Évian

Reçu en Sous-Préfecture, le 27 février 2023
Publié le 27 février 2023

Décision de Madame la Présidente

012-2023 - COMMANDE PUBLIQUE - Études géotechnique de conception (G2) & supervision géotechnique d'exécution (G4) nécessaires à l'aménagement de la Fruitière à VINZIER (74500)

Vu l'article 5211-10 du CGCT permettant de déléguer un certain nombre de pouvoirs à Mme la Présidente et au Bureau,

Vu la délégation accordée à la Présidente par délibération du Conseil Communautaire du 3 octobre 2022,

Considérant l'avancement du projet d'aménagement de la fruitière à Vinzier,

Considérant la nécessité de réaliser des études géotechniques supplémentaires,

Considérant qu'à l'issue d'une procédure adaptée restreinte, une seule offre a été reçue,

Considérant que cette offre est acceptable,

Madame la Présidente de la communauté de communes pays d'Évian - vallée d'Abondance :

- **ACCEPTE de signer le marché d'études géotechnique de conception (G2) & supervision géotechnique d'exécution (G4) nécessaires à l'aménagement de la Fruitière à VINZIER (74500), avec :**

➤ **EQUATERRE SARL (74960 ANNECY) pour un montant de 17 840,00 € HT**

La présente décision peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, d'un recours gracieux auprès de Madame la Présidente de la communauté de communes pays d'Évian – vallée d'Abondance, ou d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Grenoble.



Josiane LEI

Présidente de la Communauté de Communes
Pays d'Évian - Vallée d'Abondance
Maire d'EVIAN-LES-BAINS
Conseillère départementale du Canton d'Évian

Reçu en Sous-Préfecture, le 27 février 2023

Mise en ligne le 27 février 2023

Décision de Madame la Présidente

013 - 2023- AFFAIRES JURIDIQUES – DOMANIALITE : Acquisition de la parcelle cadastrée section OD, n°2582 sur la commune d'Abondance

VU l'article 5211-10 du Code général des collectivités territoriales permettant de déléguer un certain nombre de pouvoirs à Mme la Présidente et au Bureau,

VU la délégation accordée à la Présidente par délibérations du Conseil Communautaire du 30 juillet 2020, du 6 décembre 2021 et du 3 octobre 2022,

Considérant le projet d'aménagement de l'itinéraire cyclo-pédestre des bords de Dranse, de Châtel à Chevenoz, nécessitant de demander aux propriétaires des parcelles concernées par le tracé, soit la constitution d'une servitude de passage, soit l'acquisition de la parcelle,

Considérant que la parcelle cadastrée en section OD, n°2582 lieudit « Les Mollards » sur la commune d'Abondance, appartenant à Madame Marie-Claire MAULAZ, concernée par le tracé, doivent faire l'objet d'une acquisition,

Considérant la convention de vente conclue par acte sous-seings privés entre Madame Marie-Claire MAULAZ et la Communauté de communes pays d'Évian - vallée d'Abondance, qui doit être réitérée par acte authentique,

Madame la Présidente de la communauté de communes pays d'Évian - vallée d'Abondance :

- **CONSENT et ACCEPTE l'acquisition la parcelle cadastrée en section OD, n°2582 lieudit « Les Mollards » sur la commune d'Abondance, appartenant à Madame Marie-Claire MAULAZ.**
Sur la parcelle section OD n°2582 : surface de 1 are 96 centiares (196m²), et selon les termes de l'acte authentique ;
- **APPROUVE la passation d'un acte notarié pour l'acquisition de ces parcelles, auprès de l'Office notarial situé à Abondance, et l'inscription au Service de la publicité foncière compétent ;**
- **ACCEPTE de verser au propriétaire un prix fixé à quatre-vingt-dix-huit euros (98,00 €) au titre de la vente ;**
- **SIGNE toutes les pièces nécessaires à la conclusion de l'acte et de sa mise en œuvre.**

La présente décision peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, d'un recours gracieux auprès de Madame la Présidente de la communauté de communes pays d'Évian - vallée d'Abondance, ou d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Grenoble.



Josiane LEI

Présidente de la Communauté de Communes
Pays d'Évian - Vallée d'Abondance
Maire d'ÉVIAN-LES-BAINS
Conseillère départementale du Canton d'Évian

Reçu en Sous-Préfecture, le 27 février 2023

Mise en ligne le 27 février 2023

Décision de Madame la Présidente

014 – 2023 - EAU POTABLE – Approbation du procès-verbal des mise à disposition des biens de la commune de Publier dans le cadre du transfert de la compétence « eau potable » à la communauté de communes Pays d'Évian Vallée d'Abondance

En application de l'article L.5211-5 renvoyant aux dispositions des trois premiers alinéas de l'article L.1321-1, des deux premiers alinéas de l'article L.1321-2 et aux articles L.1321-3, L.1321-4, L.1321-5 du code général des collectivités territoriales, la mise à disposition constitue le régime de droit commun applicable au transfert de biens et équipements nécessaires à l'exercice d'une compétence transférée, dans le cadre de l'intercommunalité.

Conformément aux dispositions des articles L.1321-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), les procès-verbaux, établis contradictoirement entre les communes membres et la Communauté de communes pays d'Évian - vallée d'Abondance (CCPEVA), ont pour objet de préciser les modalités de mise à disposition des biens concernés.

Par délibération n°086-2021 en date du 9 juin 2021, Madame la Présidente a reçu délégation du conseil communautaire pour l'élaboration, l'approbation et la signature des procès-verbaux de mise à disposition des biens dans le cadre des transferts de compétences ainsi que leurs avenants éventuels sur la base du modèle annexé à la présente délibération.

Par délibération en date du 19 décembre 2022, le conseil municipal de Publier approuvait le projet de procès-verbal de mise à disposition des biens de la commune de Publier dans le cadre du transfert de compétence « eau potable ».

Madame la Présidente de la Communauté de communes pays d'Évian – vallée d'Abondance :

- **APPROUVE le procès-verbal de mise à disposition des biens de la commune de Publier dans le cadre du transfert de compétence « eau potable ».**

La présente décision peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, d'un recours gracieux auprès de Madame la Présidente de la communauté de communes pays d'Évian – vallée d'Abondance, ou d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Grenoble.



Josiane LEI

Présidente de la Communauté de Communes
Pays d'Évian - Vallée d'Abondance
Maire d'ÉVIAN-LES-BAINS
Conseillère départementale du Canton d'Évian

Reçu en Sous-Préfecture, le 08/03/2023

Mise en ligne le 09/03/2023

**PROCES VERBAL DE MISE A DISPOSITION DE BIENS MOBILIERS ET IMMOBILIERS
EMPRUNTS ET SUBVENTIONS DANS LE CADRE DU TRANSFERT DE LA COMPETENCE
EAU POTABLE**

Entre

La commune de Publier, représentée par son maire, Monsieur GRANDCHAMP Jacques, dûment habilitée par délibération du conseil municipal en date du 19 décembre 2022

Ci-après dénommée « la commune »

Et

La Communauté de Communes Pays d'Evian Vallée d'Abondance, représentée par sa présidente, Madame LEI Josiane, dûment habilitée par délibération du conseil communautaire en date du 9 juin 2021

ci-après désigné « la CCPEVA »

IL EST CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

Article 1 : Objet

Par le présent procès-verbal, les parties constatent la mise à disposition à la CCPEVA des biens meubles et immeubles figurant à l'actif, des subventions et emprunts nécessaires à l'exercice de la compétence « eau potable », précédemment exercée par la commune sur l'ensemble de son territoire.

En application des articles L.1321-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, la CCPEVA assume l'intégralité des droits et obligations de la commune qui demeure propriétaire des biens mis à disposition. La CCPEVA possède tout pouvoir de gestion et assure l'entretien et le renouvellement des biens.

La CCPEVA étendra ses garanties d'assurance aux biens objet de la présente mise à disposition.

La mise à disposition des ouvrages a lieu à titre gratuit.

Article 2 : Désignation des biens

Les biens meubles et immeubles, subventions et emprunts mis à disposition sont listés en annexe I. L'ensemble des biens concernés sont propriété de la commune.

Article 3 : Date d'effet de la mise à disposition

En application de l'article L. 5217-5 du code général des collectivités territoriales, la mise à disposition des biens relatifs à la compétence eau potable prend effet à compter du 1er janvier 2021, date du transfert de la compétence à la CCPEVA.

Article 4 : Durée de la mise à disposition

La durée de la mise à disposition correspond à la durée d'exercice de la compétence eau potable par la CCPEVA, en lieu et place de la commune, membre de la CCPEVA.

Elle pourra prendre fin en cas de :

- Reprise de la compétence eau potable par la commune,

- Retrait de la commune de la CCPEVA,

- Dissolution de la CCPEVA.

La mise à disposition prendra alors fin et la commune recouvrera l'ensemble de ses droits et obligations sur les biens concernés.

Article 5 : Déclassement d'un ouvrage

Dans le cas où un ouvrage mis à disposition par la commune pour concourir à l'exercice de la compétence eau potable cesserait d'être utilisé à cette fin par la CCPEVA, la mise à disposition deviendrait sans objet. La commune recouvrerait alors l'ensemble de ses droits et obligations sur ce bien.

Article 6 : Avenant

Toute modification des clauses du présent procès-verbal et de ses annexes fera l'objet d'un avenant, soumis à délibération concordante du conseil municipal de la commune et du conseil communautaire de la CCPEVA.

Article 7 : Litige

En cas de litige sur l'application du présent procès-verbal, la commune et la CCPEVA conviennent de se rapprocher pour trouver une solution amiable avant tout recours contentieux.

Vu et établi contradictoirement par la commune et la CCPEVA, en 4 exemplaires originaux dont 1 sera remis au représentant de l'État dans le département.

Fait à , le

La Présidente,

Le Maire,





Annexe 4.3.2

ANNEXE PV MISE A DISPOSITION
EAU PUBLIQUER VERS CCEVA BA EAU

| Compte Bilan | Compte Courants | Compte C/C V. Ba | EP AFFILIÉES | N° IDENTIFIANT A L'INTERIEUR DE LA COMMUNE | DESIGNATION DU BEN | DATE ACQUISITION | DASSE AMORTISSEMENT | VOLUME RESEAU | ANCIENNETÉ MOYENNE | VOLUME BENTR |
|--------------|-----------------|------------------|--|--|--------------------|------------------|---------------------|---------------|--------------------|--------------|
| 2031 | 2037 | EAU 142031001 | PUB SUBSTITUTION RESSOURCES EAU POTABLE | PUB SUBSTITUTION RESSOURCES EAU POTABLE | 20/09/2014 | 2 ans | 92 833,21 | 92 833,21 | 27 499,22 | |
| 2031 | 2037 | EAU 152031005 | PUB SUBSTITUTION RESSOURCES EAU POTABLE | PUB SUBSTITUTION RESSOURCES EAU POTABLE | 14/04/2015 | 2 ans | 35 175,07 | 35 175,07 | 12 070,07 | |
| 2031 | 2037 | EAU 170215103 | PUB SUBSTITUTION RESSOURCES EAU POTABLE | PUB SUBSTITUTION RESSOURCES EAU POTABLE | 24/07/2017 | 2 ans | 6 015,00 | 6 015,00 | 5 015,00 | |
| 2031 | 2037 | EAU 262031001 | PUB SUBSTITUTION RESSOURCES EAU POTABLE | PUB SUBSTITUTION RESSOURCES EAU POTABLE | 18/10/2009 | 2 ans | 1 380,00 | 1 380,00 | 1 380,00 | |
| 2031 | 2037 | EAU 262031002 | PUB SUBSTITUTION RESSOURCES EAU POTABLE | PUB SUBSTITUTION RESSOURCES EAU POTABLE | 18/10/2009 | 2 ans | 9 750,00 | 9 750,00 | 9 750,00 | |
| 2031 | 2037 | EAU 262031003 | PUB SUBSTITUTION RESSOURCES EAU POTABLE | PUB SUBSTITUTION RESSOURCES EAU POTABLE | 18/10/2009 | 2 ans | 3 497,18 | 3 497,18 | 3 497,18 | |
| 2031 | 2037 | EAU 262031004 | PUB SUBSTITUTION RESSOURCES EAU POTABLE | PUB SUBSTITUTION RESSOURCES EAU POTABLE | 20/11/2011 | 2 ans | 1 530,00 | 1 530,00 | 1 530,00 | |
| 2032 | 2032 | EAU 072032002 | PUB REGULATION CHIMIE CONTACTE RESEAU | PUB REGULATION CHIMIE CONTACTE RESEAU | 31/12/2007 | 15 ans | 142 386,48 | 142 386,48 | 142 386,48 | |
| 2032 | 2032 | EAU 122032001 | PUB REGULATION CHIMIE CONTACTE RESEAU | PUB REGULATION CHIMIE CONTACTE RESEAU | 19/12/2012 | 5 ans | 1 000,00 | 1 000,00 | 1 000,00 | |
| 2032 | 2032 | EAU 122032002 | PUB REGULATION CHIMIE CONTACTE RESEAU | PUB REGULATION CHIMIE CONTACTE RESEAU | 19/12/2012 | 5 ans | 1 716,00 | 1 716,00 | 1 716,00 | |
| 2031 | 2031 | EAU 102051001 | PUB LOGICIEL CEMICA | PUB LOGICIEL CEMICA | 01/01/2010 | 2 ans | 4 634,95 | 4 634,95 | 4 634,95 | |
| 2031 | 2031 | EAU 102051002 | PUB LOGICIEL CEMICA | PUB LOGICIEL CEMICA | 01/01/2010 | 2 ans | 1 600,00 | 1 600,00 | 1 600,00 | |
| 2031 | 2031 | EAU 102051003 | PUB LOGICIEL CEMICA | PUB LOGICIEL CEMICA | 01/01/2010 | 2 ans | 6 234,99 | 6 234,99 | 6 234,99 | |
| 2111 | 2117 | EAU 211701101 | PUB TUNNEL JARDIN | PUB TUNNEL JARDIN | 23/12/2004 | 2 ans | 28 203,07 | 28 203,07 | 28 203,07 | |
| 2135 | 2173 | EAU 162135107 | PUB 1118 BOULEVARD ETANCHE RESEAU CHEZ DEBAY | PUB 1118 BOULEVARD ETANCHE RESEAU CHEZ DEBAY | 14/11/2016 | 15 ans | 28 203,07 | 28 203,07 | 28 203,07 | |
| 2135 | 2173 | EAU 172135102 | PUB 1118 BOULEVARD ETANCHE RESEAU CHEZ DEBAY | PUB 1118 BOULEVARD ETANCHE RESEAU CHEZ DEBAY | 14/11/2016 | 15 ans | 3 864,00 | 3 864,00 | 3 864,00 | |
| 2135 | 2173 | EAU 202135101 | PUB 1118 BOULEVARD ETANCHE RESEAU CHEZ DEBAY | PUB 1118 BOULEVARD ETANCHE RESEAU CHEZ DEBAY | 14/11/2016 | 15 ans | 1 990,44 | 1 990,44 | 1 990,44 | |
| 2135 | 2173 | EAU 202135102 | PUB 1118 BOULEVARD ETANCHE RESEAU CHEZ DEBAY | PUB 1118 BOULEVARD ETANCHE RESEAU CHEZ DEBAY | 14/11/2016 | 15 ans | 3 573,59 | 3 573,59 | 3 573,59 | |
| 2135 | 2173 | EAU 202135103 | PUB 1118 BOULEVARD ETANCHE RESEAU CHEZ DEBAY | PUB 1118 BOULEVARD ETANCHE RESEAU CHEZ DEBAY | 14/11/2016 | 15 ans | 1 840,88 | 1 840,88 | 1 840,88 | |
| 2135 | 2173 | EAU 202135104 | PUB 1118 BOULEVARD ETANCHE RESEAU CHEZ DEBAY | PUB 1118 BOULEVARD ETANCHE RESEAU CHEZ DEBAY | 14/11/2016 | 15 ans | 2 641,95 | 2 641,95 | 2 641,95 | |
| 2135 | 2173 | EAU 202135105 | PUB 1118 BOULEVARD ETANCHE RESEAU CHEZ DEBAY | PUB 1118 BOULEVARD ETANCHE RESEAU CHEZ DEBAY | 14/11/2016 | 15 ans | 2 538,00 | 2 538,00 | 2 538,00 | |
| 2135 | 2173 | EAU 1921351003 | PUB REGULATION RESEAU CONTACTE RESEAU | PUB REGULATION RESEAU CONTACTE RESEAU | 01/02/2013 | 10 ans | 21 756,74 | 21 756,74 | 14 151,13 | |
| 2135 | 2173 | EAU 1921351004 | PUB REGULATION RESEAU CONTACTE RESEAU | PUB REGULATION RESEAU CONTACTE RESEAU | 01/02/2013 | 10 ans | 4 334,00 | 4 334,00 | 3 842,00 | |
| 2135 | 2173 | EAU 1921351005 | PUB REGULATION RESEAU CONTACTE RESEAU | PUB REGULATION RESEAU CONTACTE RESEAU | 01/02/2013 | 10 ans | 14 555,00 | 14 555,00 | 12 615,00 | |
| 2135 | 2173 | EAU 1921351006 | PUB REGULATION RESEAU CONTACTE RESEAU | PUB REGULATION RESEAU CONTACTE RESEAU | 01/02/2013 | 10 ans | 4 254,00 | 4 254,00 | 3 696,00 | |
| 2135 | 2173 | EAU 1921351007 | PUB REGULATION RESEAU CONTACTE RESEAU | PUB REGULATION RESEAU CONTACTE RESEAU | 01/02/2013 | 10 ans | 5 659,00 | 5 659,00 | 4 930,00 | |
| 2135 | 2173 | EAU 1921351008 | PUB REGULATION RESEAU CONTACTE RESEAU | PUB REGULATION RESEAU CONTACTE RESEAU | 01/02/2013 | 10 ans | 10 695,00 | 10 695,00 | 9 272,00 | |
| 2135 | 2173 | EAU 1921351009 | PUB REGULATION RESEAU CONTACTE RESEAU | PUB REGULATION RESEAU CONTACTE RESEAU | 01/02/2013 | 10 ans | 2 815,00 | 2 815,00 | 2 722,00 | |
| 2135 | 2173 | EAU 1921351010 | PUB REGULATION RESEAU CONTACTE RESEAU | PUB REGULATION RESEAU CONTACTE RESEAU | 01/02/2013 | 10 ans | 18 492,00 | 18 492,00 | 17 259,00 | |
| 2135 | 2173 | EAU 1921351011 | PUB REGULATION RESEAU CONTACTE RESEAU | PUB REGULATION RESEAU CONTACTE RESEAU | 01/02/2013 | 10 ans | 1 020,00 | 1 020,00 | 1 427,00 | |
| 2135 | 2173 | EAU 1921351012 | PUB REGULATION RESEAU CONTACTE RESEAU | PUB REGULATION RESEAU CONTACTE RESEAU | 01/02/2013 | 10 ans | 4 228,00 | 4 228,00 | 3 740,00 | |
| 2135 | 2173 | EAU 1921351013 | PUB REGULATION RESEAU CONTACTE RESEAU | PUB REGULATION RESEAU CONTACTE RESEAU | 01/02/2013 | 10 ans | 5 458,25 | 5 458,25 | 5 120,25 | |
| 2135 | 2173 | EAU 1921351014 | PUB REGULATION RESEAU CONTACTE RESEAU | PUB REGULATION RESEAU CONTACTE RESEAU | 01/02/2013 | 10 ans | 9 435,50 | 9 435,50 | 8 439,50 | |
| 2135 | 2173 | EAU 2021351001 | PUB REGULATION RESEAU CONTACTE RESEAU | PUB REGULATION RESEAU CONTACTE RESEAU | 01/02/2013 | 10 ans | 1 287,00 | 1 287,00 | 1 068,00 | |
| 2135 | 2173 | EAU 2021351002 | PUB REGULATION RESEAU CONTACTE RESEAU | PUB REGULATION RESEAU CONTACTE RESEAU | 01/02/2013 | 10 ans | 10 201,50 | 10 201,50 | 10 201,50 | |
| 2135 | 2173 | EAU 2021351003 | PUB REGULATION RESEAU CONTACTE RESEAU | PUB REGULATION RESEAU CONTACTE RESEAU | 01/02/2013 | 10 ans | 3 314,00 | 3 314,00 | 3 314,00 | |
| 2135 | 2173 | EAU 2021351004 | PUB REGULATION RESEAU CONTACTE RESEAU | PUB REGULATION RESEAU CONTACTE RESEAU | 01/02/2013 | 10 ans | 7 566,75 | 7 566,75 | 6 000,00 | |
| 2135 | 2173 | EAU 2021351005 | PUB REGULATION RESEAU CONTACTE RESEAU | PUB REGULATION RESEAU CONTACTE RESEAU | 01/02/2013 | 10 ans | 4 250,00 | 4 250,00 | 4 250,00 | |
| 2135 | 2173 | EAU 2021351006 | PUB REGULATION RESEAU CONTACTE RESEAU | PUB REGULATION RESEAU CONTACTE RESEAU | 01/02/2013 | 10 ans | 11 977,35 | 11 977,35 | 10 000,00 | |
| 2135 | 2173 | EAU 2021351007 | PUB REGULATION RESEAU CONTACTE RESEAU | PUB REGULATION RESEAU CONTACTE RESEAU | 01/02/2013 | 10 ans | 10 466,51 | 10 466,51 | 8 000,00 | |
| 2135 | 2173 | EAU 2021351008 | PUB REGULATION RESEAU CONTACTE RESEAU | PUB REGULATION RESEAU CONTACTE RESEAU | 01/02/2013 | 10 ans | 2 997,86 | 2 997,86 | 2 000,00 | |
| 2135 | 2173 | EAU 2021351009 | PUB REGULATION RESEAU CONTACTE RESEAU | PUB REGULATION RESEAU CONTACTE RESEAU | 01/02/2013 | 10 ans | 2 523,00 | 2 523,00 | 1 000,00 | |
| 2135 | 2173 | EAU 2021351010 | PUB REGULATION RESEAU CONTACTE RESEAU | PUB REGULATION RESEAU CONTACTE RESEAU | 01/02/2013 | 10 ans | 1 660,00 | 1 660,00 | 1 000,00 | |
| 2135 | 2173 | EAU 2021351011 | PUB REGULATION RESEAU CONTACTE RESEAU | PUB REGULATION RESEAU CONTACTE RESEAU | 01/02/2013 | 10 ans | 85,00 | 85,00 | 0,00 | |
| 2135 | 2173 | EAU 2021351012 | PUB REGULATION RESEAU CONTACTE RESEAU | PUB REGULATION RESEAU CONTACTE RESEAU | 01/02/2013 | 10 ans | 1 788,30 | 1 788,30 | 0,00 | |
| 2135 | 2173 | EAU 2021351013 | PUB REGULATION RESEAU CONTACTE RESEAU | PUB REGULATION RESEAU CONTACTE RESEAU | 01/02/2013 | 10 ans | 2 151,40 | 2 151,40 | 1 473,42 | |
| 2135 | 2173 | EAU 2021351014 | PUB REGULATION RESEAU CONTACTE RESEAU | PUB REGULATION RESEAU CONTACTE RESEAU | 01/02/2013 | 10 ans | 1 940,00 | 1 940,00 | 1 041,15 | |
| 2135 | 2173 | EAU 2021351015 | PUB REGULATION RESEAU CONTACTE RESEAU | PUB REGULATION RESEAU CONTACTE RESEAU | 01/02/2013 | 10 ans | 784,90 | 784,90 | 0,00 | |
| 2135 | 2173 | EAU 2021351016 | PUB REGULATION RESEAU CONTACTE RESEAU | PUB REGULATION RESEAU CONTACTE RESEAU | 01/02/2013 | 10 ans | 2 578,00 | 2 578,00 | 1 176,00 | |
| 2135 | 2173 | EAU 2021351017 | PUB REGULATION RESEAU CONTACTE RESEAU | PUB REGULATION RESEAU CONTACTE RESEAU | 01/02/2013 | 10 ans | 376,00 | 376,00 | 300,00 | |
| 2135 | 2173 | EAU 2021351018 | PUB REGULATION RESEAU CONTACTE RESEAU | PUB REGULATION RESEAU CONTACTE RESEAU | 01/02/2013 | 10 ans | 5 477,89 | 5 477,89 | 383,31 | |
| 2135 | 2173 | EAU 2021351019 | PUB REGULATION RESEAU CONTACTE RESEAU | PUB REGULATION RESEAU CONTACTE RESEAU | 01/02/2013 | 10 ans | 13 251,00 | 13 251,00 | 6 173,00 | |
| 2135 | 2173 | EAU 2021351020 | PUB REGULATION RESEAU CONTACTE RESEAU | PUB REGULATION RESEAU CONTACTE RESEAU | 01/02/2013 | 10 ans | 6 638,00 | 6 638,00 | 3 100,00 | |
| 2135 | 2173 | EAU 2021351021 | PUB REGULATION RESEAU CONTACTE RESEAU | PUB REGULATION RESEAU CONTACTE RESEAU | 01/02/2013 | 10 ans | 2 578,00 | 2 578,00 | 1 176,00 | |
| 2135 | 2173 | EAU 2021351022 | PUB REGULATION RESEAU CONTACTE RESEAU | PUB REGULATION RESEAU CONTACTE RESEAU | 01/02/2013 | 10 ans | 4 450,00 | 4 450,00 | 2 000,00 | |
| 2135 | 2173 | EAU 2021351023 | PUB REGULATION RESEAU CONTACTE RESEAU | PUB REGULATION RESEAU CONTACTE RESEAU | 01/02/2013 | 10 ans | 281 684,77 | 281 684,77 | 123 977,41 | |
| 2135 | 2173 | EAU 2021351024 | PUB REGULATION RESEAU CONTACTE RESEAU | PUB REGULATION RESEAU CONTACTE RESEAU | 01/02/2013 | 10 ans | 25 375,84 | 25 375,84 | 21 433,84 | |
| 2135 | 2173 | EAU 2021351025 | PUB REGULATION RESEAU CONTACTE RESEAU | PUB REGULATION RESEAU CONTACTE RESEAU | 01/02/2013 | 10 ans | 227 776,73 | 227 776,73 | 218 684,73 | |
| 2135 | 2173 | EAU 2021351026 | PUB REGULATION RESEAU CONTACTE RESEAU | PUB REGULATION RESEAU CONTACTE RESEAU | 01/02/2013 | 10 ans | 25 471,10 | 25 471,10 | 25 471,10 | |
| 2135 | 2173 | EAU 2021351027 | PUB REGULATION RESEAU CONTACTE RESEAU | PUB REGULATION RESEAU CONTACTE RESEAU | 01/02/2013 | 10 ans | 56 501,10 | 56 501,10 | 54 241,10 | |
| 2135 | 2173 | EAU 2021351028 | PUB REGULATION RESEAU CONTACTE RESEAU | PUB REGULATION RESEAU CONTACTE RESEAU | 01/02/2013 | 10 ans | 25 558,00 | 25 558,00 | 24 532,00 | |
| 2135 | 2173 | EAU 2021351029 | PUB REGULATION RESEAU CONTACTE RESEAU | PUB REGULATION RESEAU CONTACTE RESEAU | 01/02/2013 | 10 ans | 494,00 | 494,00 | 23 844,75 | |
| 2135 | 2173 | EAU 2021351030 | PUB REGULATION RESEAU CONTACTE RESEAU | PUB REGULATION RESEAU CONTACTE RESEAU | 01/02/2013 | 10 ans | 543 744,39 | 543 744,39 | 511 129,33 | |
| 2135 | 2173 | EAU 2021351031 | PUB REGULATION RESEAU CONTACTE RESEAU | PUB REGULATION RESEAU CONTACTE RESEAU | 01/02/2013 | 10 ans | 49 889,50 | 49 889,50 | 43 145,50 | |
| 2135 | 2173 | EAU 2021351032 | PUB REGULATION RESEAU CONTACTE RESEAU | PUB REGULATION RESEAU CONTACTE RESEAU | 01/02/2013 | 10 ans | 5 246,75 | 5 246,75 | 5 246,75 | |
| 2135 | 2173 | EAU 2021351033 | PUB REGULATION RESEAU CONTACTE RESEAU | PUB REGULATION RESEAU CONTACTE RESEAU | 01/02/2013 | 10 ans | 2 334,00 | 2 334,00 | 2 334,00 | |
| 2135 | 2173 | EAU 2021351034 | PUB REGULATION RESEAU CONTACTE RESEAU | PUB REGULATION RESEAU CONTACTE RESEAU | 01/02/2013 | 10 ans | 7 940,25 | 7 940,25 | 7 378,25 | |
| 2135 | 2173 | EAU 2021351035 | PUB REGULATION RESEAU CONTACTE RESEAU | PUB REGULATION RESEAU CONTACTE RESEAU | 01/02/2013 | 10 ans | 21 828,00 | 21 828,00 | 20 115,00 | |
| 2135 | 2173 | EAU 2021351036 | PUB REGULATION RESEAU CONTACTE RESEAU | PUB REGULATION RESEAU CONTACTE RESEAU | 01/02/2013 | 10 ans | 55 997,75 | 55 997,75 | 52 637,75 | |
| 2135 | 2173 | EAU 2021351037 | PUB REGULATION RESEAU CONTACTE RESEAU | PUB REGULATION RESEAU CONTACTE RESEAU | 01/02/2013 | 10 ans | 714,00 | 714,00 | 2 960,00 | |

SLOW

| | | | | | | |
|-------|---------------|--|------------|--------|------------|------------|
| 21531 | EAU 150133106 | PUB EAU 150133106 | 18/03/2015 | 50 ANS | 252,00 | 3 949,00 |
| 21531 | EAU 150133107 | PUB 0715 AMENAGEMENT IMPASSE VIGNES ROUGES EU | 26/07/2015 | 50 ANS | 5 482,83 | 5 153,83 |
| 21531 | EAU 150133108 | PUB 0715 RESEAU CALVAINE EAU POTABLE BLD DU DOLE | 03/08/2015 | 50 ANS | 29 609,91 | 27 844,91 |
| 21531 | EAU 150133109 | PUB 0715 FURTE D EAU PICCOLAY | 03/08/2015 | 1 ANS | 497,34 | 0,00 |
| 21531 | EAU 150133110 | PUB 0815 ENGEBLE COPONT REDUCTEUR DE PRESSION DU | 14/09/2015 | 15 ANS | 3 421,80 | 2 727,80 |
| 21531 | EAU 150133111 | PUB 0815 AEP CHEMIN DE LA RIN | 14/09/2015 | 50 ANS | 2 751,37 | 165,00 |
| 21531 | EAU 150133112 | PUB 1215 TRAVAIL REPRIS BRANCOMENTS AEP | 11/12/2015 | 50 ANS | 22 150,40 | 8 043,15 |
| 21531 | EAU 150133113 | PUB 2415 AMENAGEMENT EAU POTABLE ROUTE DE BISSANGES | 12/04/2015 | 50 ANS | 9 619,12 | 575,00 |
| 21531 | EAU 150133114 | PUB RAITT 2015 - 0617 REFECTION CHAMBRE AEP | 15/04/2015 | 50 ANS | 5 862,00 | 3 511,00 |
| 21531 | EAU 150133115 | PUB 0418 INTERVENTION ASP - CH DE ET THOMAS | 17/05/2016 | 50 ANS | 10 000,00 | 8 484,00 |
| 21531 | EAU 150133116 | PUB 0518 AEP ROUTE DE LA GARE | 03/06/2016 | 50 ANS | 100 822,50 | 84 868,50 |
| 21531 | EAU 150133117 | PUB 1216 - TUYAUX FONTE | 01/12/2016 | 50 ANS | 6 820,84 | 6 508,94 |
| 21531 | EAU 150133118 | PUB 0717 TRAVAIL ET BRANCOMENT AEP 2 EME SEMESTRE 2 | 24/07/2017 | 50 ANS | 76 729,70 | 72 123,70 |
| 21531 | EAU 150133119 | PUB RAR 2018 - 0117 REFECTION CO.CHANG EAU POTABLE CHE | 21/01/2017 | 50 ANS | 18 520,00 | 16 941,20 |
| 21531 | EAU 150133120 | PUB BRANCOMENT RUE DES VIGNES ROUGES | 02/03/2017 | 50 ANS | 3 535,47 | 1 263,47 |
| 21531 | EAU 150133121 | PUB RAR 2015 - 0617 REALISATION CHAMBRE AEP RUE DES | 15/06/2017 | 50 ANS | 24 487,00 | 22 017,00 |
| 21531 | EAU 150133122 | PUB RAR 2016 - 0617 REPRIS DE BRANCOMENT EAU RD 106 | 15/06/2017 | 50 ANS | 6 825,20 | 5 119,20 |
| 21531 | EAU 150133123 | PUB 0617 AEP ROUTE DE LA GARE | 16/06/2017 | 50 ANS | 6 315,75 | 5 938,75 |
| 21531 | EAU 150133124 | PUB AMONAGES LEGALES RENOUVELLEMENT CONDUITE EAU D. PALMET | 10/07/2017 | 1 ANS | 717,80 | 0,00 |
| 21531 | EAU 150133125 | PUB 0717 TRAVAIL RD 1005 PRES FLEUR | 03/08/2017 | 1 ANS | 688,30 | 0,00 |
| 21531 | EAU 150133126 | PUB 0717 TRAVAIL MODIFICATION CHAMBRE AEP RUE DE LA | 03/08/2017 | 15 ANS | 14 482,82 | 11 543,82 |
| 21531 | EAU 150133127 | PUB RAR 2016 - 0617 MAGE EN PLACE CONDUITE EAU MOTAS | 30/09/2017 | 50 ANS | 5 365,00 | 5 544,00 |
| 21531 | EAU 150133128 | PUB RENOUVELLEMENT CONDUITE EPURES VIGNES ROUGES E M | 17/10/2017 | 50 ANS | 259 804,19 | 15 549,00 |
| 21531 | EAU 150133129 | PUB AMENAGEMENT BRANCOMENT RUE DES VIGNES ROUGES E M | 17/10/2017 | 50 ANS | 180 756,81 | 173 591,81 |
| 21531 | EAU 150133130 | PUB AMENAGEMENT CHEZ LIEU - ROUTE PAYS DE CAVOT | 01/02/2018 | 50 ANS | 152 497,00 | 146 397,00 |
| 21531 | EAU 150133131 | PUB RENOUVELLEMENT CONDUITE ASP - BLD DU DOLE ET RUE C | 09/04/2018 | 50 ANS | 2 845,13 | 82,00 |
| 21531 | EAU 150133132 | PUB TRAVAIL CANALISATIONS ET BRANCOMENTS AEP | 11/06/2018 | 50 ANS | 81 598,70 | 76 294,70 |
| 21531 | EAU 150133133 | PUB 1018 RESEAU ASP - IMPASSE DU PONT | 17/10/2018 | 50 ANS | 42 063,00 | 49 283,00 |
| 21531 | EAU 150133134 | PUB RENOUVELLEMENT ANTIENNE EAP - RUE DU BELVEDERE | 18/12/2018 | 50 ANS | 14 338,83 | 13 754,83 |
| 21531 | EAU 150133135 | PUB AMENAGEMENT ASP - BOLLEVARO DU DOLE | 18/12/2018 | 50 ANS | 40 272,82 | 38 662,82 |
| 21531 | EAU 150133136 | PUB 0719 CHAMBRE AEP - IMPASSE DE CHICHET | 20/02/2019 | 50 ANS | 6 525,30 | 6 263,30 |
| 21531 | EAU 150133137 | PUB 0719 ANNONCES LEGALES - ASP RUE DE CARTHAGY | 20/02/2019 | 50 ANS | 7 369,27 | 7 219,27 |
| 21531 | EAU 150133138 | PUB 0719 ANNONCES LEGALES - ASP RUE DE CARTHAGY | 20/02/2019 | 50 ANS | 689,20 | 0,00 |
| 21531 | EAU 150133139 | PUB RENOUVELLEMENT DES CONDUITES AEP - BLD DU DOLE ET RUE DUMONT | 28/03/2019 | 50 ANS | 2 480,19 | 2 120,19 |
| 21531 | EAU 150133140 | PUB AMENAGEMENT LEGAL - RENOUVELLEMENT AEP BLD DU DOLE | 06/04/2019 | 50 ANS | 148 068,70 | 148 068,70 |
| 21531 | EAU 150133141 | PUB RENOUVELLEMENT RESEAU ASP - MARS ET AVRIL 2019 | 09/05/2019 | 50 ANS | 5 271,48 | 5 191,48 |
| 21531 | EAU 150133142 | PUB TRAVAIL DE CANALISATIONS AEP - RUE DE CARTHAGY | 22/07/2019 | 50 ANS | 323 347,83 | 318 880,83 |
| 21531 | EAU 150133143 | PUB RENOUVELLEMENT RESEAU ASP - BOLLEVARO DU DOLE | 28/07/2019 | 50 ANS | 10 850,00 | 10 633,00 |
| 21531 | EAU 150133144 | PUB RENOUVELLEMENT RESEAU ASP - BOLLEVARO DU DOLE | 28/07/2019 | 50 ANS | 217 619,20 | 212 287,00 |
| 21531 | EAU 150133145 | PUB ECOLE MADONNE NEUL-MODRE TRAVAIL AEP-EAU POTABLE CHANVALE | 14/08/2019 | 50 ANS | 13 055,19 | 12 794,10 |
| 21531 | EAU 150133146 | PUB RESEAU EAU | 01/11/1981 | 50 ANS | 4 575,47 | 4 599,16 |
| 21531 | EAU 150133147 | PUB RESEAU EAU | 01/11/1984 | 50 ANS | 65 507,97 | 62,30 |
| 21531 | EAU 150133148 | PUB RESEAU EAU | 01/12/1974 | 15 ANS | 1 829,26 | 1 829,26 |
| 21531 | EAU 150133149 | PUB RESEAU EAU | 01/01/1979 | 50 ANS | 9 172,40 | 8 364,40 |
| 21531 | EAU 150133150 | PUB RESEAU EAU | 01/10/1980 | 50 ANS | 271 004,65 | 170 262,62 |
| 21531 | EAU 150133151 | PUB RESEAU EAU | 01/10/1980 | 50 ANS | 33 263,00 | 22 083,58 |
| 21531 | EAU 150133152 | PUB RESEAU EAU | 01/01/1982 | 50 ANS | 9 149,34 | 5 245,64 |
| 21531 | EAU 150133153 | PUB RESEAU EAU | 01/01/1984 | 50 ANS | 27 937,01 | 31 529,65 |
| 21531 | EAU 150133154 | PUB RESEAU EAU | 01/01/1984 | 50 ANS | 49 464,66 | 150 313,02 |
| 21531 | EAU 150133155 | PUB RESEAU EAU | 01/12/1985 | 50 ANS | 282 759,69 | 132 446,67 |
| 21531 | EAU 150133156 | PUB RESEAU EAU | 01/12/1986 | 50 ANS | 150 848,14 | 78 742,60 |
| 21531 | EAU 150133157 | PUB RESEAU EAU | 01/12/1987 | 50 ANS | 24 896,39 | 12 252,50 |
| 21531 | EAU 150133158 | PUB RESEAU EAU | 01/12/1988 | 50 ANS | 63 643,65 | 39 430,29 |
| 21531 | EAU 150133159 | PUB RESEAU EAU | 01/12/1989 | 50 ANS | 100 316,03 | 26 442,27 |
| 21531 | EAU 150133160 | PUB RESEAU EAU | 01/12/1991 | 50 ANS | 218 366,80 | 63 870,76 |
| 21531 | EAU 150133161 | PUB RESEAU EAU | 01/01/1992 | 50 ANS | 289 618,22 | 143 053,06 |
| 21531 | EAU 150133162 | PUB RESEAU EAU | 01/01/1992 | 50 ANS | 276 126,21 | 164 547,49 |
| 21531 | EAU 150133163 | PUB RESEAU EAU | 01/12/1993 | 50 ANS | 7 571,48 | 81 411,45 |
| 21531 | EAU 150133164 | PUB RESEAU EAU | 01/12/1993 | 50 ANS | 2 058,12 | 5 207,52 |
| 21531 | EAU 150133165 | PUB RESEAU EAU | 01/12/1993 | 50 ANS | 16 807,46 | 11 542,47 |
| 21531 | EAU 150133166 | PUB RESEAU EAU | 01/12/1993 | 50 ANS | 85 914,91 | 30 084,95 |
| 21531 | EAU 150133167 | PUB RESEAU EAU | 01/12/1993 | 50 ANS | 18 754,19 | 8 572,92 |
| 21531 | EAU 150133168 | PUB RESEAU EAU | 01/12/1993 | 50 ANS | 5 667,78 | 3 912,26 |
| 21531 | EAU 150133169 | PUB RESEAU EAU | 01/12/1993 | 50 ANS | 15 970,41 | 10 870,53 |
| 21531 | EAU 150133170 | PUB RESEAU EAU | 01/12/1993 | 50 ANS | 24 432,54 | 16 773,85 |
| 21531 | EAU 150133171 | PUB RESEAU EAU | 01/12/1993 | 50 ANS | 4 192,04 | 2 877,10 |
| 21531 | EAU 150133172 | PUB RESEAU EAU | 01/12/1993 | 50 ANS | 3 326,58 | 2 074,26 |
| 21531 | EAU 150133173 | PUB RESEAU EAU ET RESERVOIR | 31/12/1994 | 50 ANS | 476 993,00 | 392 256,48 |
| 21531 | EAU 150133174 | PUB RESEAU EAU VANNES | 31/12/1994 | 50 ANS | 10 448,88 | 7 454,34 |
| 21531 | EAU 150133175 | PUB RESERVOIR CHEZ MORAND | 31/12/1994 | 50 ANS | 534 835,82 | 75 086,04 |
| 21531 | EAU 150133176 | PUB RESEAU EAU VANNES | 31/12/1994 | 50 ANS | 1 843,27 | 1 063,86 |
| 21531 | EAU 150133177 | PUB RESEAU EAU | 31/12/1995 | 50 ANS | 3 658,78 | 1 098,06 |
| 21531 | EAU 150133178 | PUB RESEAU EAU | 31/12/1996 | 50 ANS | 2 384,52 | 3 996,32 |
| 21531 | EAU 150133179 | PUB RESEAU EAU | 31/12/1996 | 50 ANS | 2 540,33 | 962,07 |
| 21531 | EAU 150133180 | PUB RESEAU EAU | 31/12/1996 | 50 ANS | 2 119,04 | 1 225,62 |
| 21531 | EAU 150133181 | PUB RESEAU EAU | 31/12/1996 | 50 ANS | 2 591,03 | 778,89 |
| 21531 | EAU 150133182 | PUB RESEAU EAU | 31/12/1996 | 50 ANS | 35 977,27 | 29 499,81 |
| 21531 | EAU 150133183 | PUB RESEAU EAU | 31/12/1996 | 50 ANS | 34 832,96 | 25 146,87 |
| 21531 | EAU 150133184 | PUB RESEAU EAU | 31/12/1996 | 50 ANS | 4 409,20 | 3 221,38 |
| 21531 | EAU 150133185 | PUB RESEAU EAU | 31/12/1996 | 50 ANS | 22 628,85 | 18 298,87 |



| | | | | | | | |
|--------|----------------|----------------|------------|-----------|------------|----------|------------|
| 217531 | EAU 1997215314 | PUB RESEAU EAU | 31/12/1997 | 50 ans(s) | 2 244,05 | 1 073,21 | 1 165,84 |
| 217531 | EAU 1997215315 | PUB RESEAU EAU | 31/12/1997 | 50 ans(s) | 8 065,96 | 2 233,07 | 8 877,99 |
| 217531 | EAU 1997215316 | PUB RESEAU EAU | 31/12/1997 | 50 ans(s) | 26 483,82 | 9 202,05 | 27 478,17 |
| 217531 | EAU 1997215317 | PUB RESEAU EAU | 31/12/1997 | 50 ans(s) | 2 384,43 | 569,74 | 1 733,71 |
| 217531 | EAU 1997215318 | PUB RESEAU EAU | 31/12/1997 | 50 ans(s) | 11 478,55 | 2 843,51 | 8 635,04 |
| 217531 | EAU 1997215319 | PUB RESEAU EAU | 31/12/1997 | 50 ans(s) | 16 189,90 | 3 722,04 | 12 464,86 |
| 217531 | EAU 1997215320 | PUB RESEAU EAU | 31/12/1997 | 50 ans(s) | 2 522,90 | 2 242,08 | 2 282,82 |
| 217531 | EAU 1997215321 | PUB RESEAU EAU | 31/12/1997 | 50 ans(s) | 5 345,33 | 1 767,40 | 3 577,93 |
| 217531 | EAU 1997215322 | PUB RESEAU EAU | 31/12/1997 | 50 ans(s) | 3 146,93 | 8 254,51 | 21 738,47 |
| 217531 | EAU 1997215323 | PUB RESEAU EAU | 31/12/1997 | 50 ans(s) | 1 546,30 | 774,78 | 2 411,32 |
| 217531 | EAU 1997215324 | PUB RESEAU EAU | 31/12/1997 | 50 ans(s) | 17 816,55 | 4 294,46 | 13 722,09 |
| 217531 | EAU 1997215325 | PUB RESEAU EAU | 31/12/1997 | 50 ans(s) | 2 127,43 | 812,34 | 1 315,09 |
| 217531 | EAU 1997215326 | PUB RESEAU EAU | 31/12/1997 | 50 ans(s) | 2 694,18 | 2 694,18 | 8 633,88 |
| 217531 | EAU 1997215327 | PUB RESEAU EAU | 31/12/1997 | 50 ans(s) | 6 326,14 | 1 574,28 | 6 326,14 |
| 217531 | EAU 1997215328 | PUB RESEAU EAU | 31/12/1997 | 50 ans(s) | 7 165,44 | 1 454,87 | 5 923,66 |
| 217531 | EAU 1997215329 | PUB RESEAU EAU | 31/12/1997 | 50 ans(s) | 2 378,53 | 2 492,54 | 1 659,54 |
| 217531 | EAU 1997215330 | PUB RESEAU EAU | 31/12/1997 | 50 ans(s) | 11 135,31 | 2 892,34 | 10 242,97 |
| 217531 | EAU 1997215331 | PUB RESEAU EAU | 31/12/1997 | 50 ans(s) | 3 118,75 | 747,58 | 3 771,67 |
| 217531 | EAU 1997215332 | PUB RESEAU EAU | 31/12/1997 | 50 ans(s) | 14 410,56 | 2 304,06 | 12 106,50 |
| 217531 | EAU 1997215333 | PUB RESEAU EAU | 31/12/1997 | 50 ans(s) | 968,78 | 968,78 | 0,00 |
| 217531 | EAU 1997215334 | PUB RESEAU EAU | 31/12/1997 | 50 ans(s) | 16 900,00 | 0,00 | 16 900,00 |
| 217531 | EAU 1997215335 | PUB RESEAU EAU | 31/12/1997 | 50 ans(s) | 45 845,25 | 0,00 | 45 845,25 |
| 217531 | EAU 1997215336 | PUB RESEAU EAU | 31/12/1997 | 50 ans(s) | 8 026,50 | 0,00 | 8 026,50 |
| 217531 | EAU 1997215337 | PUB RESEAU EAU | 31/12/1997 | 50 ans(s) | 22 280,10 | 0,00 | 22 280,10 |
| 217531 | EAU 1997215338 | PUB RESEAU EAU | 31/12/1997 | 50 ans(s) | 190 384,60 | 0,00 | 190 384,60 |
| 217531 | EAU 1997215339 | PUB RESEAU EAU | 31/12/1997 | 50 ans(s) | 172 803,90 | 0,00 | 172 803,90 |
| 217531 | EAU 1997215340 | PUB RESEAU EAU | 31/12/1997 | 50 ans(s) | 9 026,47 | 0,00 | 9 026,47 |
| 217531 | EAU 1997215341 | PUB RESEAU EAU | 31/12/1997 | 50 ans(s) | 29 294,48 | 0,00 | 29 294,48 |
| 217531 | EAU 1997215342 | PUB RESEAU EAU | 31/12/1997 | 50 ans(s) | 9 056,47 | 0,00 | 9 056,47 |
| 217531 | EAU 1997215343 | PUB RESEAU EAU | 31/12/1997 | 50 ans(s) | 4 116,12 | 0,00 | 4 116,12 |
| 217531 | EAU 1997215344 | PUB RESEAU EAU | 31/12/1997 | 50 ans(s) | 10 671,43 | 0,00 | 10 671,43 |
| 217531 | EAU 1997215345 | PUB RESEAU EAU | 31/12/1997 | 50 ans(s) | 5 315,80 | 0,00 | 5 315,80 |
| 217531 | EAU 1997215346 | PUB RESEAU EAU | 31/12/1997 | 50 ans(s) | 17 531,64 | 0,00 | 17 531,64 |
| 217531 | EAU 1997215347 | PUB RESEAU EAU | 31/12/1997 | 50 ans(s) | 1 646,45 | 0,00 | 1 646,45 |
| 217531 | EAU 1997215348 | PUB RESEAU EAU | 31/12/1997 | 50 ans(s) | 13 228,09 | 0,00 | 13 228,09 |
| 217531 | EAU 1997215349 | PUB RESEAU EAU | 31/12/1997 | 50 ans(s) | 12 834,84 | 0,00 | 12 834,84 |
| 217531 | EAU 1997215350 | PUB RESEAU EAU | 31/12/1997 | 50 ans(s) | 2 811,23 | 0,00 | 2 811,23 |
| 217531 | EAU 1997215351 | PUB RESEAU EAU | 31/12/1997 | 50 ans(s) | 57 815,54 | 4 362,52 | 13 463,01 |
| 217531 | EAU 1997215352 | PUB RESEAU EAU | 31/12/1997 | 50 ans(s) | 11 295,48 | 4 151,07 | 0 584,38 |
| 217531 | EAU 1997215353 | PUB RESEAU EAU | 31/12/1997 | 50 ans(s) | 2 068,37 | 1 448,27 | 0,00 |
| 217531 | EAU 1997215354 | PUB RESEAU EAU | 31/12/1997 | 50 ans(s) | 762,78 | 0,00 | 0,00 |
| 217531 | EAU 1997215355 | PUB RESEAU EAU | 31/12/1997 | 50 ans(s) | 1 355,26 | 1 355,26 | 0,00 |
| 217531 | EAU 1997215356 | PUB RESEAU EAU | 31/12/1997 | 50 ans(s) | 2 041,09 | 0,00 | 2 041,09 |
| 217531 | EAU 1997215357 | PUB RESEAU EAU | 31/12/1997 | 50 ans(s) | 824,52 | 0,00 | 824,52 |
| 217531 | EAU 1997215358 | PUB RESEAU EAU | 31/12/1997 | 50 ans(s) | 622,58 | 0,00 | 622,58 |
| 217531 | EAU 1997215359 | PUB RESEAU EAU | 31/12/1997 | 50 ans(s) | 2 135,58 | 1 397,20 | 973,32 |
| 217531 | EAU 1997215360 | PUB RESEAU EAU | 31/12/1997 | 50 ans(s) | 2 231,26 | 1 221,26 | 0,00 |
| 217531 | EAU 1997215361 | PUB RESEAU EAU | 31/12/1997 | 50 ans(s) | 448,79 | 0,00 | 448,79 |
| 217531 | EAU 1997215362 | PUB RESEAU EAU | 31/12/1997 | 50 ans(s) | 381,08 | 0,00 | 381,08 |
| 217531 | EAU 1997215363 | PUB RESEAU EAU | 31/12/1997 | 50 ans(s) | 1 258,07 | 0,00 | 1 258,07 |
| 217531 | EAU 1997215364 | PUB RESEAU EAU | 31/12/1997 | 50 ans(s) | 243,78 | 0,00 | 243,78 |
| 217531 | EAU 1997215365 | PUB RESEAU EAU | 31/12/1997 | 50 ans(s) | 1 341,55 | 0,00 | 1 341,55 |
| 217531 | EAU 1997215366 | PUB RESEAU EAU | 31/12/1997 | 50 ans(s) | 279,47 | 0,00 | 279,47 |
| 217531 | EAU 1997215367 | PUB RESEAU EAU | 31/12/1997 | 50 ans(s) | 776,54 | 0,00 | 776,54 |
| 217531 | EAU 1997215368 | PUB RESEAU EAU | 31/12/1997 | 50 ans(s) | 1 411,74 | 0,00 | 1 411,74 |
| 217531 | EAU 1997215369 | PUB RESEAU EAU | 31/12/1997 | 50 ans(s) | 1 045,04 | 0,00 | 1 045,04 |
| 217531 | EAU 1997215370 | PUB RESEAU EAU | 31/12/1997 | 50 ans(s) | 766,79 | 0,00 | 766,79 |
| 217531 | EAU 1997215371 | PUB RESEAU EAU | 31/12/1997 | 50 ans(s) | 448,68 | 0,00 | 448,68 |
| 217531 | EAU 1997215372 | PUB RESEAU EAU | 31/12/1997 | 50 ans(s) | 631,26 | 0,00 | 631,26 |
| 217531 | EAU 1997215373 | PUB RESEAU EAU | 31/12/1997 | 50 ans(s) | 323,92 | 0,00 | 323,92 |
| 217531 | EAU 1997215374 | PUB RESEAU EAU | 31/12/1997 | 50 ans(s) | 578,26 | 0,00 | 578,26 |
| 217531 | EAU 1997215375 | PUB RESEAU EAU | 31/12/1997 | 50 ans(s) | 899,69 | 0,00 | 899,69 |
| 217531 | EAU 1997215376 | PUB RESEAU EAU | 31/12/1997 | 50 ans(s) | 1 306,57 | 0,00 | 1 306,57 |
| 217531 | EAU 1997215377 | PUB RESEAU EAU | 31/12/1997 | 50 ans(s) | 500,22 | 0,00 | 500,22 |
| 217531 | EAU 1997215378 | PUB RESEAU EAU | 31/12/1997 | 50 ans(s) | 1 526,84 | 0,00 | 1 526,84 |
| 217531 | EAU 1997215379 | PUB RESEAU EAU | 31/12/1997 | 50 ans(s) | 385,28 | 0,00 | 385,28 |
| 217531 | EAU 1997215380 | PUB RESEAU EAU | 31/12/1997 | 50 ans(s) | 8 118,70 | 0,00 | 8 118,70 |
| 217531 | EAU 1997215381 | PUB RESEAU EAU | 31/12/1997 | 50 ans(s) | 1 470,75 | 0,00 | 1 470,75 |
| 217531 | EAU 1997215382 | PUB RESEAU EAU | 31/12/1997 | 50 ans(s) | 659,24 | 0,00 | 659,24 |
| 217531 | EAU 1997215383 | PUB RESEAU EAU | 31/12/1997 | 50 ans(s) | 1 714,14 | 0,00 | 1 714,14 |
| 217531 | EAU 1997215384 | PUB RESEAU EAU | 31/12/1997 | 50 ans(s) | 1 110,82 | 0,00 | 1 110,82 |
| 217531 | EAU 1997215385 | PUB RESEAU EAU | 31/12/1997 | 50 ans(s) | 429,17 | 0,00 | 429,17 |
| 217531 | EAU 1997215386 | PUB RESEAU EAU | 31/12/1997 | 50 ans(s) | 428 833,71 | 0,00 | 428 833,71 |
| 217531 | EAU 1997215387 | PUB RESEAU EAU | 31/12/1997 | 50 ans(s) | 3 526,33 | 0,00 | 3 526,33 |
| 217531 | EAU 1997215388 | PUB RESEAU EAU | 31/12/1997 | 50 ans(s) | 4 286,01 | 0,00 | 4 286,01 |
| 217531 | EAU 1997215389 | PUB RESEAU EAU | 31/12/1997 | 50 ans(s) | 25 261,06 | 0,00 | 25 261,06 |
| 217531 | EAU 1997215390 | PUB RESEAU EAU | 31/12/1997 | 50 ans(s) | 11 117,21 | 0,00 | 11 117,21 |



| | | | | | | | |
|-------|-------|--------------|---|--------|--------------|--------------|--------------|
| 21531 | 21531 | 06/21/531/01 | PUB. RESEAU CANA RNS-ASSURANCE / LA RIVE | 50 mha | 152 518,45 | 29 432,02 | 92 384,45 |
| 21531 | 21531 | 06/21/531/02 | PUB. CANNULATION ET BRANCHEMENT | 50 mha | 24 481,52 | 2 690,08 | 18 795,00 |
| 21531 | 21531 | 07/21/531/01 | PUB. BRANCHEMENT AEP CORBACIO | 15 mha | 3 023,59 | 2 718,30 | 1 484,50 |
| 21531 | 21531 | 07/21/531/02 | PUB. RESEAU ADDUCTION RUE BELVEDERE | 15 mha | 2 754,97 | 1 412,00 | 683,97 |
| 21531 | 21531 | 07/21/531/03 | PUB. PEGAROD COMPOST | 15 mha | 5 202,40 | 1 082,00 | 1 212,00 |
| 21531 | 21531 | 07/21/531/04 | PUB. MISSION SPS CANAL AV DE LA RIVE | 15 mha | 3 142,12 | 1 242,10 | 0,00 |
| 21531 | 21531 | 08/21/531/01 | PUB. ALIMENTAION POTABLE FROLLA | 50 mha | 1 140,00 | 1 140,00 | 0,00 |
| 21531 | 21531 | 08/21/531/02 | PUB. CANA EAUX POTABLE R10105 | 50 mha | 8 252,00 | 8 252,00 | 1 207,57 |
| 21531 | 21531 | 08/21/531/03 | PUB. ENRIE APRÈS TRAVAIL CANALISATION | 15 mha | 2 272,50 | 2 272,00 | 3 510,53 |
| 21531 | 21531 | 08/21/531/04 | PUB. RACCORDEMENT ZGRIR | 50 mha | 1 601,00 | 1 601,00 | 0,00 |
| 21531 | 21531 | 09/21/531/01 | PUB. RESEAU EAU 2008 | 50 mha | 359 819,27 | 329 292,00 | 284 599,27 |
| 21531 | 21531 | 09/21/531/02 | PUB. RESEAU EAU 2009 | 50 mha | 54 687,07 | 5 424,00 | 37 138,67 |
| 21531 | 21531 | 09/21/531/03 | PUB. RESEAU EAU 2008 | 50 mha | 26 848,07 | 6 248,00 | 18 492,07 |
| 21531 | 21531 | 09/21/531/04 | PUB. RESEAU EAU 2009 | 50 mha | 145 536,34 | 42 153,00 | 142 388,34 |
| 21531 | 21531 | 10/21/531/01 | PUB. RESEAU EAU 2010 | 50 mha | 149 448,76 | 50 819,00 | 119 589,78 |
| 21531 | 21531 | 10/21/531/02 | PUB. RESEAU EAU 2011 | 50 mha | 84 039,43 | 16 032,00 | 77 101,42 |
| 21531 | 21531 | 10/21/531/03 | PUB. RESEAU EAU 2012 | 50 mha | 13 101,41 | 1 399,00 | 9 251,41 |
| 21531 | 21531 | 10/21/531/04 | PUB. RESEAU EAU 2013 | 50 mha | 3 939,21 | 1 564,00 | 1 932,25 |
| 21531 | 21531 | 10/21/531/05 | PUB. MANDAT -056-2013-FACT 8086762-RESTAUR G ENTREPRISE | 10 mha | 15 837,12 | 1 666,00 | 13 271,12 |
| 21531 | 21531 | 10/21/531/06 | PUB. MANDAT -056-2013-FACT 8086762-RESTAUR G ENTREPRISE | 10 mha | 10 043,16 | 2 016,11 | 1 428,99 |
| 21531 | 21531 | 10/21/531/07 | PUB. MANDAT -056-2013-FACT 8086762-RESTAUR G ENTREPRISE | 10 mha | 3 348,14 | 0,00 | 1 428,99 |
| 21531 | 21531 | 10/21/531/08 | PUB. MANDAT -056-2013-FACT 8086762-RESTAUR G ENTREPRISE | 10 mha | 2 808,16 | 0,00 | 2 808,16 |
| 21531 | 21531 | 10/21/531/09 | PUB. MANDAT -056-2013-FACT 8086762-RESTAUR G ENTREPRISE | 10 mha | 2 808,16 | 0,00 | 2 808,16 |
| 21531 | 21531 | 10/21/531/10 | PUB. MANDAT -056-2013-FACT 8086762-RESTAUR G ENTREPRISE | 10 mha | 3 251,09 | 0,00 | 3 251,09 |
| 21531 | 21531 | 10/21/531/11 | PUB. MANDAT -056-2013-FACT 8086762-RESTAUR G ENTREPRISE | 10 mha | 3 894,58 | 0,00 | 3 894,58 |
| 21531 | 21531 | 10/21/531/12 | PUB. MANDAT -056-2013-FACT 8086762-RESTAUR G ENTREPRISE | 10 mha | 2 817,55 | 0,00 | 2 817,55 |
| 21531 | 21531 | 10/21/531/13 | PUB. MANDAT -056-2013-FACT 8086762-RESTAUR G ENTREPRISE | 10 mha | 17 572,72 | 0,00 | 17 572,72 |
| 21531 | 21531 | 10/21/531/14 | PUB. MANDAT -056-2013-FACT 8086762-RESTAUR G ENTREPRISE | 10 mha | 11 211,45 | 0,00 | 11 211,45 |
| 21531 | 21531 | 10/21/531/15 | PUB. MANDAT -056-2013-FACT 8086762-RESTAUR G ENTREPRISE | 10 mha | 11 521,95 | 0,00 | 11 521,95 |
| 21531 | 21531 | 10/21/531/16 | PUB. MANDAT -056-2013-FACT 8086762-RESTAUR G ENTREPRISE | 10 mha | 8 291 150,04 | 3 056 984,07 | 5 163 156,07 |
| 21531 | 21531 | 10/21/531/17 | PUB. MANDAT -056-2013-FACT 8086762-RESTAUR G ENTREPRISE | 10 mha | 4 461,43 | 4 461,43 | 0,00 |
| 21531 | 21531 | 10/21/531/18 | PUB. MANDAT -056-2013-FACT 8086762-RESTAUR G ENTREPRISE | 10 mha | 4 461,43 | 4 461,43 | 0,00 |
| 21531 | 21531 | 10/21/531/19 | PUB. MANDAT -056-2013-FACT 8086762-RESTAUR G ENTREPRISE | 10 mha | 1 511,26 | 0,00 | 1 511,26 |
| 21531 | 21531 | 10/21/531/20 | PUB. MANDAT -056-2013-FACT 8086762-RESTAUR G ENTREPRISE | 10 mha | 1 297,02 | 0,00 | 1 297,02 |
| 21531 | 21531 | 10/21/531/21 | PUB. MANDAT -056-2013-FACT 8086762-RESTAUR G ENTREPRISE | 10 mha | 13 375,05 | 8 174,00 | 5 070,05 |
| 21531 | 21531 | 10/21/531/22 | PUB. MANDAT -056-2013-FACT 8086762-RESTAUR G ENTREPRISE | 10 mha | 603,44 | 603,44 | 0,00 |
| 21531 | 21531 | 10/21/531/23 | PUB. MANDAT -056-2013-FACT 8086762-RESTAUR G ENTREPRISE | 10 mha | 555,56 | 373,00 | 0,00 |
| 21531 | 21531 | 10/21/531/24 | PUB. MANDAT -056-2013-FACT 8086762-RESTAUR G ENTREPRISE | 10 mha | 661,19 | 337,00 | 391,19 |
| 21531 | 21531 | 10/21/531/25 | PUB. MANDAT -056-2013-FACT 8086762-RESTAUR G ENTREPRISE | 10 mha | 569,28 | 545,20 | 0,00 |
| 21531 | 21531 | 10/21/531/26 | PUB. MANDAT -056-2013-FACT 8086762-RESTAUR G ENTREPRISE | 10 mha | 480,18 | 480,18 | 0,00 |
| 21531 | 21531 | 10/21/531/27 | PUB. MANDAT -056-2013-FACT 8086762-RESTAUR G ENTREPRISE | 10 mha | 1 126,30 | 1 126,30 | 0,00 |
| 21531 | 21531 | 10/21/531/28 | PUB. MANDAT -056-2013-FACT 8086762-RESTAUR G ENTREPRISE | 10 mha | 529,45 | 529,45 | 0,00 |
| 21531 | 21531 | 10/21/531/29 | PUB. MANDAT -056-2013-FACT 8086762-RESTAUR G ENTREPRISE | 10 mha | 1 086,27 | 1 086,27 | 0,00 |
| 21531 | 21531 | 10/21/531/30 | PUB. MANDAT -056-2013-FACT 8086762-RESTAUR G ENTREPRISE | 10 mha | 575,00 | 575,00 | 0,00 |
| 21531 | 21531 | 10/21/531/31 | PUB. MANDAT -056-2013-FACT 8086762-RESTAUR G ENTREPRISE | 10 mha | 1 244,50 | 1 244,50 | 0,00 |
| 21531 | 21531 | 10/21/531/32 | PUB. MANDAT -056-2013-FACT 8086762-RESTAUR G ENTREPRISE | 10 mha | 662,81 | 662,81 | 0,00 |
| 21531 | 21531 | 10/21/531/33 | PUB. MANDAT -056-2013-FACT 8086762-RESTAUR G ENTREPRISE | 10 mha | 7 744,18 | 7 744,18 | 0,00 |
| 21531 | 21531 | 10/21/531/34 | PUB. MANDAT -056-2013-FACT 8086762-RESTAUR G ENTREPRISE | 10 mha | 23 581,71 | 23 581,71 | 0,00 |
| 21531 | 21531 | 10/21/531/35 | PUB. MANDAT -056-2013-FACT 8086762-RESTAUR G ENTREPRISE | 10 mha | 4 026,84 | 4 026,84 | 0,00 |
| 21531 | 21531 | 10/21/531/36 | PUB. MANDAT -056-2013-FACT 8086762-RESTAUR G ENTREPRISE | 10 mha | 3 211,20 | 3 211,20 | 0,00 |
| 21531 | 21531 | 10/21/531/37 | PUB. MANDAT -056-2013-FACT 8086762-RESTAUR G ENTREPRISE | 10 mha | 1 752,74 | 1 752,74 | 0,00 |
| 21531 | 21531 | 10/21/531/38 | PUB. MANDAT -056-2013-FACT 8086762-RESTAUR G ENTREPRISE | 10 mha | 429,18 | 429,18 | 0,00 |
| 21531 | 21531 | 10/21/531/39 | PUB. MANDAT -056-2013-FACT 8086762-RESTAUR G ENTREPRISE | 10 mha | 1 052,00 | 1 052,00 | 0,00 |
| 21531 | 21531 | 10/21/531/40 | PUB. MANDAT -056-2013-FACT 8086762-RESTAUR G ENTREPRISE | 10 mha | 725,96 | 725,96 | 0,00 |
| 21531 | 21531 | 10/21/531/41 | PUB. MANDAT -056-2013-FACT 8086762-RESTAUR G ENTREPRISE | 10 mha | 559,56 | 559,56 | 0,00 |
| 21531 | 21531 | 10/21/531/42 | PUB. MANDAT -056-2013-FACT 8086762-RESTAUR G ENTREPRISE | 10 mha | 11 524,00 | 6 601,57 | 4 972,43 |
| 21531 | 21531 | 10/21/531/43 | PUB. MANDAT -056-2013-FACT 8086762-RESTAUR G ENTREPRISE | 10 mha | 569,42 | 0,00 | 569,42 |
| 21531 | 21531 | 10/21/531/44 | PUB. MANDAT -056-2013-FACT 8086762-RESTAUR G ENTREPRISE | 10 mha | 2 431,50 | 0,00 | 2 431,50 |
| 21531 | 21531 | 10/21/531/45 | PUB. MANDAT -056-2013-FACT 8086762-RESTAUR G ENTREPRISE | 10 mha | 1 865,00 | 0,00 | 585,00 |
| 21531 | 21531 | 10/21/531/46 | PUB. MANDAT -056-2013-FACT 8086762-RESTAUR G ENTREPRISE | 10 mha | 3 035,90 | 2 872,00 | 0,00 |
| 21531 | 21531 | 10/21/531/47 | PUB. MANDAT -056-2013-FACT 8086762-RESTAUR G ENTREPRISE | 10 mha | 612,53 | 612,53 | 0,00 |
| 21531 | 21531 | 10/21/531/48 | PUB. MANDAT -056-2013-FACT 8086762-RESTAUR G ENTREPRISE | 10 mha | 659,80 | 659,80 | 0,00 |
| 21531 | 21531 | 10/21/531/49 | PUB. MANDAT -056-2013-FACT 8086762-RESTAUR G ENTREPRISE | 10 mha | 1 309,48 | 1 309,48 | 0,00 |
| 21531 | 21531 | 10/21/531/50 | PUB. MANDAT -056-2013-FACT 8086762-RESTAUR G ENTREPRISE | 10 mha | 960,27 | 960,27 | 0,00 |
| 21531 | 21531 | 10/21/531/51 | PUB. MANDAT -056-2013-FACT 8086762-RESTAUR G ENTREPRISE | 10 mha | 7 155,71 | 7 155,71 | 0,00 |
| 21531 | 21531 | 10/21/531/52 | PUB. MANDAT -056-2013-FACT 8086762-RESTAUR G ENTREPRISE | 10 mha | 3 668,81 | 3 668,81 | 0,00 |
| 21531 | 21531 | 10/21/531/53 | PUB. MANDAT -056-2013-FACT 8086762-RESTAUR G ENTREPRISE | 10 mha | 2 658,78 | 2 658,78 | 0,00 |
| 21531 | 21531 | 10/21/531/54 | PUB. MANDAT -056-2013-FACT 8086762-RESTAUR G ENTREPRISE | 10 mha | 981,85 | 981,85 | 0,00 |
| 21531 | 21531 | 10/21/531/55 | PUB. MANDAT -056-2013-FACT 8086762-RESTAUR G ENTREPRISE | 10 mha | 1 090,31 | 1 090,31 | 0,00 |
| 21531 | 21531 | 10/21/531/56 | PUB. MANDAT -056-2013-FACT 8086762-RESTAUR G ENTREPRISE | 10 mha | 860,00 | 0,00 | 860,00 |
| 21531 | 21531 | 10/21/531/57 | PUB. MANDAT -056-2013-FACT 8086762-RESTAUR G ENTREPRISE | 10 mha | 242,21 | 0,00 | 242,21 |
| 21531 | 21531 | 10/21/531/58 | PUB. MANDAT -056-2013-FACT 8086762-RESTAUR G ENTREPRISE | 10 mha | 347,45 | 0,00 | 347,45 |
| 21531 | 21531 | 10/21/531/59 | PUB. MANDAT -056-2013-FACT 8086762-RESTAUR G ENTREPRISE | 10 mha | 114 766,41 | 188 668,31 | 35 797,59 |

MAIRIE DE PUBLIER
Haute-Savoie**Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal**
L'an deux mille vingt-deux, le dix-neuf décembre à 19 heures,
le Conseil Municipal de la Commune de PUBLIER

dûment convoqué, s'est réuni en session publique ordinaire, à la Salle des Châtaigniers de Publier, sous la présidence de Monsieur Jacques GRANDCHAMP, Maire.

Date de convocation du Conseil Municipal : 12 décembre 2022

Nombre de Conseillersen exercice : **29**

Présents : 20

Votants : 29

Présents : Jacques GRANDCHAMP - James WALKER - Éric GAYDON - Dominique GIRAUD- Alexia LEROUYER- Pascal EYNARD-MACHET - Georges BARTHE - Sylviane DENIAU - Françoise GROBEL - Robert BARATAY - Bernadette GROBEL - Gilles TOURNIER- - Nelly DUFFOUR - Philippe DECURNINGE - Julien-Marc MEYNET - Elisabeth GIGUELAY - Brigitte PERROT - Jean-Marc DAGAND - Claude SIGWALT - Noël DUVAND.

Absents Représentés : Christelle GAUDET par Sylviane DENIAU - Jonathan DEBOUY par Éric GAYDON- Marie-Claude GIRARDOZ par Françoise GROBEL - Jérémy COULOMBEL par Alexia LEROUYER - Valérie MERLE-DARCOURT par Pascal EYNARD-MACHET -Valérie RAPHOZ Dominique GIRAUD- Claude ECHERNIER-MOTTET par James WALKER - Dominique COMANDONE par Jacques GRANDCHAMP - Christophe MECHOUK par Brigitte PERROT

Absents :

Secrétaire de séance : Robert BARATAY

OBJET : Approbation du procès-verbal constatant la mise à disposition des biens, emprunts et subventions à la CCPEVA pour l'exercice de la compétence eau potable

DÉLIBÉRATION N° 2022.106

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L2121-29 et L1321-1 à L1321-5.

Vu la délibération du conseil communautaire de la CCPEVA du 19 décembre 2019 approuvant la modification des statuts et proposant aux communes membres leur adoption.

Vu la délibération n°2020.016 du conseil municipal du 24 février 2020 approuvant la modification statutaire proposée.

Vu l'arrêté préfectoral n° PREF/DRCL/BCLB-2020-0014 du 10/04/2020 approuvant la modification des statuts de la CCPEVA avec la prise de compétence eau potable au 1^{er} janvier 2021.

Vu la délibération n°2021.013 du Conseil municipal du 8 mars 2021, approuvant le procès-verbal de mise à disposition de biens dans le cadre du transfert de la compétence eau.

Vu le projet de procès-verbal et son annexe, annexés

Considérant que la Communauté de Communes du Pays d'Évian Vallée d'Abondance a pris en charge depuis le 1^{er} janvier 2021 la compétence eau potable,

Considérant que le code général des collectivités territoriales prévoit de plein droit la mise à disposition gratuite, sans transfert de propriété, des biens meubles et immeubles nécessaires à l'exercice de la compétence eau potable,

Considérant qu'un premier procès-verbal avait été approuvé le 8 mars 2021, mais comportait des anomalies qu'il convient de régulariser,

Considérant le projet de nouveau procès-verbal et son annexe constatant la mise à disposition des biens, emprunts et subventions par la commune de Publier à la Communauté de communes Pays d'Évian Vallée d'Abondance, pour l'exercice de la compétence eau potable.

Après en avoir délibéré à l'Unanimité

LE CONSEIL MUNICIPAL

APPROUVE le procès-verbal tel qu'annexé constatant la mise à disposition par la commune de Publier des biens, emprunts et subventions à la Communauté de communes Pays d'Évian Vallée d'Abondance, pour l'exercice de la compétence eau potable.

DIT que la présente délibération annule et remplace la délibération n°2021.013 susvisée

Envoyé en préfecture le 08/03/2023

Reçu en préfecture le 08/03/2023

Publié le

SLOW

ID : 074-200071967-20230228-D_PRE014_2023-AI

ID : 074-217402189-20221219-DE2022_106-AR

**AUTORISE Monsieur le Maire à signer ledit procès-verbal et à procéder
rapportant**

**Le secrétaire de séance,
Robert BARATAY**



**Le Maire de Publier,
Jacques GRANDCHAMP**



Acte certifié exécutoire le :
Télétransmis en Sous-Préfecture le :
Notifié ou publié le :

*La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir, devant le tribunal administratif de Grenoble,
dans un délai de deux mois à compter de son affichage et de sa réception par le représentant de l'État*



PAYS D'EVIAN
VALLEE D'ABONDANCE
851 Avenue des Rives du Léman
74 500 PUBLIER
Tél: 04 50 74 57 85

PUBLIER

Installation AEP

Chez Demay

— Canalisation

Type d'installation

- Autre installation
- ▲ Captage - Source
- Réservoir
- ⊙ Forage - Puit
- ⊙ Station pompage
- ▨ Surface réservoir

Périmètre de protection

- Immédiat
- Rapproché
- Eloigné

Date: 07/06/2021

Echelle: 1:500

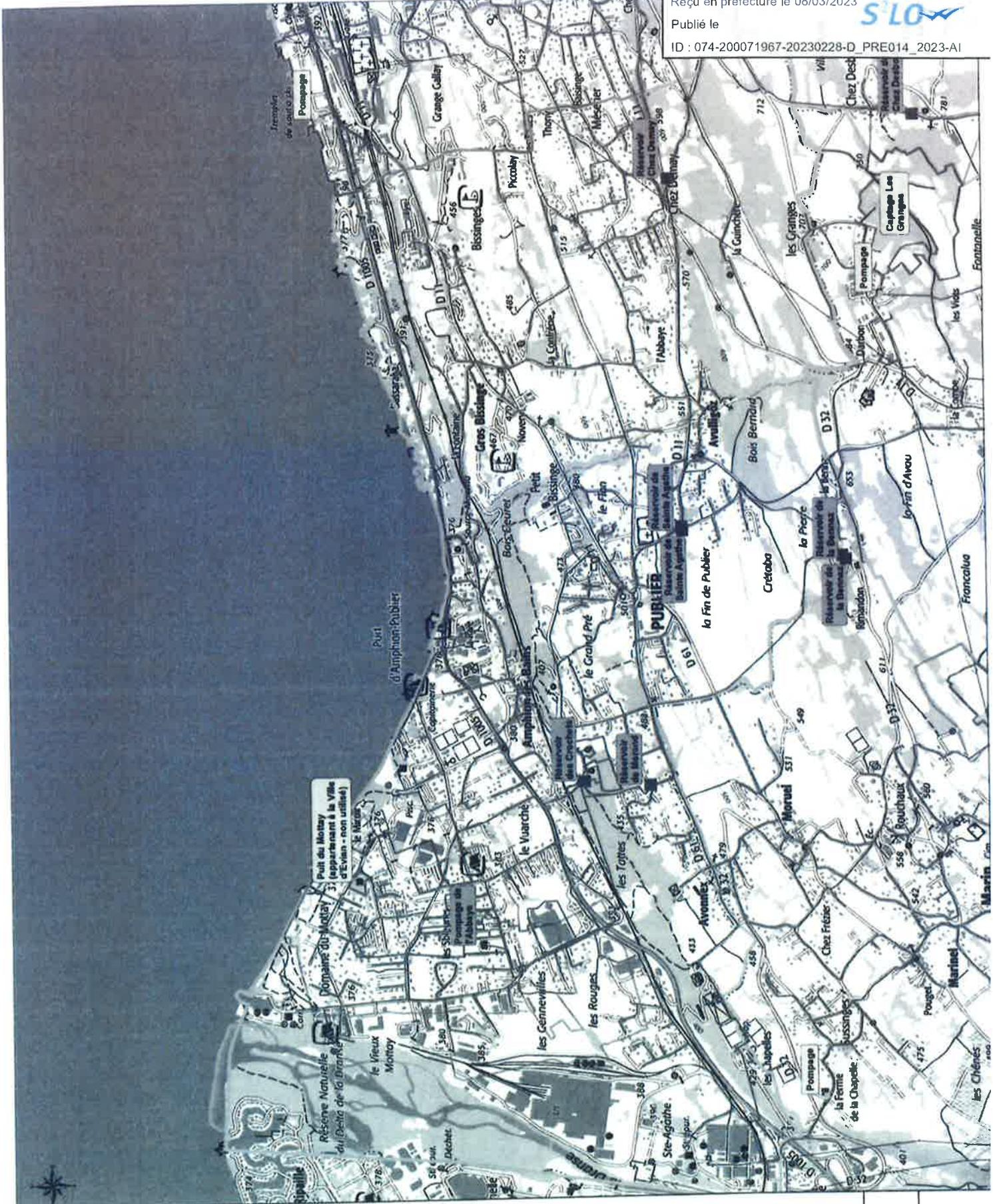
Envoyé en préfecture le 08/03/2023

Reçu en préfecture le 08/03/2023

Publié le



ID : 074-200071967-20230228-D_PRE014_2023-AI



PAYS D'EVIAN
VALLÉE D'ABONDISANCE
 957 Avenue des Rives du Léman
 74 500 PUBLIER
 Tel 04 50 74 57 85

PUBLIER

Installation AEP

- Canalisation AEP
- Type d'installation**
- Autre installation
- ▲ Captage - Source
- Réservoir
- Forage - Puit
- Station pompage

- Type d'installation appartenant à une autre commune**
- Autre installation
- Captage - Source
- Réservoir
- Forage - Puit
- Station pompage

- Périmètre de protection**
- Immédiat
- Rapproché
- Eloigné
- Limite communale**
-

Date: 15/06/2021
 Echelle: 1:15 000

Envoyé en préfecture le 08/03/2023

Reçu en préfecture le 08/03/2023

Publié le

SLOW

ID : 074-200071967-20230228-D_PRE014_2023-AI



PAYS D'EVIAN
VALLÉE D'ABONDANCE
 851 Avenue des Rives du Léman
 74 500 PUBLIER
 Tél: 04 50 74 57 85

PUBLIER

Installation AEP

Sainte Agathe

— Canalisation

Type d'installation

- Autre installation
- ▲ Captage - Source
- Réservoir
- ◎ Forage - Puit
- ⊙ Station pompage

▨ Surface réservoir

Périmètre de protection

- Immédiat
- Rapproché
- Eloigné

Date: 07/06/2021

Echelle: 1:500

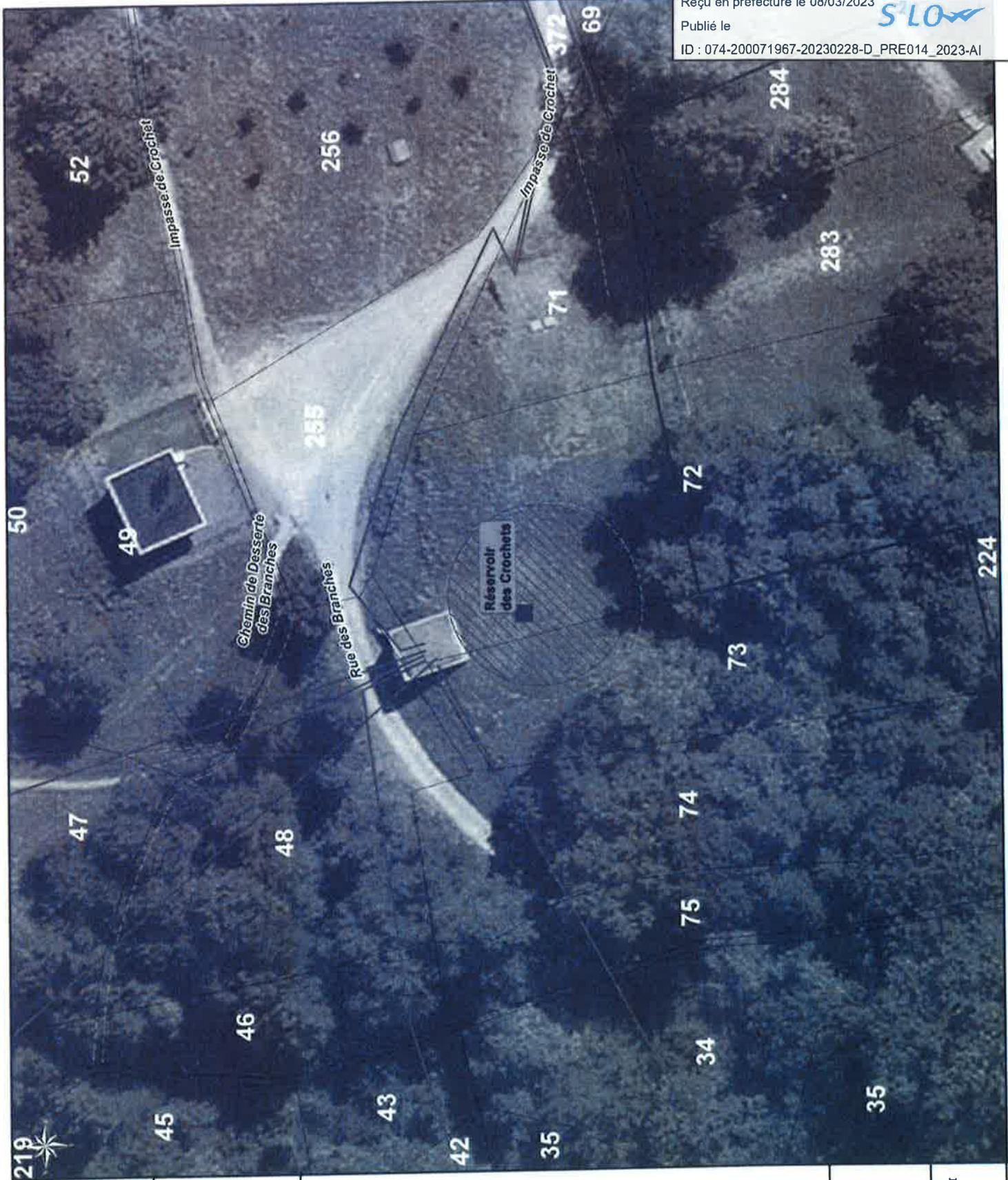
Envoyé en préfecture le 08/03/2023

Reçu en préfecture le 08/03/2023

Publié le

SLOW

ID : 074-200071967-20230228-D_PRE014_2023-AI



STAVELAND SERVICES
PAYS D'EVIAN
VALLÉE D'ABONDANCE
 851 Avenue des Rives du Léman
 74 500 PUBLIER
 Tél: 04 50 74 57 85

PUBLIER

Installation AEP

Crochets

— Canalisation

Type d'installation

- Autre installation
- ▲ Captage - Source
- Réservoir
- Forage - Puit
- Station pompage

▨ Surface réservoir

Périmètre de protection

- Immédiat
- Rapproché
- Eloigné

Date: 07/06/2021

Echelle: 1:500

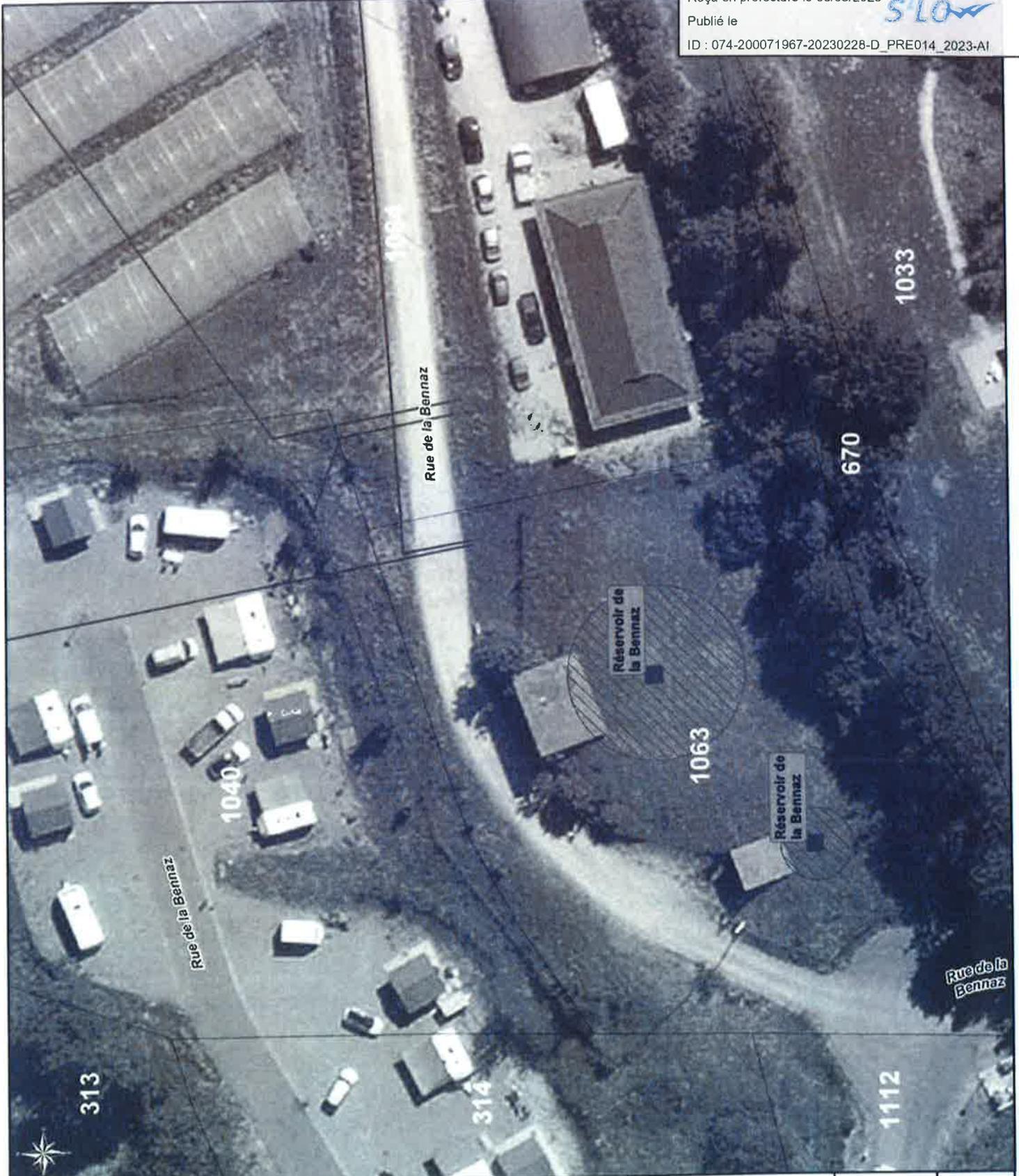
Envoyé en préfecture le 08/03/2023

Reçu en préfecture le 08/03/2023

Publié le

SLO

ID : 074-200071967-20230228-D_PRE014_2023-AI



S'LO
PAYS D'EVIAN
VALLÉE D'ABONDANCE
 851 Avenue des Rives du Léman
 74 500 PUBLIER
 Tél: 04 50 74 57 85

PUBLIER

Installation AEP

La Bennaz

Canalisation

Type d'installation

- Autre installation
- ▲ Captage - Source
- Réservoir
- Forage - Puit
- ⊞ Station pompage

Surface réservoir

Périmètre de protection

- Immédiat
- Rapproché
- Eloigné

Date: 07/06/2021

Echelle: 1:500

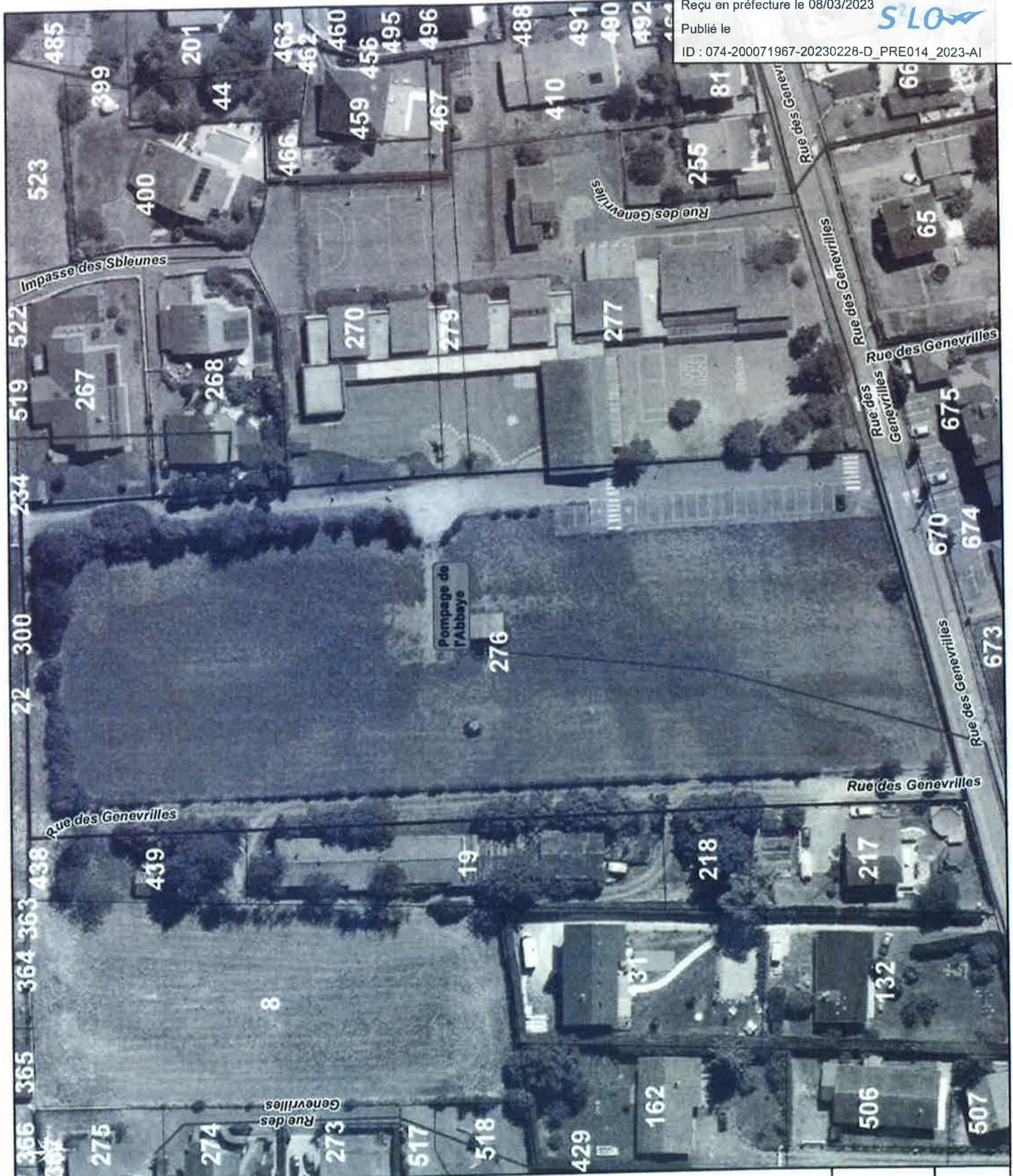
Envoyé en préfecture le 08/03/2023

Reçu en préfecture le 08/03/2023

Publié le



ID : 074-200071967-20230228-D_PRE014_2023-AI



SYNDICAT DE L'ABBAYE
PAYS D'EVIAN
VALLÉE D'ABONDANCE
 851 Avenue des Rives du Léman
 74 500 PUBLIER
 Tél: 04 50 74 57 85

PUBLIER
Installation AEP
 L'Abbaye

- Canalisation
- Type d'installation**
- Autre installation
 - ▲ Captage - Source
 - Réservoir
 - ⊙ Forage - Puit
 - ⊙ Station pompage
 - ▨ Surface réservoir
- Périmètre de protection**
- Immédiat
 - Rapproché
 - Eloigné

Date: 07/06/2021
 Echelle: 1:1 000

Envoyé en préfecture le 08/03/2023

Reçu en préfecture le 08/03/2023

Publié le



ID : 074-200071967-20230228-D_PRE014_2023-AI



SYNDICAT D'AVANTAGE
PAYS D'EVIAN
VALLÉE D'ABONDANCE
 851 Avenue des Rives du Léman
 74 500 PUBLIER
 Tél: 04 50 74 57 85

PUBLIER

Installation AEP

Morand

— Canalisation

Type d'installation

- Autre installation
- ▲ Captage - Source
- Réservoir
- Forage - Puit
- Station pompage
- ▨ Surface réservoir

Périmètre de protection

- Immédiat
- Rapproché
- Eloigné

Date: 07/06/2021

Echelle: 1:500

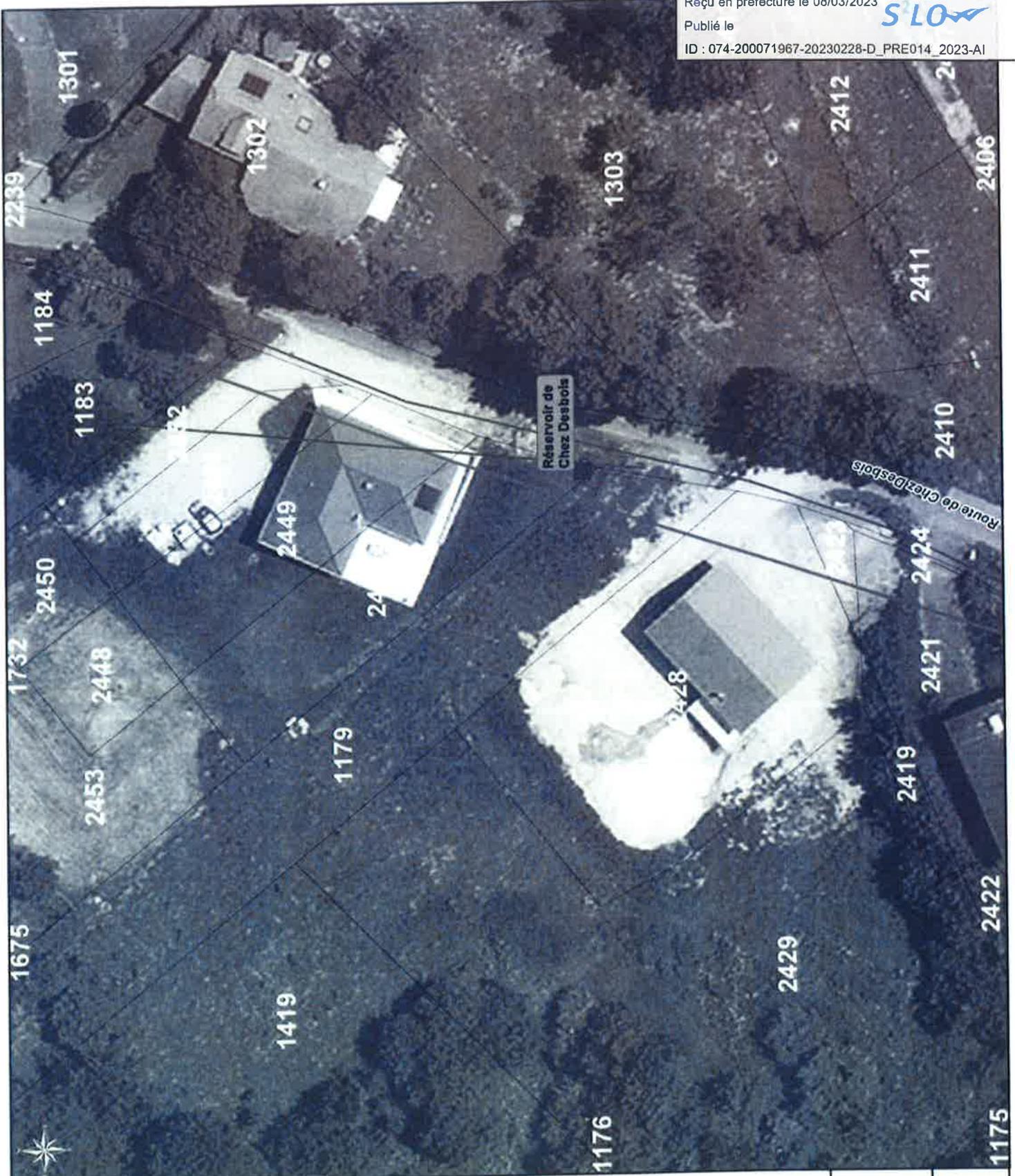
Envoyé en préfecture le 08/03/2023

Reçu en préfecture le 08/03/2023

Publié le

SLOW

ID : 074-200071967-20230228-D_PRE014_2023-AI



CONTRAIRES DU PAYSAN
PAYS D'EVIAN
 VALLEE D'ABONDANCE
 851 Avenue des Rives du Léman
 74 500 PUBLIER
 Tél: 04 50 74 57 85

LARRINGES
Installation AEP
 Chez Debois

- Type d'installation**
- Canalisation
 - Autre installation
 - ▲ Captage - Source
 - Réservoir
 - ⊙ Forage - Puit
 - ⊙ Station pompage
 - ▨ Surface réservoir

- Périmètre de protection**
- Immédiat
 - Rapproché
 - Eloigné

Date: 07/06/2021
 Echelle: 1:500

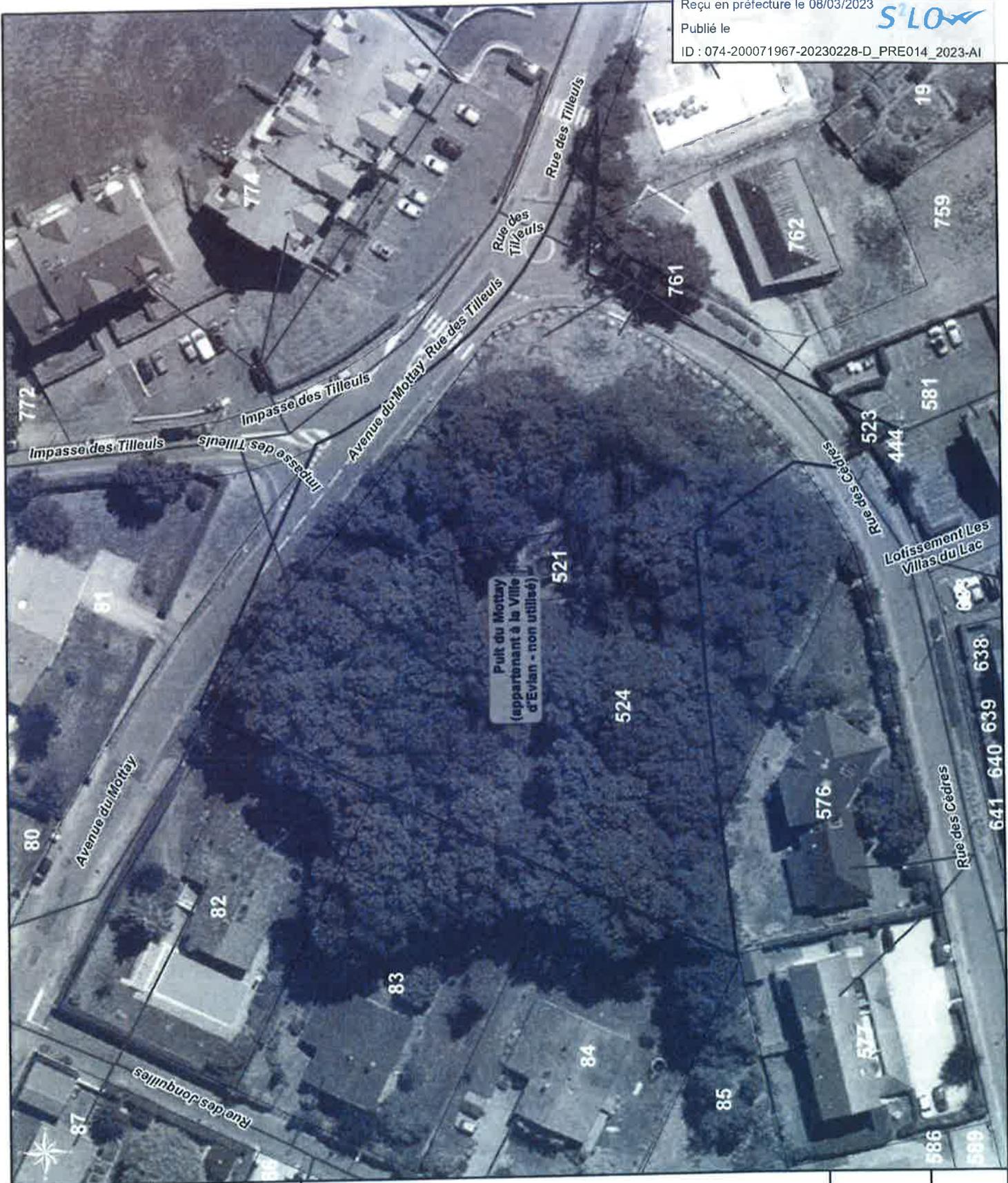
Envoyé en préfecture le 08/03/2023

Reçu en préfecture le 08/03/2023

Publié le

SLOW

ID : 074-200071967-20230228-D_PRE014_2023-AI



PAYS D'EVIAN
VALLEE D'ABONDANCE
 851 Avenue des Rives du Léman
 74 500 PUBLIER
 Tel: 04 50 74 57 85

PUBLIER

Installation AEP
 Mottay

— Canalisation

Type d'installation

- Autre installation
- ▲ Captage - Source
- Réservoir
- ⊙ Forage - Puit
- ⊙ Station pompage
- ▨ Surface réservoir

Périmètre de protection

- Immédiat
- Rapproché
- Eloigné

Date: 15/06/2021

Echelle: 1:750

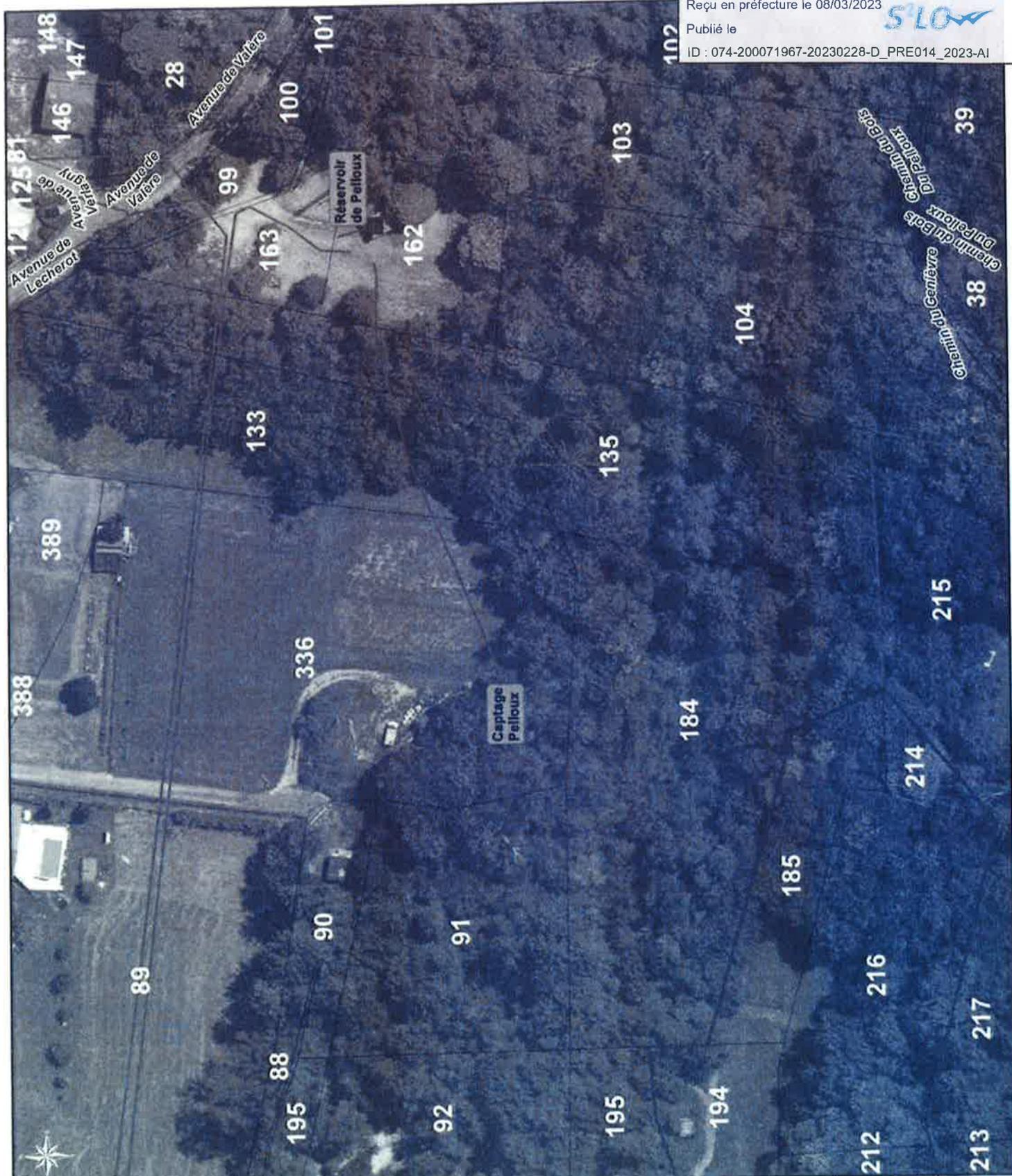
Envoyé en préfecture le 08/03/2023

Reçu en préfecture le 08/03/2023

Publié le



ID : 074-200071967-20230228-D_PRE014_2023-AI




**PAYS D'EVIAN
VALLEE D'ABONDANCE**
851 Avenue des Rives du Léman
74 500 PUBLIER
Tél: 04 50 74 57 85

NEUVECELLE
Installation AEP
Pelloux

- Canalisation
- Type d'installation**
- Autre installation
 - ▲ Captage - Source
 - Réservoir
 - Forage - Puit
 - ⊙ Station pompage
 - ▨ Surface réservoir
- Périmètre de protection**
- Immédiat
 - Rapproché
 - Eloigné

Date: 07/06/2021
Echelle: 1:1 000

Envoyé en préfecture le 08/03/2023

Reçu en préfecture le 08/03/2023

Publié le:

SLO

ID : 074-200071967-20230228-D_PRE014_2023-AI

Décision de Madame la Présidente

015 - 2023- AFFAIRES JURIDIQUES – DOMANIALITE : Acquisition de la parcelle cadastrée section OD, n°3236 sur la commune d'Abondance

VU l'article 5211-10 du Code général des collectivités territoriales permettant de déléguer un certain nombre de pouvoirs à Mme la Présidente et au Bureau,

VU la délégation accordée à la Présidente par délibérations du Conseil Communautaire du 30 juillet 2020, du 6 décembre 2021 et du 3 octobre 2022,

Considérant le projet d'aménagement de l'itinéraire cyclo-pédestre des bords de Dranse, de Châtel à Chevenoz, nécessitant de demander aux propriétaires des parcelles concernées par le tracé, soit la constitution d'une servitude de passage, soit l'acquisition de la parcelle,

Considérant que la parcelle cadastrée en section OD, n°3236 lieudit « Plan Drozin » sur la commune d'Abondance, appartenant à Monsieur André REY, concernée par le tracé, doit faire l'objet d'une acquisition,

Considérant la convention de vente conclue par acte sous-seings privés entre Monsieur André REY et la Communauté de communes pays d'Évian - vallée d'Abondance, qui doit être réitérée par acte authentique,

Madame la Présidente de la communauté de communes pays d'Évian - vallée d'Abondance :

- **CONSENT et ACCEPTE l'acquisition la parcelle cadastrée en section OD, n°3236 lieudit « Plan Drozin » sur la commune d'Abondance, appartenant à Monsieur André REY. Sur la parcelle section OD n°3236 : surface de 1 are 83 centiares (183m²), et selon les termes de l'acte authentique ;**
- **APPROUVE la passation d'un acte notarié pour l'acquisition de cette parcelle, auprès de l'Office notarial situé à Abondance, et l'inscription au Service de la publicité foncière compétent ;**
- **ACCEPTE de verser au propriétaire un prix fixé à cent quatre-vingt-trois euros (183,00 €) au titre de la vente ;**
- **SIGNE toutes les pièces nécessaires à la conclusion de l'acte et de sa mise en œuvre.**

La présente décision peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, d'un recours gracieux auprès de Madame la Présidente de la communauté de communes pays d'Évian – vallée d'Abondance, ou d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Grenoble.



Josiane LEI

Présidente de la Communauté de Communes
Pays d'Évian - Vallée d'Abondance
Maire d'ÉVIAN-LES-BAINS
Conseillère départementale du Canton d'Évian

Reçu en Sous-Préfecture, le 27 février 2023
Mise en ligne le 27 février 2023

Décision de Madame la Présidente

016 - 2023 - COMMANDE PUBLIQUE - Maîtrise d'œuvre d'exécution pour l'aménagement de la fruitière à Vinzier

Vu l'article 5211-10 du CGCT permettant de déléguer un certain nombre de pouvoirs à Mme la Présidente et au Bureau,

Vu la délégation accordée à la Présidente par délibération du Conseil Communautaire du 3 octobre 2022,

Considérant l'avancement du projet d'aménagement de la fruitière à Vinzier,

Considérant qu'un premier marché de maîtrise d'œuvre a été conclu pour cette opération et que le maître d'œuvre "de conception" a réalisé les missions DIAG, APS, APD et AVP,

Considérant que la poursuite du contrat avec ce maître d'œuvre "de conception" nécessitant la conclusion d'un avenant bouleversant l'économie générale du contrat, le maître de l'ouvrage s'est résolu à prononcer l'arrêt des prestations,

Considérant cependant, le souhait du maître de l'ouvrage de poursuivre l'opération et réaliser l'aménagement de la Fruitière conformément aux plans du permis de construire, délivré en février 2022,

Considérant, la nécessité de choisir un nouveau maître d'œuvre chargé des missions PRO, ACT, VISA, DET, OPC, AOR.

Vu le rapport d'analyse des offres du 17 février 2023, et le procès-verbal de la commission d'appel d'offres du 24 février 2023,

Madame la Présidente de la Communauté de Communes Pays d'Évian - Vallée d'Abondance :

- **ACCEPTE de signer le marché de maîtrise d'œuvre pour la réhabilitation de la fruitière de Vinzier, avec :**
 - **L'entreprise CERES INGENIERIE (69574 Dardilly) pour un montant de 198 000 € HT.**

La présente décision peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, d'un recours gracieux auprès de Madame la Présidente de la communauté de communes pays d'Évian – vallée d'Abondance, ou d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Grenoble.



Josiane LEI

Présidente de la Communauté de Communes
Pays d'Évian - Vallée d'Abondance
Maire d'ÉVIAN-LES-BAINS
Conseillère départementale du Canton d'Évian

Reçu en Sous-Préfecture, le 08/03/2023

Mise en ligne le 09/03/2023

Décision de Madame la Présidente

017 - 2023- EAU POTABLE : Approbation du procès-verbal des mise à disposition des biens de la commune de Bonnevaux dans le cadre du transfert de la compétence « eau potable » à la communauté de communes Pays d'Évian Vallée d'Abondance

En application de l'article L.5211-5 renvoyant aux dispositions des trois premiers alinéas de l'article L.1321-1, des deux premiers alinéas de l'article L.1321-2 et aux articles L.1321-3, L.1321-4, L.1321-5 du code général des collectivités territoriales, la mise à disposition constitue le régime de droit commun applicable au transfert de biens et équipements nécessaires à l'exercice d'une compétence transférée, dans le cadre de l'intercommunalité.

Conformément aux dispositions des articles L.1321-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), les procès-verbaux, établis contradictoirement entre les communes membres et la Communauté de communes pays d'Évian - vallée d'Abondance (CCPEVA), ont pour objet de préciser les modalités de mise à disposition des biens concernés.

Par délibération n°086-2021 en date du 9 juin 2021, Madame la Présidente a reçu délégation du conseil communautaire pour l'élaboration, l'approbation et la signature des procès-verbaux de mise à disposition des biens dans le cadre des transferts de compétences ainsi que leurs avenants éventuels sur la base du modèle annexé à la présente délibération.

Par délibération en date du 25 novembre 2022, le conseil municipal de Bonnevaux approuvait le projet de procès-verbal de mise à disposition des biens de la commune de Bonnevaux dans le cadre du transfert de compétence « eau potable ».

Madame la Présidente de la Communauté de communes pays d'Évian – vallée d'Abondance :

- **APPROUVE le procès-verbal de mise de mise à disposition des biens de la commune de Bonnevaux dans le cadre du transfert de compétence « eau potable ».**

La présente décision peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, d'un recours gracieux auprès de Madame la Présidente de la communauté de communes pays d'Évian – vallée d'Abondance, ou d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Grenoble.



Josiane LEI

Présidente de la Communauté de Communes
Pays d'Évian - Vallée d'Abondance
Maire d'ÉVIAN-LES-BAINS
Conseillère départementale du Canton d'Évian

Reçu en Sous-Préfecture, le 08/03/2023

Mise en ligne le 09/03/2023



**PROCES VERBAL DE MISE A DISPOSITION DE BIENS MOBILIERS ET IMMOBILIERS
EMPRUNTS ET SUBVENTIONS DANS LE CADRE DU TRANSFERT DE LA COMPETENCE
EAU POTABLE**

Entre

La commune de Bonnevaux, représentée par son maire, Monsieur COLOMER Gérard, dûment habilitée par délibération du conseil municipal en date du 25 novembre 2022.

Ci-après dénommée « la commune »

Et

La Communauté de Communes Pays d'Évian - Vallée d'Abondance, représentée par sa présidente, Madame LEI Josiane, dûment habilitée par délibération du conseil communautaire en date du 9 juin 2021

ci-après désigné la CCPEVA

PREAMBULE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 1321-1 à L. 1321-5 fixant les modalités de mise à disposition des biens en cas de transfert de compétences ;

Vu l'arrêté préfectoral n° PREF/DRCL/BCLB-2020-0014 du 10/04/2020 approuvant la modification des statuts de la CCPEVA avec la prise de compétence eau potable au 01/01/2021 ;

Vu la délibération du conseil communautaire de la CCPEVA du 19/12/2019 approuvant la modification des statuts et proposant aux communes membres leur adoption ;

Vu la délibération du conseil municipal de la commune de Bonnevaux du 28 février 2020 approuvant la modification statutaire proposée ;

Considérant que le Code Général des Collectivités Territoriales prévoit de plein droit la mise à disposition gratuite, sans transfert de propriété, des biens meubles et immeubles nécessaires à l'exercice de la compétence eau potable ;

IL EST CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

Article 1 : Objet

Par le présent procès-verbal, la commune met à disposition de la CCPEVA qui l'accepte, les biens meubles, immeubles et réseaux (annexe 3 : plans cadastraux) figurant à l'actif, les subventions et

emprunts nécessaires à l'exercice de la compétence « eau potable », précédemment exercée par la commune de Bonnevaux sur l'ensemble de son territoire.

En application des articles L.1321-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, la CCPEVA assume l'intégralité des droits et obligations de la commune. La CCPEVA possède tous pouvoirs de gestion et assure l'entretien et le renouvellement des biens.

La CCPEVA étendra ses garanties d'assurance aux biens objet de la présente mise à disposition.

La mise à disposition des ouvrages a lieu à titre gratuit.

Article 2 : Désignation des biens

Les biens meubles et immeubles, subventions et emprunts mis à disposition sont listés en annexe 1. L'ensemble des biens concernés sont propriété de la commune de Bonnevaux.

Article 3 : Date d'effet de la mise à disposition

En application de l'article L. 5217-5 du CGCT :

- La mise à disposition des biens relatifs à la compétence eau potable prend effet à compter du 1er janvier 2021, date du transfert de la compétence à la CCPEVA.

Article 4 : Durée de la mise à disposition

La durée de la mise à disposition correspond à la durée d'exercice de la compétence eau potable par la CCPEVA, en lieu et place de la commune de Bonnevaux, membre de la CCPEVA.

Elle pourra prendre fin en cas de :

- Reprise de la compétence eau potable par la commune.
 - Retrait de la commune de la CCPEVA.
 - Dissolution de la CCPEVA.
- La mise à disposition prendra alors fin et la commune de Bonnevaux recouvrera l'ensemble de ses droits et obligations sur les biens concernés.

Article 5 : Modalités particulières

- Conformément à l'article L1321.2 du CGCT, la CCPEVA peut procéder à tous travaux de reconstruction, de démolition ou d'addition de construction propre à assurer le maintien de l'affectation des biens. Toute modification des équipements mis à disposition s'effectuera en concertation avec la commune, notamment en ce qui concerne la chambre de captage du Four dont le trop-plein alimente les fontaines du village situées à 50 mètres en aval du captage. Il est convenu que l'eau de ce trop-plein ne sera pas facturée à la commune, car non prélevée sur le réseau canalisé d'eau potable.
- Le déneigement de l'accès au réservoir du Bois Blanc sera assuré par les services techniques de la commune, ou par l'entreprise en charge du déneigement de la commune, et sera refacturé à la CCPEVA annuellement. L'accès à ce réservoir se fait par un chemin en tournant non goudronné. La partie de ce chemin utilisé uniquement pour l'accès au réservoir sera entretenu par la CCPEVA.
- Par convention passée entre la commune de Bonnevaux et la commune de Le Biot, en date du 9 septembre 2011 (annexe 2), la fourniture en eau de la bergerie située dans la montée du col du Corbier est assurée par la commune de Le Biot. L'eau fournie est facturée à la

commune de Bonnevaux, qui facture ensuite la bergerie. De fait, à la suite du transfert de compétence eau potable, la commune de Le Biot facturera à la CCPEVA la consommation d'eau de la bergerie. La CCPEVA facturera ensuite la bergerie.

En ce qui concerne le secteur de Centfontaines : actuellement, l'intégralité des habitations de Centfontaines est alimentée par l'eau du chef-lieu. Le captage de Centfontaines nécessite des travaux de mise en conformité.

Article 6 : Désaffectation d'un ouvrage

Conformément à l'article L1321-3 du CGCT, dans le cas où un ouvrage mis à disposition par la commune de Bonnevaux pour concourir à l'exercice de la compétence eau potable cesserait d'être utilisé à cette fin par la CCPEVA, la mise à disposition deviendrait sans objet. La commune recouvrerait alors l'ensemble de ses droits et obligations sur ce bien.

Article 7 : Avenant

Toute modification des clauses du présent procès-verbal et de ses annexes fera l'objet d'un avenant, soumis à délibération concordante du conseil municipal de la commune de Bonnevaux et du conseil communautaire de la CCPEVA, ou Madame la Présidente en cas de délégation du conseil.

Article 8 : Litige

En cas de litige sur l'application du présent procès-verbal, la commune de Bonnevaux et la CCPEVA conviendront de se rapprocher pour trouver une solution amiable avant tout recours contentieux.

Vu et établi contradictoirement par la commune de Bonnevaux et la CCPEVA, en 3 exemplaires originaux dont 1 sera remis au représentant de l'État dans le département.

Fait à Bonnevaux, le 30.03.2023...

Pour la Commune



J. Colomer

Gérard COLOMER
Maire de la Commune de Bonnevaux

Pour la CCPEVA



Josiane LEI
Présidente de la Communauté de communes du Pays d'Évian et Vallée d'Abondance

Commune LE BIOT
Commune de BONNEVAUX

**CONVENTION POUR LA FOURNITURE D'EAU
POTABLE**

Entre :

La Commune de LE BIOT représentée par son Maire agissant au nom et pour le compte de la commune en vertu d'une délibération en date du 13 juin 2008 et du 25 août 2011.

La Commune de BONNEVAUX représentée par son Maire agissant au nom et pour le compte de la commune en vertu d'une délibération en date du 3 décembre 2010.

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet de la convention

La Commune de LE BIOT accepte de fournir à la commune de BONNEVAUX l'eau potable nécessaire à ses besoins afin d'alimenter la bergerie-chèvrerie avec habitation située au « Plan de la Joux » sur la commune de BONNEVAUX et le bâtiment situé au « Col du Corbier, parcelles N° A 904 et A 905 » appartenant à M. et Mme BEURET sur la commune de LE BIOT, ainsi que la borne à incendie pour couvrir les risques d'incendie des deux bâtiments desservis et la Chapelle du Plan de la Joux à compter du 1^{er} juin 2011, pour une durée de quatre vingt dix neuf années.

Un an avant la date d'expiration, la commune de LE BIOT et la commune de BONNEVAUX conviennent de désigner des représentants qui se rencontreront en vue de définir les modalités de fin de contrat ainsi que, s'il y a lieu, les modalités de poursuite de la livraison d'eau par délibération concordante des deux collectivités.

La présente convention a pour objet de fixer les conditions de participation aux frais d'investissement et à la fourniture et vente de ces cubes d'eau.

Article 2 : Ouvrages concernés

Les fournitures d'eau s'effectueront par l'intermédiaire des ouvrages suivants :

· compteur d'eau et vanne de sectionnement mis en place par la commune de LE BIOT, dans un regard situé au pied du chalet cadastré n° A 2001 situé sur la commune de LE BIOT.

Les ouvrages de production et de transport jusqu'au point de livraison seront exploités en régie par la commune de LE BIOT.

· canalisation en PE diamètre 90 mm appartenant à la commune de BONNEVAUX, passant sur la parcelle A n° 1898, propriété de la commune de BONNEVAUX puis sur les parcelles situées sur la commune de BONNEVAUX n° 1581, 1582, 1583, 1584, 1573, 1574, 1575 et 1576.

· sous compteurs mis en place pour desservir l'habitation de Monsieur et Madame BEURET située sur la commune de LE BIOT et la bergerie-chèvrerie avec habitation de Monsieur VITTOZ ainsi que pour la borne à incendie.

100

fi

A

Ces ouvrages de transport et de comptage seront exploités en régie par la commune de BONNEVAUX.

Article 3 : Dépenses d'investissement

Les travaux de mise en place de ces canalisations et d'entretien de ces canalisations et sous-compteurs sont à la charge de la commune de BONNEVAUX.

Article 4 : Modalités de livraison

En fonctionnement normal, la livraison d'eau entre les deux communes s'effectuera à partir du réservoir de la station de pompage de La Touvière. Elle est gérée directement par la régie de la commune de LE BIOT pour un volume correspondant aux besoins de la commune de BONNEVAUX.

Les volumes transférés seront limités par les autorisations de prélèvement et par les capacités de production du réseau d'eau de la commune de LE BIOT.

Ils seront annuellement de l'ordre de 960 m³ soit une moyenne mensuelle de 80 m³ (soit 2,66m³/jour).

Ces volumes sont indicatifs car la consommation moyenne de la bergerie chèvres n'est pas connue à ce jour. Ils ne comprennent pas les volumes utilisés par l'usage de la borne à incendie lors d'un éventuel incendie dans les abords de celle-ci.

Article 5 : Qualité de l'eau

L'eau livrée devra répondre aux normes fixées pour les eaux destinées à la consommation humaine, définies notamment par le décret n° 89.3 modifié du 3 janvier 1989.

La commune de LE BIOT communiquera à la commune de BONNEVAUX, les résultats des analyses de l'eau prélevée.

Article 6 : Essais, comptage

Les mesures de volumes s'effectueront au moyen du dispositif de comptage situé dans un regard situé au pied du chalet cadastré n° A 2001 dont la commune de LE BIOT assurera l'entretien.

Les relevés se feront une fois par trimestre, les résultats seront transmis à chaque partie.

A la demande de l'une ou l'autre des parties, il sera procédé à un étalonnage du compteur. S'il apparaît que le compteur est non conforme à la réglementation, la commune de LE BIOT doit immédiatement le réparer ou le remplacer. Le volume d'eau livré est alors évalué pour la période de facturation en cours :

. soit sur la base du volume d'eau livré pendant la période de l'année précédente, éventuellement corrigé en tenant compte de l'évolution des consommations d'eau facturées par la commune de BONNEVAUX à ses abonnés lors des années précédentes

fu

fe

17

soit sur la base de toutes justifications qui seront fournies par chacune des deux collectivités.

Article 7 : Prix de vente de l'eau

Les valeurs déterminées ci-dessous sont celles applicables à la mise en service de l'interconnexion.

Le prix fixé pour la fourniture d'eau potable correspond au prix de revient de production. Celui-ci a été calculé et comprend les frais d'énergie, de téléphone, d'analyses, de personnel, de maintenance des ouvrages ainsi que des frais financiers et l'amortissement des installations, déduction faite des subventions reçues.

Ce prix comprend également le montant de la participation au titre de la redevance de préservation des ressources en eau réglée à l'agence Rhône Méditerranée Corse ;

Au 1^{er} juin 2011, le prix est fixé à

- ▲ 1,67 € HT le mètre cube d'eau potable.
- ▲ 5,00 € HT la location du compteur.
- ▲ 125,00 € HT l'abonnement au réseau .

Il ne comprend pas la redevance FNDAE et la participation au FSIREP que la commune de LE BIOT règle directement à l'Etat et au Département.

A chaque changement de prix, la commune de LE BIOT signifiera par courrier à la commune de BONNEVAUX le nouveau tarif qui deviendra applicable au relevé suivant.

Article 8 : Révision du prix

Les prix définis par l'article 7 peuvent être révisés en cas de modification substantielle des conditions de production de l'eau livré.

Les prix sont également révisés lorsque la commune de LE BIOT décide de changer de mode de gestion du service de production d'eau potable, ce qui a pour effet de modifier les composantes du prix de base.

La procédure de révision du prix est entamée à l'initiative de la partie la plus diligente, et se déroule selon les modalités fixées d'un commun accord.

A défaut d'accord dans un délai raisonnable, la procédure prévue à l'article 13 en cas de litige est applicable.

Article 9 : Défaillances

Afin d'assurer pendant toute la durée du présent contrat, la livraison de l'eau à la commune de BONNEVAUX dans les conditions prévues, la commune de LE BIOT s'engage à maintenir constamment en état de fonctionnement normal les ouvrages de production de l'eau ainsi que les ouvrages de transport de l'eau jusqu'au point de livraison.

En cas de défaillance de quelque nature qu'elle soit empêchant la livraison normale de l'eau (impossibilité de fournir les volumes fixés, anomalie persistante de pression, non-conformité de la qualité de l'eau), la commune de LE BIOT devra :

pué

fc

- . a)- informer immédiatement la commune de BONNEVAUX en lui fournissant tous les éléments disponibles sur la situation et son évolution prévisible
- . b)- prendre, s'il y a lieu, toutes les mesures d'urgence nécessaires pour protéger la santé publique,
- . c)- remettre en état de fonctionnement, le plus rapidement possible, ses installations,
- . d)- garantir la commune de BONNEVAUX, si celle-ci le demande parce que sa responsabilité civile est engagée vis-à-vis d'usagers de son service de distribution d'eau potable ou de tiers en raison de la défaillance.

Les alinéas c) et d) ci-dessus ne sont pas applicables lorsque l'origine de la défaillance est étrangère à la commune de LE BIOT (rupture de l'approvisionnement en produits de traitement ou en énergie nécessaire à la production de l'eau, mouvement de grève,...)

La commune de BONNEVAUX supportera toutes interruptions de distribution résultant du tarissement des captages ou forage, ou tout incident sur les canalisations, station de pompage ou réservoir. Elle s'engage à supporter ces interruptions résultants de cas de force majeure, déclarant à l'avance renoncer à toute action contre la commune de LE BIOT et ne réclame aucune indemnité.

Dans le cas où des circonstances quelconques conduiraient à des restrictions de consommation, la commune de BONNEVAUX serait traitée comme les abonnés de la commune de LE BIOT ;

En tout état de cause, chacune des deux collectivités s'engage à se concerter autant que nécessaire, pour assurer les meilleures conditions d'exploitation des ressources, au regard de leurs intérêts et de celui de leurs propres abonnés.

Article 10 : Modalités de paiement

Dès qu'un relevé du compteur a été effectué semestriellement (ou annuellement), la commune de LE BIOT établit une facture qu'elle adresse à la commune de BONNEVAUX ;

Chaque facture présente un calcul détaillé des différentes composantes du prix de l'eau livrée. Toutes justifications utiles sont fournies concernant les valeurs des indices et autres paramètres inclus dans le calcul.

Le paiement devra intervenir dans le délai prévu par les règles de la comptabilité publique à compter de la date de réception de la facture. Dans le même délai, la commune de BONNEVAUX pourra adresser une réclamation dûment motivée à la commune de LE BIOT.

Dès l'expiration du délai, toute somme restant due porte intérêt au taux d'intérêt légal.

Article 11 : Exécution du contrat

La commune de LE BIOT et la commune de BONNEVAUX ont le droit, chacune en ce qui la concerne, soit d'exécuter elles-mêmes les dispositions du présent contrat, soit de les faire exécuter, en tout ou en partie, par un délégataire.

huv
fc
a

A la date de signature de la présente convention :

- la gestion de la production et du transport de l'eau jusqu'au point de livraison est assurée par la commune de LE BIOT
- la responsabilité des achats d'eau destinés à la commune de BONNEVAUX est confiée à son maire.

L'organisation des services de la commune de LE BIOT et de la commune de BONNEVAUX pourra être modifiée à tout moment. Dans ce cas la modification devra être immédiatement notifiée à l'autre cocontractant en précisant les changements qui en résultent pour l'attribution des responsabilités d'exécution de la présente convention. Ces responsabilités seront alors automatiquement transférées au nouvel organisme désigné par la collectivité compétente.

Si une délégation de l'un des services publics concernés intervient, le présent contrat devra obligatoirement être annexé au contrat de délégation, qui devra définir clairement les responsabilités du délégataire pour l'exécution des achats et ventes d'eau.

Article 12 : Résiliation

La présente convention peut être résiliée dans les conditions suivantes :

- à tout moment par accord des deux parties et en particulier si une structure syndicale d'alimentation en eau potable regroupant les communes de LE BIOT et de BONNEVAUX est mise en place.
- au terme de chaque année avec préavis de deux années.
- si l'une des parties, mise en demeure par l'autre d'avoir à remplir dans le mois qui suit les obligations qui résultent de la convention, n'a pas donné une suite favorable à cette demande.
- si la qualité de l'eau fournie n'étant pas conforme aux normes et la santé de la population étant compromise, la commune de LE BIOT n'a pas pris dans le délai approprié les mesures qui lui seront dictées par l'Administration de l'Etat.

Article 13 : Règlement des litiges

Lorsqu'un litige surgira dans l'application de la présente convention, à défaut d'un règlement amiable et avant de recourir à la juridiction compétente, les deux communes s'obligent à demander l'arbitrage d'une commission composée de trois membres :

- le premier est désigné par la commune de LE BIOT
- le second est désigné par la commune de BONNEVAUX
- le troisième est désigné par les deux premiers

A défaut d'accord dans le cadre de la commission sus-visée, tout litige survenant pour l'application du présent contrat pourra être soumis par la partie la plus diligente au tribunal administratif de GRENObLE.

Fait à LE BIOT,

Le 9/9/2011

Le Maire,
Henri VICTOR FOURNIER



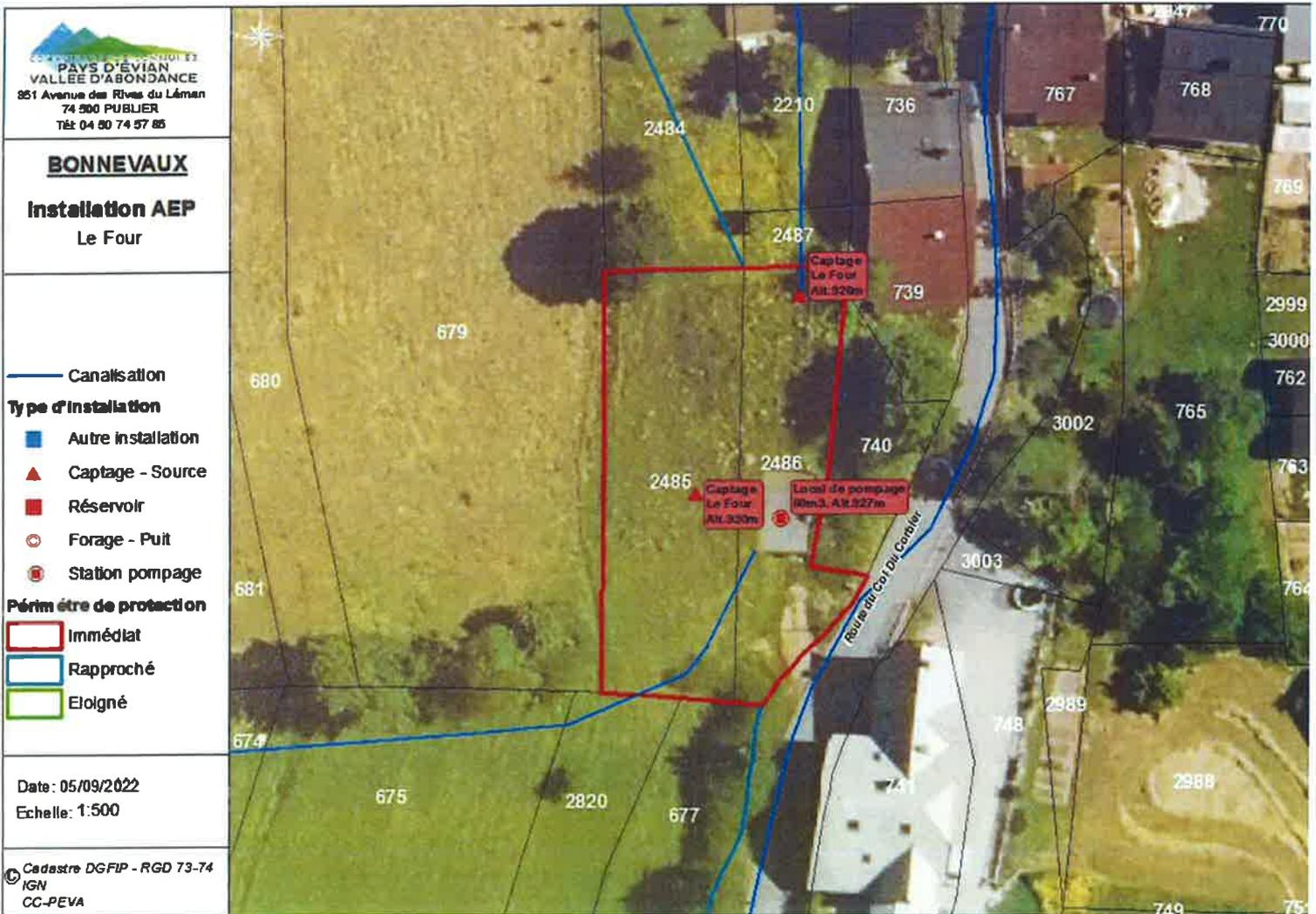
Fait à BONNEVAUX,

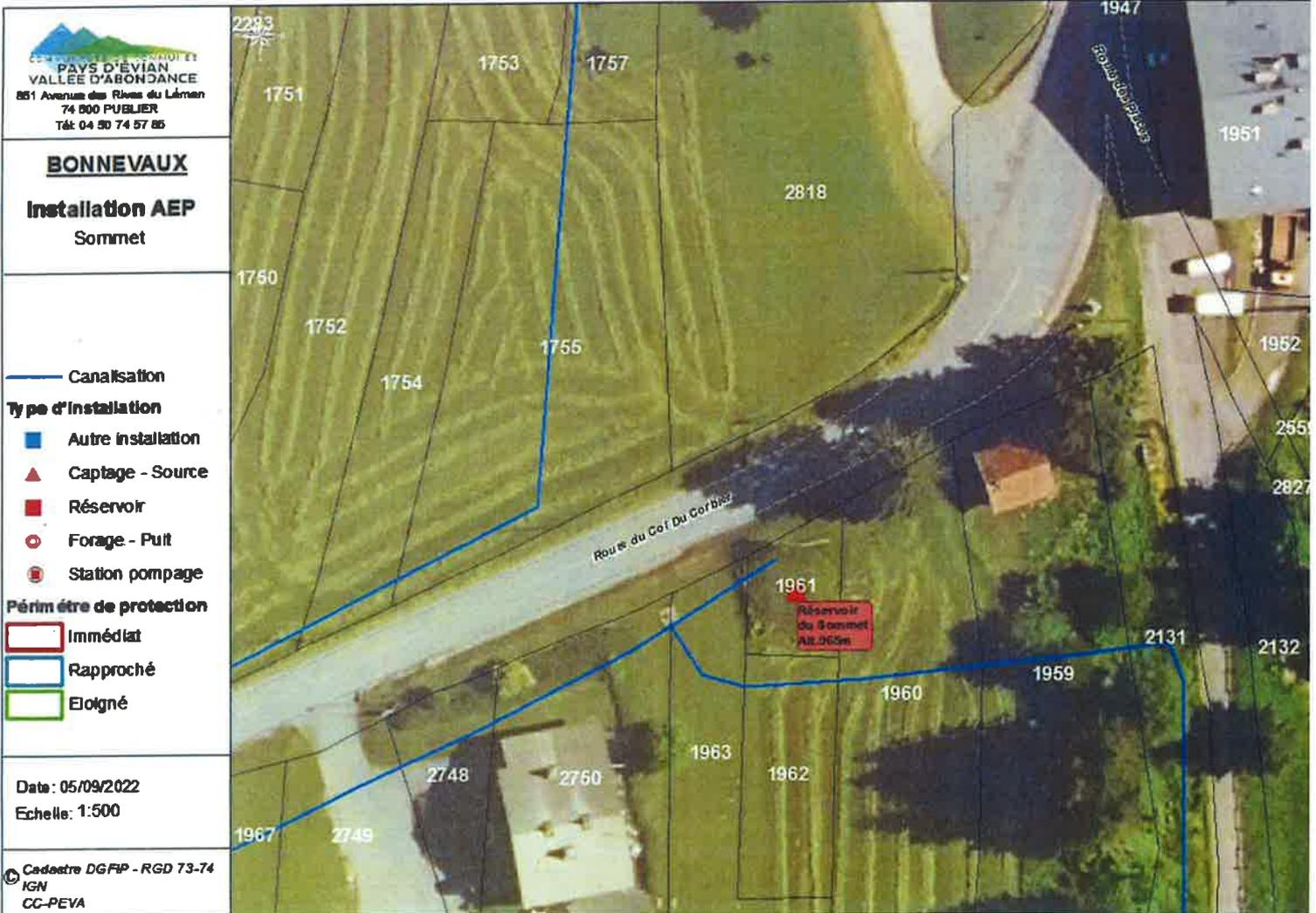
Le 9/9/2011

Le Maire,
Gérard COLOMER









PAYS D'ÉVIAN
VALLÉE D'ABONDANCE
 851 Avenue des Rives du Leman
 74 800 PUBLIER
 Tél: 04 50 74 57 85

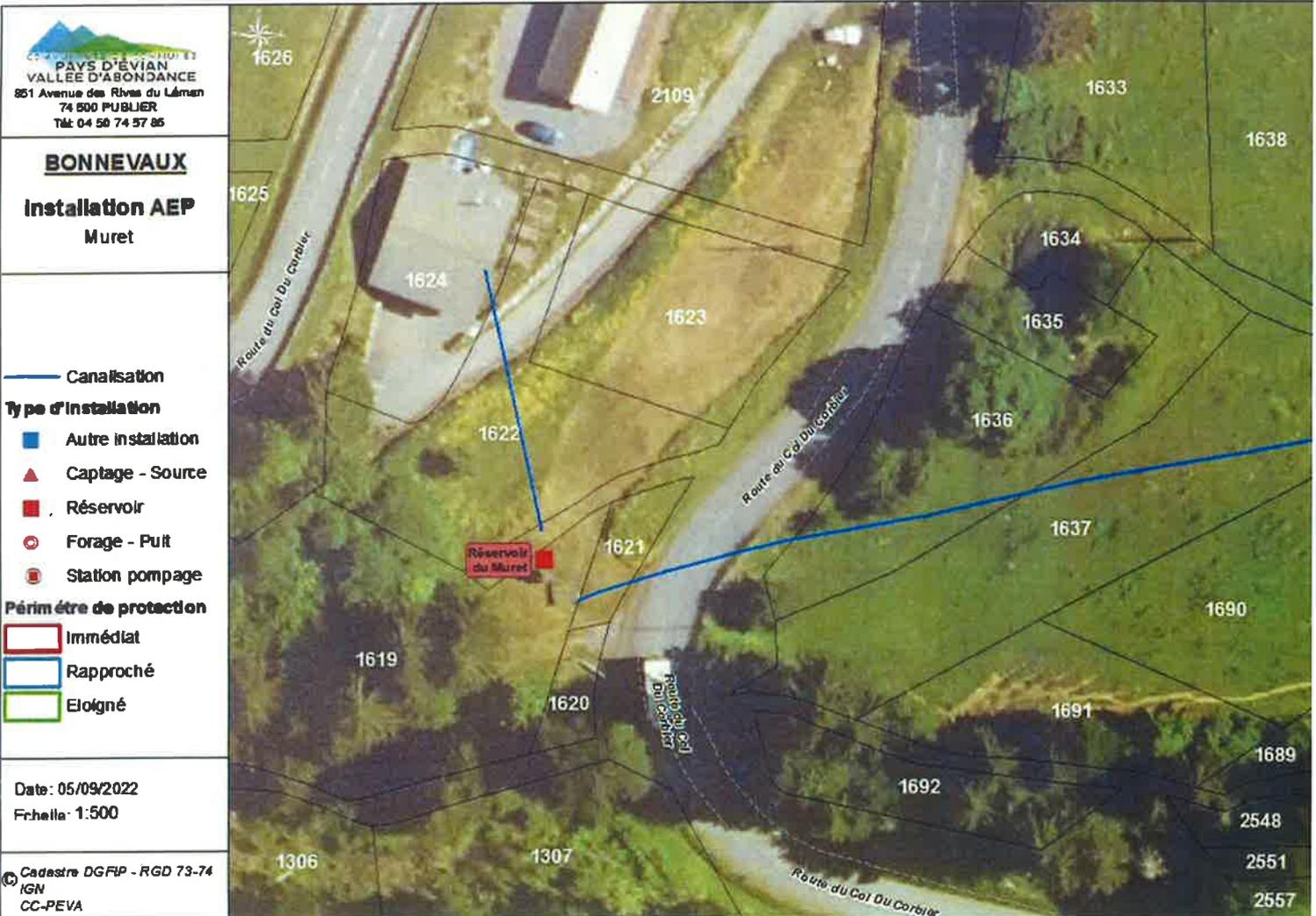
BONNEVAUX
Installation AEP
 Sommet

- Type d'Installation**
- Canalisation
 - Autre installation
 - Captage - Source
 - Réservoir
 - Forage - Puit
 - Station pompage

- Périmètre de protection**
- Immédiat
 - Rapproché
 - Eloigné

Date : 05/09/2022
 Echelle : 1:500

© Cadastre DGFIP - RGD 73-74
 IGN
 CC-PEVA




PAYS D'ÉVIAN
VALLÉE D'ABONDANCE
 851 Avenue des Rives du Léman
 74 500 PUBLIER
 Tél 04 50 74 57 85

BONNEVAUX
Installation AEP
 Muret

- Canalisation
- Type d'Installation**
- Autre installation
- ▲ Captage - Source
- Réservoir
- Forage - Puit
- Station pompage
- Périmètre de protection**
- Immédiat
- Rapproché
- Éloigné

Date: 05/09/2022
 Echelle: 1:500

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE DE BONNEVAUX N° 2022-034



Nombre de membres :
- afférents au conseil municipal : 11
- en exercice : 11
- qui ont pris part à la délibération : 10
Séance du : 25 novembre 2022
Date de convocation : 18 novembre 2022

L'an deux mille vingt-deux, et vingt-cinq novembre à 19h00, le conseil municipal de cette commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de **Monsieur COLOMER Gérard, Maire**.

Présents : COLOMER Gérard, ADAM Dominique, CETTOUR-BARON Patrick, AINOUX Sébastien, CETTOUR Valérie, MAMEAUX Isabelle, MAULAZ Catherine, VINETTE Brigitte, VITTOZ Sébastien.

Absents excusés : M. CETTOUR-CAVE Michel, M. FOLLINET Daniel.

Absents :

Secrétaire de séance : M. CETTOUR-BARON Patrick.

Monsieur CETTOUR-CAVE Michel a donné pouvoir à Madame ADAM Dominique pour voter en son nom.

PV DE MISE A DISPOSITION DE BIENS POUR LA COMPETENCE EAU POTABLE

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 1321-1 à L. 1321-5 fixant les modalités de mise à disposition des biens en cas de transfert de compétences ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 10/04/2020 approuvant la modification des statuts de la CCPVA avec la prise de compétence eau potable au 01/01/2021

Vu le procès-verbal annexé ;

Considérant que le Code Général des Collectivités Territoriales prévoit, la mise à disposition de plein droit, sans transfert de propriété, des biens meubles et immeubles nécessaires à l'exercice de la compétence eau potable ;

Considérant qu'il convient de constater contradictoirement, par l'établissement d'un procès-verbal, la mise à disposition des biens meubles et immeubles, en matière d'eau potable, de la commune de Bonnevaux à la CCPVA.

Il est donc proposé au Conseil Municipal d'approuver les termes de ce procès-verbal conclu avec la CCPEVA ainsi que d'autoriser Monsieur le Maire à signer ce procès-verbal

Le Conseil Municipal, après avoir délibéré et à la majorité :

- ▶ approuve le procès-verbal de mise à disposition entre la CCPEVA et la commune de Bonnevaux des biens meubles et immeubles nécessaires à l'exercice de la compétence eau ;
- ▶ autorise le Maire à signer le procès-verbal de transfert entre la CCPEVA et la commune de Bonnevaux.

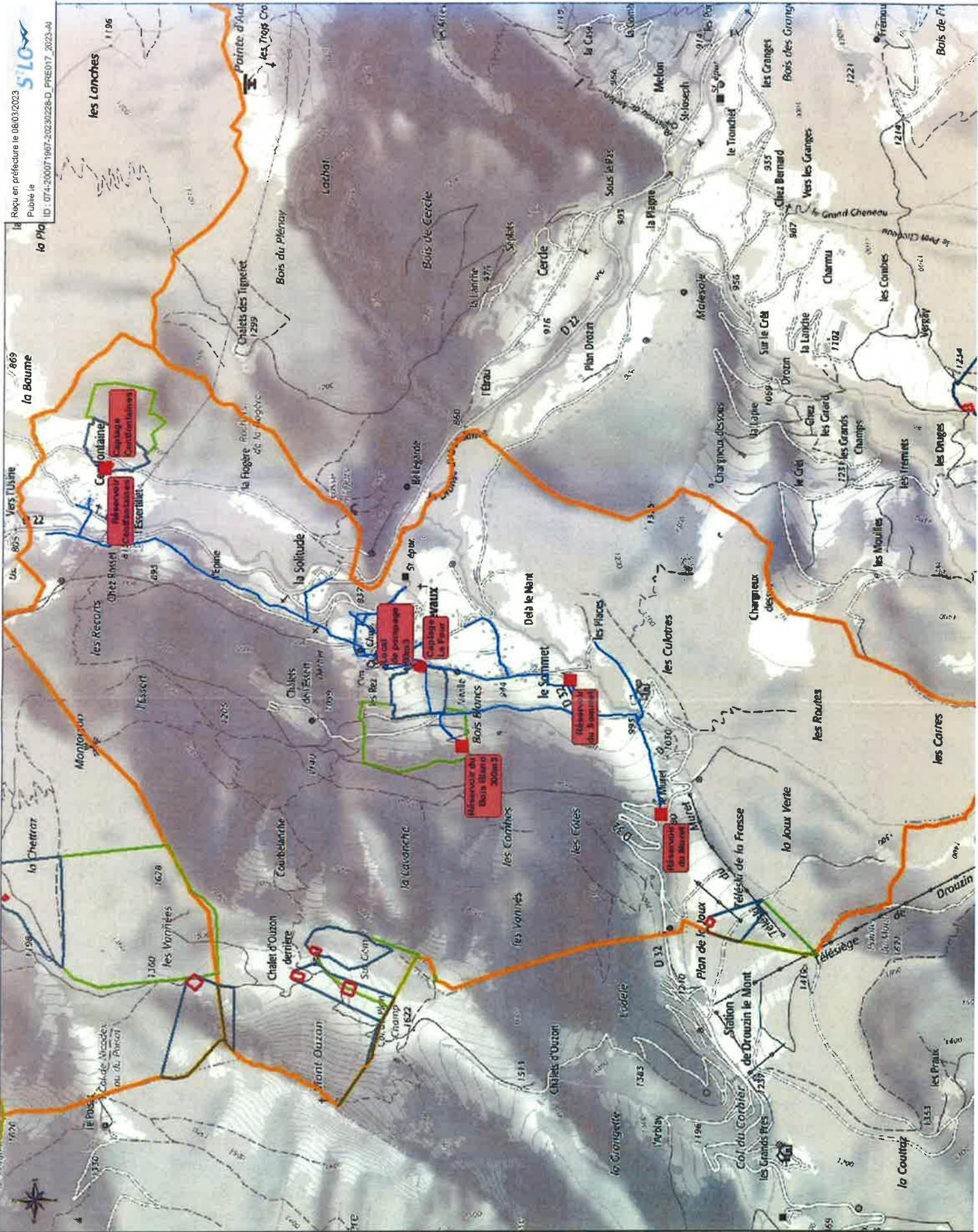
Reçu à la Sous-Préfecture
de MIGNON-LES-BAINS le

27 DEC. 2022

Fait à BONNEVAUX, le 5 décembre 2022
Le Maire, COLOMER Gérard.

Le secrétaire de séance,
M. CETTOUR-BARON Patrick





MAIRIE DE BONNEVAUX
PAYS D'ABONDANCE
VALLEE D'ABONDANCE
351 Avenue des Rives du Léman
74 500 PUBLIER
TÉL 04 50 74 87 85

BONNEVAUX
Installation AEP

- Type d'installation**
- Autre installation
 - ▲ Captage - Source
 - Réservoir
 - Forage - Puit
 - Station pompage
 - Canalisation
- Périmètre de protection**
- Immédiat
 - Rapproché
 - Eloigné
- Limite communale**
-

Date: 05/09/2022
Echelle: 1:15 000

ANNEXE PV MISE A DISPOSITIONNEAU BONNEVAUX VERS COPEVA BA EAU

| BIENS | Compte BA Enduit | Compte CPEVA Eau | Compte Commune | N° INVENTAIRE | N° INVENTAIRE CPEVA | DÉSIGNATION DU BIEN | DATE ACQUISITION | DURÉE AMORTISSEMENT | VALEUR BRUTE | AMORTISSEMENTS | VALEUR NETTE |
|-------|------------------|------------------|----------------|----------------------|--------------------------|--|------------------|---------------------|--------------|----------------|--------------|
| 203 | 2031 | 2087 | 2087 | Capillage1 | BON Capillage1 | BON HONORAIRES POUR TRAVAUX CAPTAGE | 02/09/2004 | 0 an(s) | 1 117,30 | 0,00 | 1 117,30 |
| 203 | 2031 | 2087 | 2087 | Extension réseau | BON Extension réseau | BON EXTENSION DU RESEAU | 15/01/2007 | 0 an(s) | 4 125,00 | 0,00 | 4 125,00 |
| 203 | 2031 | 2087 | 2087 | 9000062722315 | BON 9000062722315 | BON MANDAT -38-1-2009-FA N 2009-107798 du 13/10/09-Cabinet BIRRAUX | 17/12/2009 | 0 an(s) | 7 271,68 | 0,00 | 7 271,68 |
| 203 | 2031 | 2087 | 2087 | 90000763610515 | BON 90000763610515 | BON MANDAT -1-1-2010-FA N 1001011 du 01/01/2010-SCP BARNOUD ET TROMBERT | 12/02/2010 | 0 an(s) | 1 495,00 | 0,00 | 1 495,00 |
| 203 | 2031 | 2087 | 2087 | 90000992751715 | BON 90000992751715 | BON MANDAT -5-1-2010-FA N 02FA20100019 du 04/02/10-SEHDS | 11/05/2010 | 0 an(s) | 5 513,99 | 0,00 | 5 513,99 |
| 203 | 2031 | 2087 | 2087 | 90001404686315 | BON 90001404686315 | BON MANDAT -27-1-2010-FA N 02FA20100252 du 17/09/10-SEHDS | 13/10/2010 | 0 an(s) | 4 821,24 | 0,00 | 4 821,24 |
| 203 | 2031 | 2087 | 2087 | 90001684676215 | BON 90001684676215 | BON MANDAT -48-1-2010-Tire ex culture n 353-PAYEUR DEPARTEMENTAL H.S. | 31/12/2010 | 0 an(s) | 1 800,00 | 0,00 | 1 800,00 |
| 203 | 2031 | 2087 | 2087 | 90001902028215 | BON 90001902028215 | BON MANDAT -5-2-2011-FA N 03FA20110011 du 26/01-SEHDS | 15/04/2011 | 0 an(s) | 116,34 | 0,00 | 116,34 |
| 203 | 2031 | 2087 | 2087 | 90002581973115 | BON 90002581973115 | BON MANDAT -10-1-2012-Tire 3832011 du 16/12/11-RDA | 24/02/2012 | 0 an(s) | 1 800,00 | 0,00 | 1 800,00 |
| 203 | 2031 | 2087 | 2087 | 90002581973115 | BON 90002581973115 | BON MANDAT -11-1-2012-Tire 4162011 du 20/12/11-RDA | 24/02/2012 | 0 an(s) | 3 625,00 | 0,00 | 3 625,00 |
| 203 | 2031 | 2087 | 2087 | 90003101177415 | BON 90003101177415 | BON ETUDE DIAG DU RESEAU AEP | 21/12/2012 | 0 an(s) | 6 403,00 | 0,00 | 6 403,00 |
| 203 | 2031 | 2087 | 2087 | 90003242671215 | BON 90003242671215 | BON SOLDE ETUDE DIAGNOSTIC RESEAU D EAU | 29/03/2013 | 0 an(s) | 2 600,00 | 0,00 | 2 600,00 |
| 203 | 2031 | 2087 | 2087 | 90003774252415 | BON 90003774252415 | BON BORNAGE CAPTAGE | 28/04/2014 | 0 an(s) | 1 447,20 | 0,00 | 1 447,20 |
| 203 | Résultat | | | | | BON NUMERISATION RESEAU D EAU | 17/10/2016 | 0 an(s) | 42 136,76 | 0,00 | 42 136,76 |
| 2051 | 2051 | 2087 | 2087 | 90004715451315 | BON 90004715451315 | BON REBORNAGE LIMITES | 22/10/2015 | 0 an(s) | 2 900,00 | 0,00 | 2 900,00 |
| 211 | 2111 | 2171 | 2171 | SCP BARNOUD TROMBERT | BON SCP BARNOUD TROMBERT | BON MANDAT -23-1-2009-Achat de terrain "Les Fenils"-MAITRE CHAUVET BRUNO | 08/12/2009 | 0 an(s) | 479,50 | 0,00 | 479,50 |
| 211 | 2111 | 2171 | 2171 | 90000585986115 | BON 90000585986115 | BON MANDAT -24-1-2009-Achat de terrain "Les Fenils"-MAITRE CHAUVET BRUNO | 08/12/2009 | 0 an(s) | 7 172,50 | 0,00 | 7 172,50 |
| 211 | 2111 | 2171 | 2171 | 90000585986215 | BON 90000585986215 | BON MANDAT -25-1-2009-Achat de terrain "Les Fenils"-MAITRE CHAUVET BRUNO | 08/12/2009 | 0 an(s) | 3 874,50 | 0,00 | 3 874,50 |
| 211 | 2111 | 2171 | 2171 | 90000585986315 | BON 90000585986315 | BON MANDAT -26-1-2009-Achat de terrain "Les Fenils"-MAITRE CHAUVET BRUNO | 08/12/2009 | 0 an(s) | 1 423,00 | 0,00 | 1 423,00 |
| 211 | 2111 | 2171 | 2171 | 90000783610415 | BON 90000783610415 | BON MANDAT -31-1-2010-Etat de frais du 06/01/2010-MAITRE CHAUVET BRUNO | 12/02/2010 | 0 an(s) | 960,00 | 0,00 | 960,00 |
| 211 | 2111 | 2171 | 2171 | 90000783610615 | BON 90000783610615 | BON MANDAT -41-1-2010-Etat de frais du 06/01/2010-MAITRE CHAUVET BRUNO | 12/02/2010 | 0 an(s) | 541,20 | 0,00 | 541,20 |
| 211 | 2111 | 2171 | 2171 | 90000783610715 | BON 90000783610715 | BON MANDAT -42-1-2010-Etat de frais du 06/01/2010-MAITRE CHAUVET BRUNO | 12/02/2010 | 0 an(s) | 421,83 | 0,00 | 421,83 |
| 211 | 2111 | 2171 | 2171 | 90000783610815 | BON 90000783610815 | BON MANDAT -43-1-2010-Etat de frais du 06/01/2010-MAITRE CHAUVET BRUNO | 12/02/2010 | 0 an(s) | 1 467,00 | 0,00 | 1 467,00 |
| 211 | 2111 | 2171 | 2171 | 90001078800615 | BON 90001078800615 | BON MANDAT -44-1-2010-Acte notarié du 24/08/2010-MAITRE CHAUVET BRUNO | 08/09/2010 | 0 an(s) | 387,34 | 0,00 | 387,34 |
| 211 | 2111 | 2171 | 2171 | 90001404686415 | BON 90001404686415 | BON MANDAT -28-1-2011-Etat de frais du 21/02/2011-MAITRE CHAUVET BRUNO | 13/10/2010 | 0 an(s) | 24,00 | 0,00 | 24,00 |
| 211 | 2111 | 2171 | 2171 | 90001902028015 | BON 90001902028015 | BON MANDAT -6-1-2011-Etat de frais du 21/02/2011-MAITRE CHAUVET BRUNO | 19/04/2011 | 0 an(s) | 420,11 | 0,00 | 420,11 |
| 211 | 2111 | 2171 | 2171 | 90001902391915 | BON 90001902391915 | BON MANDAT -29-1-2011-Indemnité et expropriation pour-BLANC ROBERT | 29/05/2011 | 0 an(s) | 39,00 | 0,00 | 39,00 |
| 211 | 2111 | 2171 | 2171 | 90002030879015 | BON 90002030879015 | BON MANDAT -29-1-2011-Indemnité et expropriation pour-BLANC ROBERT | 29/05/2011 | 0 an(s) | 33,54 | 0,00 | 33,54 |
| 211 | 2111 | 2171 | 2171 | 90002030879115 | BON 90002030879115 | BON MANDAT -29-1-2011-Indemnité et expropriation pour-BLANC ROBERT | 29/05/2011 | 0 an(s) | 33,54 | 0,00 | 33,54 |
| 211 | 2111 | 2171 | 2171 | 90002030879215 | BON 90002030879215 | BON MANDAT -29-1-2011-Indemnité et expropriation pour-BLANC ROBERT | 29/05/2011 | 0 an(s) | 39,55 | 0,00 | 39,55 |
| 211 | 2111 | 2171 | 2171 | 90002030879315 | BON 90002030879315 | BON MANDAT -29-1-2011-Indemnité et expropriation pour-BLANC ROBERT | 29/05/2011 | 0 an(s) | 18,39 | 0,00 | 18,39 |
| 211 | 2111 | 2171 | 2171 | 90002030879415 | BON 90002030879415 | BON MANDAT -29-1-2011-Indemnité et expropriation pour-BLANC ROBERT | 29/05/2011 | 0 an(s) | 5,77 | 0,00 | 5,77 |
| 211 | 2111 | 2171 | 2171 | 90002030879515 | BON 90002030879515 | BON MANDAT -24-1-2011-Indemnité et expropriation pour-BLANC ROBERT | 29/05/2011 | 0 an(s) | 4,19 | 0,00 | 4,19 |
| 211 | 2111 | 2171 | 2171 | 90002030879615 | BON 90002030879615 | BON MANDAT -24-1-2011-Indemnité et expropriation pour-BLANC ROBERT | 29/05/2011 | 0 an(s) | 33,54 | 0,00 | 33,54 |
| 211 | 2111 | 2171 | 2171 | 90002030879715 | BON 90002030879715 | BON MANDAT -24-1-2011-Indemnité et expropriation pour-BLANC ROBERT | 29/05/2011 | 0 an(s) | 39,55 | 0,00 | 39,55 |
| 211 | 2111 | 2171 | 2171 | 90002030879815 | BON 90002030879815 | BON MANDAT -24-1-2011-Indemnité et expropriation pour-BLANC ROBERT | 29/05/2011 | 0 an(s) | 18,39 | 0,00 | 18,39 |
| 211 | 2111 | 2171 | 2171 | 90002030879915 | BON 90002030879915 | BON MANDAT -24-1-2011-Indemnité et expropriation pour-BLANC ROBERT | 29/05/2011 | 0 an(s) | 5,77 | 0,00 | 5,77 |
| 211 | 2111 | 2171 | 2171 | 90002030880015 | BON 90002030880015 | BON MANDAT -34-1-2011-Indemnité et expropriation pour-DELAVAY L'IRA | 29/05/2011 | 0 an(s) | 4,19 | 0,00 | 4,19 |
| 211 | 2111 | 2171 | 2171 | 90002030880115 | BON 90002030880115 | BON MANDAT -27-1-2011-Indemnité et expropriation pour-BLANC MAURICE | 29/05/2011 | 0 an(s) | 33,54 | 0,00 | 33,54 |
| 211 | 2111 | 2171 | 2171 | 90002030880215 | BON 90002030880215 | BON MANDAT -27-1-2011-Indemnité et expropriation pour-BLANC MAURICE | 29/05/2011 | 0 an(s) | 33,54 | 0,00 | 33,54 |
| 211 | 2111 | 2171 | 2171 | 90002030880315 | BON 90002030880315 | BON MANDAT -27-1-2011-Indemnité et expropriation pour-BLANC MAURICE | 29/05/2011 | 0 an(s) | 33,54 | 0,00 | 33,54 |
| 211 | 2111 | 2171 | 2171 | 90002030880415 | BON 90002030880415 | BON MANDAT -27-1-2011-Indemnité et expropriation pour-BLANC MAURICE | 29/05/2011 | 0 an(s) | 33,54 | 0,00 | 33,54 |
| 211 | 2111 | 2171 | 2171 | 90002030880515 | BON 90002030880515 | BON MANDAT -27-1-2011-Indemnité et expropriation pour-BLANC MAURICE | 29/05/2011 | 0 an(s) | 33,54 | 0,00 | 33,54 |
| 211 | 2111 | 2171 | 2171 | 90002030880615 | BON 90002030880615 | BON MANDAT -27-1-2011-Indemnité et expropriation pour-BLANC MAURICE | 29/05/2011 | 0 an(s) | 33,54 | 0,00 | 33,54 |
| 211 | 2111 | 2171 | 2171 | 90002030880715 | BON 90002030880715 | BON MANDAT -27-1-2011-Indemnité et expropriation pour-BLANC MAURICE | 29/05/2011 | 0 an(s) | 33,54 | 0,00 | 33,54 |
| 211 | 2111 | 2171 | 2171 | 90002030880815 | BON 90002030880815 | BON MANDAT -27-1-2011-Indemnité et expropriation pour-BLANC MAURICE | 29/05/2011 | 0 an(s) | 33,54 | 0,00 | 33,54 |
| 211 | 2111 | 2171 | 2171 | 90002030880915 | BON 90002030880915 | BON MANDAT -27-1-2011-Indemnité et expropriation pour-BLANC MAURICE | 29/05/2011 | 0 an(s) | 33,54 | 0,00 | 33,54 |
| 211 | 2111 | 2171 | 2171 | 90002030881015 | BON 90002030881015 | BON MANDAT -27-1-2011-Indemnité et expropriation pour-BLANC MAURICE | 29/05/2011 | 0 an(s) | 33,54 | 0,00 | 33,54 |
| 211 | 2111 | 2171 | 2171 | 90002030881115 | BON 90002030881115 | BON MANDAT -27-1-2011-Indemnité et expropriation pour-BLANC MAURICE | 29/05/2011 | 0 an(s) | 33,54 | 0,00 | 33,54 |
| 211 | 2111 | 2171 | 2171 | 90002030881215 | BON 90002030881215 | BON MANDAT -27-1-2011-Indemnité et expropriation pour-BLANC MAURICE | 29/05/2011 | 0 an(s) | 33,54 | 0,00 | 33,54 |
| 211 | 2111 | 2171 | 2171 | 90002030881315 | BON 90002030881315 | BON MANDAT -27-1-2011-Indemnité et expropriation pour-BLANC MAURICE | 29/05/2011 | 0 an(s) | 33,54 | 0,00 | 33,54 |
| 211 | 2111 | 2171 | 2171 | 90002030881415 | BON 90002030881415 | BON MANDAT -27-1-2011-Indemnité et expropriation pour-BLANC MAURICE | 29/05/2011 | 0 an(s) | 33,54 | 0,00 | 33,54 |
| 211 | 2111 | 2171 | 2171 | 90002030881515 | BON 90002030881515 | BON MANDAT -27-1-2011-Indemnité et expropriation pour-BLANC MAURICE | 29/05/2011 | 0 an(s) | 33,54 | 0,00 | 33,54 |
| 211 | 2111 | 2171 | 2171 | 90002030881615 | BON 90002030881615 | BON MANDAT -27-1-2011-Indemnité et expropriation pour-BLANC MAURICE | 29/05/2011 | 0 an(s) | 33,54 | 0,00 | 33,54 |
| 211 | 2111 | 2171 | 2171 | 90002030881715 | BON 90002030881715 | BON MANDAT -27-1-2011-Indemnité et expropriation pour-BLANC MAURICE | 29/05/2011 | 0 an(s) | 33,54 | 0,00 | 33,54 |
| 211 | 2111 | 2171 | 2171 | 90002030881815 | BON 90002030881815 | BON MANDAT -27-1-2011-Indemnité et expropriation pour-BLANC MAURICE | 29/05/2011 | 0 an(s) | 33,54 | 0,00 | 33,54 |
| 211 | 2111 | 2171 | 2171 | 90002030881915 | BON 90002030881915 | BON MANDAT -27-1-2011-Indemnité et expropriation pour-BLANC MAURICE | 29/05/2011 | 0 an(s) | 33,54 | 0,00 | 33,54 |
| 211 | 2111 | 2171 | 2171 | 90002030882015 | BON 90002030882015 | BON MANDAT -27-1-2011-Indemnité et expropriation pour-BLANC MAURICE | 29/05/2011 | 0 an(s) | 33,54 | 0,00 | 33,54 |
| 211 | 2111 | 2171 | 2171 | 90002030882115 | BON 90002030882115 | BON MANDAT -27-1-2011-Indemnité et expropriation pour-BLANC MAURICE | 29/05/2011 | 0 an(s) | 33,54 | 0,00 | 33,54 |
| 211 | 2111 | 2171 | 2171 | 90002030882215 | BON 90002030882215 | BON MANDAT -27-1-2011-Indemnité et expropriation pour-BLANC MAURICE | 29/05/2011 | 0 an(s) | 33,54 | 0,00 | 33,54 |
| 211 | 2111 | 2171 | 2171 | 90002030882315 | BON 90002030882315 | BON MANDAT -27-1-2011-Indemnité et expropriation pour-BLANC MAURICE | 29/05/2011 | 0 an(s) | 33,54 | 0,00 | 33,54 |
| 211 | 2111 | 2171 | 2171 | 90002030882415 | BON 90002030882415 | BON MANDAT -27-1-2011-Indemnité et expropriation pour-BLANC MAURICE | 29/05/2011 | 0 an(s) | 33,54 | 0,00 | 33,54 |
| 211 | 2111 | 2171 | 2171 | 90002030882515 | BON 90002030882515 | BON MANDAT -27-1-2011-Indemnité et expropriation pour-BLANC MAURICE | 29/05/2011 | 0 an(s) | 33,54 | 0,00 | 33,54 |
| 211 | 2111 | 2171 | 2171 | 90002030882615 | BON 90002030882615 | BON MANDAT -27-1-2011-Indemnité et expropriation pour-BLANC MAURICE | 29/05/2011 | 0 an(s) | 33,54 | 0,00 | 33,54 |
| 211 | 2111 | 2171 | 2171 | 90002030882715 | BON 90002030882715 | BON MANDAT -27-1-2011-Indemnité et expropriation pour-BLANC MAURICE | 29/05/2011 | 0 an(s) | 33,54 | 0,00 | 33,54 |
| 211 | 2111 | 2171 | 2171 | 90002030882815 | BON 90002030882815 | BON MANDAT -27-1-2011-Indemnité et expropriation pour-BLANC MAURICE | 29/05/2011 | 0 an(s) | 33,54 | 0,00 | 33,54 |
| 211 | 2111 | 2171 | 2171 | 90002030882915 | | | | | | | |

Décision de Madame la Présidente

018-2023 - AFFAIRES JURIDIQUES – DOMANIALITE : Convention de servitude sur la parcelle cadastrée section C, n°487, sur la commune de Vacheresse

VU l'article 5211-10 du Code général des collectivités territoriales permettant de déléguer un certain nombre de pouvoirs à Mme la Présidente et au Bureau,

VU la délégation accordée à la Présidente par délibérations du Conseil Communautaire du 30 juillet 2020, du 6 décembre 2021 et du 3 octobre 2022,

Considérant le projet d'aménagement de l'itinéraire cyclo-pédestre des bords de Dranse, de Châtel à Chevenoz, nécessitant de demander aux propriétaires des parcelles concernées par le tracé, soit la constitution d'une servitude de passage, soit l'acquisition de la parcelle,

Considérant que la parcelle cadastrée en section C, n°487, lieudit « Les Bossettes » sur la commune de Vacheresse, appartenant à M. François TUPIN, concernée par le tracé, doit faire l'objet d'une servitude réelle et perpétuelle de passage qui s'exercera en tout temps pour le passage du public à pied, à vélo et des engins d'entretien,

Considérant la convention pour constitution d'une servitude de passage conclue par acte sous-seings privés entre M. François TUPIN et la Communauté de communes pays d'Évian - vallée d'Abondance, qui doit être réitérée par acte authentique,

Madame la Présidente de la communauté de communes pays d'Évian - vallée d'Abondance :

- **CONSENT et ACCEPTE la constitution d'une servitude de passage réelle, perpétuelle et en tout temps, au profit de la Communauté de communes pays d'Évian - vallée d'Abondance, sur la parcelle cadastrée en section C, n°487, lieudit « Les Bossettes » sur la commune de Vacheresse, appartenant à M. François TUPIN.
Cette servitude de passage s'exercera sur une largeur de 3 mètres et une longueur de 60 mètres, et selon les termes de l'acte authentique.**
- **APPROUVE la passation d'un acte notarié pour l'établissement de cette servitude, auprès de l'Office notarial situé à Abondance, et l'inscription au Service de la publicité foncière compétent.**
- **ACCEPTE de verser au propriétaire une indemnité fixée soixante euros (60,00 €) à titre de compensation définitive de la servitude.**
- **SIGNE toutes les pièces nécessaires à la conclusion de l'acte et de sa mise en œuvre.**

La présente décision peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, d'un recours gracieux auprès de Madame la Présidente de la communauté de communes pays d'Évian – vallée d'Abondance, ou d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Grenoble.



Josiane LEI

Présidente de la communauté de communes
pays d'Évian - vallée d'Abondance
Maire d'ÉVIAN-LES-BAINS
Conseillère départementale du canton d'Évian

Reçu en Sous-Préfecture, le 08/03/2023

Mise en ligne le 09/03/2023

019 – 2023 - AFFAIRES JURIDIQUES – DOMANIALITE : Convention de servitude sur les parcelles cadastrées section OD n°848-918-919-2987 et section OE n°2715, sur la commune d'ABONDANCE

VU l'article 5211-10 du Code général des collectivités territoriales permettant de déléguer un certain nombre de pouvoirs à Mme la Présidente et au Bureau,

VU la délégation accordée à la Présidente par délibérations du Conseil Communautaire du 30 juillet 2020, du 6 décembre 2021 et du 3 octobre 2022,

Considérant le projet d'aménagement de l'itinéraire cyclo-pédestre des bords de Dranse, de Châtel à Chevenoz, nécessitant de demander aux propriétaires des parcelles concernées par le tracé, soit la constitution d'une servitude de passage, soit l'acquisition de la parcelle,

Considérant que les parcelles cadastrées en section OD n°848-918-919-2987 et section OE n°2715, lieudit « Les granges » et « bois d'offaz » sur la commune d'Abondance, appartenant à Madame Armelle BENAND épouse DEVILLE, concernées par le tracé, doivent faire l'objet d'une servitude réelle et perpétuelle de passage qui s'exercera en tout temps pour le passage du public à pied, à vélo et des engins d'entretien,

Considérant la convention pour constitution d'une servitude de passage conclue par acte sous-seings privés entre Madame Armelle BENAND épouse DEVILLE et la Communauté de communes pays d'Évian - vallée d'Abondance, qui doit être réitérée par acte authentique,

Madame la Présidente de la communauté de communes pays d'Évian - vallée d'Abondance :

- **CONSENT et ACCEPTE la constitution d'une servitude de passage réelle, perpétuelle et en tout temps, au profit de la OD n°848-918-919-2987 et section OE n°2715, lieudit « Les granges » et « bois d'offaz » sur la commune d'Abondance appartenant à Madame Armelle BENAND épouse DEVILLE**
 - **Sur la parcelle cadastrée section OD n° 848 : la servitude de passage s'exercera sur une largeur de 3 mètres et une longueur de 15 mètres,**
 - **Sur la parcelle cadastrée section OD n°918 : la servitude de passage s'exercera sur une largeur de 3 mètres et une longueur de 10 mètres,**
 - **Sur la parcelle cadastrée section OD n° 919 : la servitude de passage s'exercera sur une largeur de 3 mètres et une longueur de 8 mètres,**
 - **Sur la parcelle cadastrée section OD n°2987 : la servitude de passage s'exercera sur une largeur de 3 mètres et une longueur de 145 mètres,**
 - **Sur la parcelle cadastrée section OE n° 2715 : la servitude de passage s'exercera sur une largeur de 3 mètres et une longueur de 14 mètres,**

Et selon les termes de l'acte authentique.

- **APPROUVE** la passation d'un acte notarié pour l'établissement de cette servitude, auprès de l'Office notarial situé à Abondance, et l'inscription au Service de la publicité foncière compétent,
- **ACCEPTE** de verser au propriétaire une indemnité fixée à cent quatre-vingt-douze euro (192,00 €) à titre de compensation définitive de la servitude,
- **SIGNE** toutes les pièces nécessaires à la conclusion de l'acte et de sa mise en œuvre.

La présente décision peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, d'un recours gracieux auprès de Madame la Présidente de la communauté de communes pays d'Évian – vallée d'Abondance, ou d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Grenoble.



Josiane LEI

Présidente de la communauté de communes
pays d'Évian - vallée d'Abondance
Maire d'ÉVIAN-LES-BAINS
Conseillère départementale du canton d'Évian

Reçu en Sous-Préfecture, le *15 mars 2023*
Mise en ligne le *16 mars 2023*

020 – 2023 - SOLIDARITE ET COHESION SOCIALE - RELAIS PETITE ENFANCE :
Contractualisation avec un prestataire pour l'organisation d'un spectacle à l'occasion de
l'ouverture de la semaine nationale de la petite enfance.

VU l'article 5211-10 du Code général des collectivités territoriales permettant de déléguer un certain nombre de pouvoirs à Mme la Présidente et au Bureau,

VU la délégation accordée à la Présidente par délibérations du Conseil Communautaire du 30 juillet 2020, du 6 décembre 2021 et du 3 octobre 2022,

Considérant que pour la deuxième année consécutive, le relais petite enfance de la communauté de commune Pays d'Evian-Vallée d'Abondance participe à l'événement national de la semaine de la petite enfance, soutenu par la Caisse d'Allocation Familiales du 18 au 24 mars 2023.

A l'occasion de l'ouverture de cette semaine, la compagnie SALTIMBANQUE DE BOURGOGNE sera présente sur notre territoire le samedi 18 mars matin pour un spectacle « La Musique Du jardin », animation orientée sur le développement durable et l'écologie.

Considérant la proposition de contrat de la compagnie SALTIMBANQUE DE BOURGOGNE, précisant les termes de sa venue,

Madame la Présidente de la Communauté de communes pays d'Evian – vallée d'Abondance :

- **APPROUVE la signature du contrat avec la compagnie SALTIMBANQUE DE BOURGOGNE, pour permettre la mise en place de ce spectacle le 18 mars 2023.**
- **Le montant de la prestation s'élève à 720,00 € HT soit 759,60 € TTC.**

La présente décision peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, d'un recours gracieux auprès de Madame la Présidente de la communauté de communes pays d'Evian – vallée d'Abondance, ou d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Grenoble.

Publier, le 16/03/2023



Josiane LEI

Présidente de la Communauté de Communes
Pays d'Evian - Vallée d'Abondance
Maire d'ÉVIAN-LES-BAINS
Conseillère départementale du Canton d'Evian

Reçu en Sous-Préfecture, le 16/03/2023

Mise en ligne le 16/03/2023

021-2023 - COMMANDE PUBLIQUE - Contrôle technique pour l'aménagement de la fruitière de Vinzier (74500)

Vu l'article 5211-10 du CGCT permettant de déléguer un certain nombre de pouvoirs à Mme la Présidente et au Bureau,

Vu la délégation accordée à la Présidente par délibération du Conseil Communautaire du 3 octobre 2022,

Considérant l'avancement du projet d'aménagement de la fruitière à Vinzier,

Madame la Présidente de la communauté de communes pays d'Évian - vallée d'Abondance :

- **ACCEPTÉ de signer le marché de contrôle technique pour l'aménagement de la Fruitière à VINZIER (74500), avec :**
 - **APAVE INFRASTRUCTURES ET CONSTRUCTION FRANCE (74 - Metz-Tessy) pour un montant de 12 095,00 € HT**

La présente décision peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, d'un recours gracieux auprès de Madame la Présidente de la communauté de communes pays d'Évian – vallée d'Abondance, ou d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Grenoble.

Publier, le 16/03/2023



Josiane LEI

Présidente de la Communauté de Communes
Pays d'Évian - Vallée d'Abondance
Maire d'ÉVIAN-LES-BAINS
Conseillère départementale du Canton d'Évian

Reçu en Sous-Préfecture, le 16/03/2023

Mise en ligne le 16/03/2023

022 – 2023 - AFFAIRES JURIDIQUES – DOMANIALITE : Convention de servitude sur la parcelle cadastrée section OA n°5159, sur la commune de CHATEL

VU l'article 5211-10 du Code général des collectivités territoriales permettant de déléguer un certain nombre de pouvoirs à Mme la Présidente et au Bureau,

VU la délégation accordée à la Présidente par délibérations du Conseil Communautaire du 30 juillet 2020, du 6 décembre 2021 et du 3 octobre 2022,

Considérant le projet d'aménagement de l'itinéraire cyclo-pédestre des bords de Dranse, de Châtel à Chevenoz, nécessitant de demander aux propriétaires des parcelles concernées par le tracé, soit la constitution d'une servitude de passage, soit l'acquisition de la parcelle,

Considérant que la parcelle cadastrée en section OA n°5159, 1061 route des freinets sur la commune de Châtel, appartenant à Monsieur Ludovic THOULE, concernée par le tracé, doit faire l'objet d'une servitude réelle et perpétuelle de passage qui s'exercera en tout temps pour le passage du public à pied, à vélo et des engins d'entretien,

Considérant la convention pour constitution d'une servitude de passage conclue par acte sous-seings privés entre Monsieur Ludovic THOULE et la Communauté de communes pays d'Évian - vallée d'Abondance, qui doit être réitérée par acte authentique,

Madame la Présidente de la communauté de communes pays d'Évian - vallée d'Abondance :

- **CONSENT et ACCEPTE la constitution d'une servitude de passage réelle, perpétuelle et en tout temps, au profit de la OA n°5159 1061 route des Freinets sur la commune de Châtel appartenant à Monsieur Ludovic THOULE**
 - **Sur la parcelle cadastrée section OA n° 5159: la servitude de passage s'exercera sur une largeur de 3 mètres et une longueur de 5 mètres, Et selon les termes de l'acte authentique.**
- **APPROUVE la passation d'un acte notarié pour l'établissement de cette servitude, auprès de l'Office notarial situé à Abondance, et l'inscription au Service de la publicité foncière compétent,**
- **ACCEPTE de verser au propriétaire une indemnité fixée cinq euro (5,00 €) à titre de compensation définitive de la servitude,**
- **SIGNE toutes les pièces nécessaires à la conclusion de l'acte et de sa mise en œuvre.**

Envoyé en préfecture le 23/03/2023

Reçu en préfecture le 23/03/2023

La présente décision peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, d'un recours gracieux auprès de Madame la Présidente de la communauté de communes pays d'Évian - vallée d'Abondance ou d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Grenoble.

Publication ou notification, d'un recours
ID : 074-200071967-20230323-D_PRE022_2023-AN

Publier, le 23 mars 2023



Josiane LEI

Présidente de la communauté de communes
pays d'Évian - vallée d'Abondance
Maire d'ÉVIAN-LES-BAINS
Conseillère départementale du canton d'Évian

Reçu en Sous-Préfecture, le 23 mars 2023

Mise en ligne le 27 mars 2023